

FACULTÉ DE DROIT de l'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA SUISSE

CENTRE FINANCIER

EUROPÉEN

*« C'est un grand spectacle
de considérer les hommes méditant
en secret de s'entre-tuer
et forcés néanmoins de s'entraider
contre leurs inclinations
ou leurs desseins... »*

VAUVENARGUES.

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1931, à 14 heures

par

B. WORNER

Président : M. W. OUALID, Professeur.

Suffragants : MM. R. PICARD, Professeur.

PIROU, Professeur.

*** ARGENTON ***

Imprimerie LANGLOIS

1931

**LA SUISSE
CENTRE FINANCIER
EUROPÉEN**

FACULTÉ DE DROIT de l'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA SUISSE

CENTRE FINANCIER

EUROPÉEN

*« C'est un grand spectacle
de considérer les hommes médi-
tant en secret de s'entretenir
et forcés néanmoins de s'en-
tr'aider contre leurs inclinations
ou leurs desseins... »*

VAUVENARGUES.

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1931, à 14 heures

par

B. WORNER

Président : M. W. OUALID, Professeur.

Suffragants : MM. R. PICARD, Professeur.

PIROU, Professeur.

■■■ ARGENTON ■■■

Imprimerie LANGLOIS

■■■■■■■ 1931 ■■■■■■■

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



*A la mémoire de mon Père
mort pour la France
(Novembre 1916)*

*A mes chers Grands-Parents
Hommage de mon affection*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553025_0032

INTRODUCTION

Les nations belligérantes, au lendemain de la guerre, étaient sorties appauvries par l'ampleur et la durée de l'épreuve. Si toutes les conséquences d'une telle modification dans les conditions économiques ne s'étaient encore que peu fait sentir à cause de la solidarité des trésoreries d'Etat, elles ne devaient pas tarder à se manifester.

En Allemagne et en Autriche, tout l'équilibre antérieur fut détruit par la banqueroute de l'Etat, et la situation à l'heure actuelle a empiré encore davantage. Si les mêmes effets ne s'en sont pas suivis en France, en Italie, en Belgique, c'est que les pays ont fourni l'effort nécessaire à la restauration de la confiance et consacré la dévaluation de leur monnaie. Même l'Angleterre qui avait rapidement ramené la Livre à sa parité, au prix de durs sacrifices, traverse depuis la guerre une période difficile dont la gravité vient d'apparaître clairement aux yeux du monde. La Grande-Bretagne se voit aujourd'hui contrainte de suspendre la convertibilité de ses billets, elle entraîne dans le même mouvement les Pays Scandinaves.

Il semblerait que, dans une telle rafale qui souffle sur les grands Etats Européens, il fût logique que les petites nations englobées au milieu de ceux-ci soient les plus éprouvées. Heureusement il n'en est rien. Seules au contraire, en Europe, la Hollande et la Suisse qui, il est vrai,

n'avaient pas été belligérantes, ont pu conserver leur économie d'avant-guerre et leur monnaie intacte. Elles sont maintenant devenues de grands marchés où les capitaux en détresse viennent chercher un abri et où les Sociétés Industrielles et les Etats eux-mêmes de notre vieux continent viennent puiser les sommes nécessaires à l'équilibre de leur économie.

Petite nation au milieu de puissants voisins, la Suisse a pris aujourd'hui place dans l'économie mondiale à laquelle peu de dispositions naturelles la préparaient et elle constitue aujourd'hui la « plaque tournante des capitaux Européens ».

Par quelles circonstances une telle rapidité s'est manifestée dans son évolution, quelle importance elle présente dans les rapports internationaux, et quel concours elle apportera à la reconstitution du monde ? Tel est le sujet que nous avons essayé de dégager dans cet ouvrage.

En raison de la complexité des éléments d'investigation, toute évaluation de capitaux ne peut que donner l'ordre de leur grandeur ; la difficulté s'accroît encore quand il s'agit d'effectuer le départ entre ce qui provient de capitaux nationaux et ce qui est imputable aux sommes venues de l'étranger. A plus forte raison encore l'est-elle lorsqu'il s'agit d'un pays où les capitaux viennent se cacher, à l'abri des prélèvements de toutes sortes effectués par chaque Trésorerie étrangère sur ses ressortissants, sans qu'aucune indiscretion même provenant d'une statistique globale ne vienne en dévoiler l'importance et que l'Etat lui-même cherche son intérêt bien plus dans le profit qu'il tire de la simple présence des capitaux sur son sol que dans l'application d'un régime fiscal sévère.

Dès lors, il nous a semblé nécessaire, avant d'essayer de définir le rôle international de la Suisse à notre épo-

que, d'étudier les faits qui pouvaient prédisposer la Confédération Helvétique à atteindre ce prestige, ainsi que les éléments qui seraient défavorables à cette évolution. D'autre part, l'histoire retracée à grands traits de la vie financière de la Suisse montrera le développement progressif des grandes qualités de ses hommes d'affaires qui lui ont valu cette place de choix dans le concert des Nations.

Ainsi, après avoir montré dans une première partie la distinction entre les éléments favorables et défavorables à l'éclosion de la puissance financière Suisse, correspondant à peu près à la distinction des conditions naturelles et des circonstances plus ou moins artificielles, une deuxième partie sera consacrée à l'activité financière de la Confédération après guerre. Enfin, dans une troisième partie, nous essaierons de dégager le rôle mondial de la Suisse en matière financière, en faisant ressortir l'importance des capitaux étrangers qui lui ont été confiés et la façon dont la nation Suisse a su les utiliser, d'une manière si prudente que les catastrophes financières qui se sont succédées depuis la Guerre n'ont pas réussi à mettre ces capitaux en grave difficulté.

La Suisse est devenue le point de mire de tous les capitaux Européens tant pour le placement des fonds que pour leur recherche.

LIVRE PREMIER

SECTION I

Aptitudes naturelles - Utilisation

CHAPITRE I .

Eléments naturels défavorables à l'évolution financière en Suisse

Structure géologique : sous-sol, son climat et ses climats, absence d'unité de race, de religion, de langue.

Il est très intéressant de remarquer que, en grande partie, les faits qui s'opposeraient à faire de la Suisse un centre financier soient constitués par les éléments naturels. Ce terme pourrait peut-être prêter à confusion. Il est certain que tous les agents naturels subissent l'action de l'homme et qu'il n'existe aucun acte humain sur lequel la nature n'ait apposé son empreinte ; cependant il est des éléments tels que le travail de l'homme, quelle que soit son importance, qui n'arrive pas à modifier sensiblement les conditions intérieures. Ce sont, en ce qui concerne la terre, la structure géologique, la nature du sol et du sous-sol, le système hydrographique, le climat ; il n'est pas jusqu'à la présence de différentes races sur un même territoire qui n'ait sa cause dans les conditions naturelles. De cette variété d'origine des hommes vivant sur un même

territoire naissent de profondes divergences dans les mœurs, les habitudes, les religions, les langues, qui sont autant d'obstacles à la formation d'une unité nationale et qui contrarient la marche vers un idéal commun.

Or, aucun pays n'a été plus défavorisé par la nature que la Suisse ; la plupart des pays jouissent d'un avantage naturel, lequel a déterminé le sens de l'activité humaine. Ainsi l'immense étendue des plaines sud-américaines a façonné dans une large mesure cette vocation agricole qui fait actuellement leur fortune. L'exportation des dépôts de guano du Chili ont été jusqu'à l'apparition de la concurrence chimique la grande richesse nationale. De même l'abondance des gisements houillers, des minerais métalliques explique pour une large part l'avance prise dans l'activité industrielle par l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne.

La Suisse, par contre, ne jouit d'aucun privilège naturel. Rarement le relief du sol s'est montré aussi réfractaire à la pénétration humaine ; en effet, elle est placée au point de rencontre des grandes chaînes de montagne, en une région relativement élevée, dans un décor particulièrement sauvage où la nature semble avoir transporté tous ses charmes, mais aussi avoir amoncelé toutes les difficultés. Les quelques plateaux où de maigres cultures peuvent arriver à la maturité sont isolés de la plaine voisine par de hautes montagnes à la pente douce en-deçà et au versant abrupt au-delà, dont le faite est couronné de neiges éternelles. Celles-ci alimentent d'innombrables torrents, source des grands fleuves européens qui dévalent des sommets en flots désordonnés et impétueux, qui inondent les plaines dans la saison humide et qui, en été, ne laissent paraître qu'un mince filet d'eau murmurant et étincelant au soleil.

Climat. — Pays au relief si tourmenté, on conçoit que la Suisse ait un climat très variable suivant les régions, à tel point que l'on a pu parler des climats suisses. Selon que l'on considère une plaine, une région relativement basse ou le flanc des montagnes, la température, la direction des vents, l'abondance des pluies sont essentiellement différentes. Bien que tempéré par la latitude, le climat est très variable à cause de l'altitude. De plus, l'orientation générale de ses montagnes lui permet de recevoir les afflux de chaleur et de pluie qui arrivent du sud-ouest en même temps qu'elle l'abrite contre les vents du Nord. Il règne dès lors dans ces cantons un climat continental, c'est-à-dire essentiellement variable, humide en hiver et relativement chaud dans la belle saison. Dans les autres régions, ou bien l'exposition aux vents du nord ne laisse guère pousser que les forêts, ou bien le sol y est si fertile et le climat si doux qu'on obtient deux récoltes par an.

Chaque vallée était séparée des autres par de hautes montagnes et le climat de la Suisse étant si variable pour une si petite superficie, il est facile de concevoir que chaque race pouvait trouver à peu de distance les conditions les plus favorables à son existence sans être inquiété par les populations des plateaux voisins. Aussi trouve-t-on presque côte-à-côte les différentes souches qui se sont répandues sur l'Europe ; les trois principales races qui ont peuplé notre vieux continent y sont représentées : l'élément celtique s'est installé à l'ouest ; l'élément germanique peuple une grande partie de la Suisse à l'est, et l'élément latin s'est cantonné au sud. D'ailleurs les deux premières races forment de beaucoup la grande majorité de la population.

Absence d'unité de race, de langues, de religion. — A

ces différences techniques correspondent des diversités de langues : on y parle trois langues officielles : l'allemand dans une grande partie de la Suisse orientale, le français dans les cantons limitrophes de la Savoie, enfin dans quelques cantons au sud la langue prédominante est l'italien. Ainsi, sur le territoire de la Confédération Helvétique, il n'existe aucune communauté d'origine, de mœurs, de langues, qui font l'unité nationale.

Il n'existe même pas de communauté d'idées religieuses. Bien que la Suisse soit le pays d'origine de la religion réformée, le catholicisme y est encore cependant très pratiqué et ces deux croyances s'y équilibrent à peu près. Après beaucoup de luttes, les partisans de chaque culte en sont venus à une tolérance réciproque qui prouve le caractère libéral des Suisses.

Chemin tout désigné à la pénétration de ses voisins, la Suisse voit encore aggraver ses difficultés par le fait que, obligée de se procurer sa subsistance par le commerce international, elle ne possède pas de débouché direct sur la mer, ni même de territoire colonial qui constitueraient pour la Métropole un marché dont elle aurait l'entier contrôle, et un exutoire facile pour l'excès de population. Elle ne peut faire son trafic qu'en ayant recours au transit dans les différents pays voisins ; cette situation ne semble pas encore trop médiocre si les nations limitrophes sont pourvues de voies ferrées suffisantes ; mais le danger se fait sentir dès que les hostilités réquisitionnent les moyens de transport en vue de la défense nationale. Ainsi, pendant la guerre, la Confédération Helvétique a dû passer des conventions spéciales avec la France, l'Allemagne, l'Italie, et accepter la contre-partie qui lui a été demandée. Telle semble être notamment l'origine des emprunts français et allemands sur les marchés Suisses entre 1914 et 1918.

CHAPITRE II

Eléments favorables au développement mondial de la Suisse

Elément naturel: position géographique.

Si, à cause de la haute altitude de la Suisse, les communications naturelles sont presque inexistantes; si, en général, son climat essentiellement variable limite le développement de l'agriculture, il est cependant un élément naturel essentiellement favorable à l'expansion mondiale de son commerce extérieur.

Cette région tourmentée forme le point de contact entre les grands pays continentaux et la Confédération Helvétique est désignée tout naturellement comme lieu de passage du trafic européen.

Utilisation de cette position

Facteur matériel: 1°) Développement des voies ferrées.

Il a donc suffi à la Suisse de développer ses moyens de transports pour voir accroître l'importance de son transit international. Il est vrai que les frais d'installation sur un territoire dont la différence d'altitude est aussi accentuée, ne sont pas comparables avec les grandes lignes qui sillonnent les Etats-Unis par exemple, ou même les grandes puissances continentales.

La rapidité des communications, en dépit d'améliorations techniques comme l'électrification des réseaux, ne pourra être aussi parfaite que dans les pays voisins. Ce-

pendant, relativement à l'étendue du territoire, les voies ferrées par exemple qui effectuent à elles seules la presque totalité du transit Européen sont aussi développées que dans les grands pays industriels, le tableau suivant permettra d'apprécier l'effort de la Suisse en cette matière :

Km. 1929	SUISSE	ÉTATS-UNIS	FRANCE
Voie normale: Etat.	2.869		
Privés	816	400.918	
Total	3.685	400.918	
Voie étroite ..	1.632	—	41.706
Total général ..	5.317	400.918	41.806
Superficie	30.900 km	7.836.000 km²	536.400 km²
Pourcentage:	1 km. voie ferrée pour 5 km² 81	1 km. voie ferrée pour 19 km² 5	1 km. voie ferrée pour 12 km² 5
Population:	3.940.000	185.000.000	38.800.000
Pourcentage par 1.000 hab.	1 km. 35	2 km. 70	1 km. 09

Il est vrai qu'il n'existe aucun canal navigable sauf les lacs qui, d'ailleurs, ne peuvent servir au commerce international. La locomotion aérienne y est également impossible en raison de l'altitude. L'effort fourni pour l'installation des voies ferrées n'en est pas moins considérable.

Il ressort du tableau ci-dessus que, malgré la difficulté de pénétration, la Suisse possède, en raison de sa superficie, un réseau ferré très développé, tandis que les Etats-Unis dont, cependant, personne ne discute la richesse et l'importance de leur commerce, ne possèdent que 1 km de voie ferrée pour 19 km² 500 de superficie.

La France, où les chemins de fer ont gardé jusqu'à ces dernières années une importance plus considérable que sur la terre américaine, possède 1 km de chemin de fer pour 12 km² 500 environ. Cette proportion relativement faible ne donne pas une valeur exacte du trafic intérieur car il faudrait y ajouter les nombreux transports qui s'effectuent par canaux, rivières navigables, voire même par mer d'un port à un autre. De plus, dans ces dernières années, le commerce de luxe s'est principalement adressé pour effectuer ses transports de matières peu encombrantes et possédant une grande valeur sous un petit poids, à un nouveau moyen de locomotion : la locomotion aérienne.

La Suisse, pour laquelle l'installation des chemins de fer représente un plus gros effort encore, a développé son réseau ferré à un point tel qu'elle possède 1 km de ligne pour 5 km² 800 de superficie. En raison de certaines régions impénétrables et pour lesquelles une exploitation serait certainement déficitaire, la répartition de ce réseau est très différents suivant les régions. Dans certains cantons particulièrement développés et actifs, le développement des moyens de transport est tel qu'il ne se trouve guère dépassé que par certaines régions industrielles de l'Allemagne.

La situation géographique spéciale de la Suisse étant, avec la richesse en force hydraulique, comme nous le verrons plus loin, les deux seules ressources naturelles de la

Suisse, il a fallu que sa nombreuse population fournisse un travail particulièrement long et ingrat et fasse preuve de grandes qualités d'énergie et de volonté pour acquérir à ce pays un rang aussi enviable.

On a dit souvent que les conditions climatiques ou géologiques déterminent le sens et les possibilités du développement économique et que, dès lors, les nations riches et les pays pauvres sont marqués d'un sceau indélébile dès leur origine. Il est certain que divers pays comme les Etats-Unis par exemple doivent leur état de prospérité actuel en grande partie à leurs importantes ressources naturelles. Sans méconnaître la valeur de cette affirmation, il faut remarquer qu'elle ne saurait convenir à la Suisse. Aucun pays en Europe ne semble moins désigné pour y jouer un rôle international si l'on en juge par ses aptitudes naturelles.

Si l'on estime que généralement l'humanité ne peut changer profondément la nature, que celle-ci impose beaucoup plus souvent à l'homme des conditions immuables et que la puissance humaine est strictement limitée, l'observation de la Suisse prouve au contraire combien l'homme peut améliorer son sort s'il comprend dans un esprit loyal et unit le sens dans lequel il doit orienter son activité.

La célèbre parole de Claude Bernard est toujours vraie : « Nous ne commandons à la nature qu'en lui obéissant ». Aussi est-ce parce que les populations des différents cantons ont compris leur avantage de s'unir pour lutter efficacement à frais communs contre les forces indomptées de la nature, qu'elles se sont liées dans une communauté d'esprit et de collaboration loyale pour franchir les difficultés naturelles; faisant fi des préjugés et des sentiments différents suscités par les diversités de races, de langues, de religion, la population suisse a compris l'intérêt commun.

2°) *Facteurs moraux*; a) Force de l'union; souplesse et solidité du lien fédéral.

Rien d'étonnant dès lors que la Confédération Helvétique soit une union très libre et en quelque sorte artificielle ne correspondant pas à un idéal commun naturel, mais simplement à une corporation chargée de défendre des intérêts identiques. Aussi, sur les opinions philosophiques et religieuses, les Suisses ont-ils toujours montré une grande tolérance, de telle sorte que leur esprit libéral forme aujourd'hui le fond de leur caractère. Il est vrai que le commerce de l'étranger qui constitue pour ce pays la grande industrie nationale les a toujours habitués à respecter les opinions les plus diverses. Il semblerait donc découler de ces observations que la stabilité politique de la Suisse soit souvent en danger; heureusement il n'en est rien et la Confédération forme une entité internationale réelle et solide fondée sur l'intérêt et la volonté à défaut de similitude et d'affinités naturelles.

b) Clause de neutralité perpétuelle:

Enfin, si les montagnes dont est formé ce pays sont une grosse entrave à l'expansion du commerce local, elles constituent un grand avantage militaire en cas de guerre entre les différents pays qui l'entourent. Aussi, moins dans l'intérêt de la population suisse que pour la sauvegarde de la sécurité en Europe, la clause juridique de la neutralité perpétuelle est venue apporter un élément dont l'influence a été particulièrement amplifiée depuis 1918.

Depuis cette époque, elle a attiré les regards du monde sur la Suisse et, pendant les périodes troublées, le capitaux ont convergé vers ce petit territoire dont la sagesse, la stabilité politique et l'équilibre social ne sont plus à prouver.

c) Choix du territoire suisse comme siège des grands organismes internationaux :

C'est encore grâce à cette convention que les Etats ont été poussés à demander l'hospitalité à la Suisse pour la création des grands organismes internationaux : la Société des Nations et la Banque des Règlements Internationaux.

Considérable est le prestige de la Suisse dans le monde depuis la création de ces organismes ; énormes sont les profits que l'industrie et le commerce en tirent. Outre la présence des hauts fonctionnaires de chaque pays qui vivent en permanence sur le sol suisse, nombreux sont les touristes que l'intérêt des séances amène.

Cette situation très particulière de la Confédération Helvétique a été admirablement comprise par Monsieur E. Rambert quand il s'exprime ainsi :

« Une majorité germanique respectant une minorité
« romande, une majorité protestante respectant une mi-
« norité catholique, un certain nombre d'Etats relative-
« ment peuplés et forts lancés à pleines voiles dans le
« courant de la vie moderne, respectant la lenteur de ces
« vieilles démocraties pastorales pour qui les siècles peu-
« vent être des années, voilà l'exemple que la Suisse
« donne au monde ». (Etudes historiques et nationales).

SECTION II

Etude de l'activité économique du point de vue du Commerce extérieur

CHAPITRE I

Agriculture

A) Culture

En raison de l'altitude, il est facile de penser que le territoire suisse est largement couvert de terrains incultes et, sur le flanc des montagnes, de forêts.

Les plateaux souvent trop élevés sont dépourvus de toute végétation si ce n'est de maigres pâturages où de paisibles troupeaux passent la belle saison.

Seule, au bas des vallées, la terre est propre à la culture. Aussi, sur une superficie de 41.000 km, 13.000 hectares seulement en 1919-1930 sont consacrés à la culture des céréales — soit un peu plus du quarantième de la surface totale, se décomposant en 51 hectares emblavés en blé, 20,5 en seigle, 5 en méteil, 6 en orge, 21 en avoine, 2 en maïs. Ces chiffres sont d'ailleurs en diminution sur ceux de la période 1921-1925. Aussi la proportion de la population vivant de l'agriculture est tombée de 46,18 % en 1913 à 27,71 % en 1920 et est estimé à 25,9 % en 1930.

1°) *Rareté du sol propre à la culture.*

D'ailleurs cette évolution n'a rien de surprenant. La population s'accroît très rapidement (12 pour 10.000 ha-

bitants par an) tandis que le sol propre à la culture ne peut s'étendre et que les progrès scientifiques permettant à un même homme de cultiver plus intensément. Aussi bien, ne pouvant faire de la culture extensive, les paysans suisses ont cherché l'élargissement de leur entreprise dans l'intensification. Ainsi, pour le blé, une petite surface seulement est affectée à cette culture (51.000 hectares) pour un rapport de 1.176.000 quintaux métriques en 1919, c'est-à-dire un rendement de 22,9 égal à celui obtenu en Suède et dans le Royaume-Uni. Il n'est dépassé que par celui des Pays-Bas.

Les quelques chiffres que nous venons de fournir nous permettent de mesurer le développement intensif réalisé par les paysans suisses dans le domaine agricole. La Suisse suit le mouvement international au point de vue de l'intensification du rendement dans des proportions qui peuvent devenir inquiétantes pour le maintien d'un cours normal du prix de vente.

Cette situation se trouve aggravée de ce que les voisins de la Suisse, et plus particulièrement la France, subissent le même phénomène alors que les terres sont meilleures et nécessitent moins de mise de fonds et de main-d'œuvre.

2°) *Intensification du rendement.*

La tendance, d'ailleurs, bien que marquée par l'évolution spécifique de la qualité et le rendement par la sélection, a plutôt pour effet d'avoir de belles récoltes plutôt qu'un bon produit.

Si nous prenons l'exemple du blé, nous nous apercevons que tous les pays tendent à faire du rendement de qualité à l'hectare qui peut passer de 20 à 32 quintaux, mais alors la qualité farineuse est bien moins bonne et le produit vendu ne donnant suffisamment satisfaction à la consommation est, évidemment, de moindre valeur.

Nous devons également observer que les frais d'exploitation à l'hectare ont pris une allure accentuée, qui, à un moment donné, revêtait une cadence désastreuse.

La Suisse, dont la monnaie est restée à sa valeur d'avant-guerre, ne devrait pas connaître, au point de vue économique, des différences semblables surtout en agriculture, notamment en matière de frais d'exploitation; lorsque l'on considère que ce chiffre était représenté par 449 fr. en 1905 et qu'actuellement il est représenté par 1.048 après avoir dépassé en 1922, 1.278, on est étonné que ce chiffre ait passé à plus du double.

Cette branche de l'activité humaine a traversé une crise excessivement sérieuse pendant tout le courant du 19^e et le début du 20^e siècle, le rendement net atteignant à peine 2 %.

Cependant le perfectionnement technique et l'intervention de l'Etat dans ce domaine ont permis à l'agriculture de s'améliorer petit à petit.

Il atteint maintenant 3,53; il connut même pendant la guerre 8,5 %.

Les tableaux ci-dessous nous fournissent les modalités de cette évolution:

1920	5,85 %	1925	2,33 %
1921	0,89 »	1926	1,70 »
1922	1,15 »	1927	1,99 »
1923	4,06 »	1928	2,63 »
1924	2,68 »	1929	3,62 »

On ne peut se dissimuler que l'agriculture suisse se trouvait dans une véritable détresse. Les autorités intervinrent et l'on parvint à obtenir une amélioration qui, pour être lente, n'en a pas moins été perceptible. Depuis 1926, la rentabilité s'est sans cesse relevée et, en 1929, elle a atteint de nouveau 3,62 pour 100, c'est-à-dire la moyenne de la

période 1906-1913. Les exercices 1930-31, il est vrai, vaudront un nouveau recul.

3°) *Rente de la fortune agricole après paiement des dettes:*

1901-1905	2,46 %
1906-1913	3,61 %
1914-1919	11,85 %
1920-1922	0,41 % (perte)
1923-1928	0,61 %
1929	2,53 %.

On peut donc dire que la fortune nette de l'agriculture suisse n'a porté presque aucun intérêt au cours des dix dernières années. Ce n'est qu'en 1929 que la rente de la fortune nette a repris un niveau analogue à celui de la période 1901-1905; en revanche elle n'a pas encore atteint les chiffres de 1906-1913.

Le rendement brut et les frais d'exploitation se sont modifiés de la façon suivante pendant la même période:

	Rendement brut, à l'ha	Frais d'exp. à l'hectare	Rendement net à l'ha
1901-1905	590	449	191
1906-1913	723	534	189
1914-1919	1291	781	510
1919	1695	1172	523
1920-1922	1381	1278	103
1923-1928	1271	1096	175
1928	1303	1048	205

Le deuxième tableau précise la rentabilité déduction faite du paiement des dettes.

Le nombre-indice des prix des produits agricoles dans leur ensemble (moyenne pondérée) était en 1929 de 147 et en 1930 de 141 (1914 = 100). Les frais d'exploitation,

en revanche, ont passé de 534 fr. par hectare pendant la période 1906-1913 à 1.096 fr. en 1923-1929, et à 1.048 fr. en 1929; ils ont donc à peu près doublé, c'est cette disproportion qui explique la crise agricole en Suisse.

La grandeur désignée, en économie rurale, sous le nom d'écart de rendement net permet de déterminer de quel pourcentage les prix des produits agricoles devraient être majorés pour que l'agriculture obtienne une rentabilité normale.

L'écart de rendement net se montait :

- En 1906-1913 à 2,65 %,
- En 1923-1927 à 8,67 %,
- En 1927 à 12,73 %,
- En 1928 à 8,37 %,
- En 1929 à 2,19 %.

Un relèvement général des prix des produits agricoles de 8,4 % en 1928 et de 2,2 % en 1929 aurait suffi pour permettre au paysan suisse d'exercer à nouveau son activité d'une façon rémunératrice.

4°) *Œuvre de la S. D. N. - Création de l'Institut International de crédit agricole.*

La chute des prix en 1930 et 1931 n'apportera pas le remède à cette pénible situation; bien au contraire, la surproduction de produits agricoles inquiète toutes les nations agricoles. Ne pouvant trouver aucun remède dans le cadre national, les gouvernements européens ont décidé de se réunir et ont créé un comité international dénommé : Institut International de crédit agricole, chargé d'étudier les moyens d'ordre général qui seraient capables d'éviter un nouveau fléchissement des cours et si faire se peut, de rechercher les remèdes ou les palliatifs qui allègeraient

la situation. Malgré tout l'intérêt qu'une solution susciterait, il semble qu'il faille attendre peu de résultat de ce comité. Outre la difficulté de s'accorder sur des questions aussi vitales pour certains pays, une entente semble encore plus difficile à conclure à cause de même de l'intervention des circonstances atmosphériques. La limitation des terres cultivées seule possible, risquerait probablement d'être ou bien inopérante, ou bien calculée trop strictement suivant les années et les climats.

Quoiqu'il en soit, cette solution intéresse beaucoup moins la Suisse que ses voisins de l'Est. En effet, le meilleur débouché pour les produits du sol suisse est le marché national, mis à l'abri de la concurrence par une haute barrière douanière et le pays serait susceptible, si les prix pratiqués étaient rémunérateurs, de produire la plus grosse partie de sa consommation en denrées alimentaires. Il reste cependant vrai que, du point de vue économique la C. H. sera toujours dépendante de l'étranger par ses produits laitiers. En 1930, l'agriculture a importé 85.000 quintaux de beurre. Si le lait nécessaire avait été prélevé sur la production nationale, l'exportation du fromage serait tombée de 286.000 à 100.000 quintaux.

Aussi, si la Suisse fermait ses frontières aux produits étrangers concurrents, elle resterait encore au niveau des prix des produits similaires étrangers. Le développement incontestable qui se manifesterait dans les pays étrangers et particulièrement en Europe Orientale, aura une répercussion fâcheuse sur l'agriculture helvétique. Celle-ci ne saura se maintenir dans un cadre limité que par la consolidation du marché international en ce qui concerne les produits alimentaires et par une adaptation toujours plus adéquate des exploitations agricoles aux conceptions scientifiques de l'économie rurale.

B. — *Industrie laitière*

1°) *Lait.*

Nous avons vu que le sol Suisse était abondamment couvert de forêts. La proportion la plus importante revient cependant à l'étendue des prairies artificielles (29,3 %) et des pâturages (19,4 %). Ces conditions naturelles prédisposaient tout naturellement la Suisse à l'élevage. Bien que la proportion des espèces animales soit très différente suivant les cantons, partout les immenses pâturages sont couverts de nombreux troupeaux de l'espèce bovine, dont un grand nombre de vaches.

Pour 1926, date du dernier recensement officiel, l'effectif du bétail se répartissait de la façon suivante :

Chevaux: 139.668	Porcs: 637.098
Bovins: 1.587.399	Moutons: 169.723
dont Vaches: 875.874	Chèvres: 289.258.

Il semblerait que, munie de tels troupeaux, la Confédération Helvétique doive exporter une quantité importante de viande. Or, l'étude de la balance commerciale prouve au contraire qu'elle en est importatrice. La cause de ce fait vient de ce que, d'une part, les Suisses mangent beaucoup de viande, et que, d'autre part, l'élevage n'est pas fait en vue de la production de la viande, mais surtout en vue de l'approvisionnement du marché en lait.

Le lait constitue la matière première de beaucoup d'industries florissantes dont l'importance s'accroît chaque année et il est la base de la nourriture des habitants.

Si l'on observe les statistiques depuis plusieurs années on s'aperçoit que, tandis que la progression dans le nombre des animaux producteurs s'effectue lentement, la quantité de lait produit progresse beaucoup plus vite. Le rendement est en effet constamment amélioré.

Depuis 1925, le tableau se présente ainsi :

ANNÉES	NOMBRE DE VACHES	Produc- tion lait de vache Milliers de quintaux	Production d'été	Production annuelle par vache en kilogs
1925	842.000	24.839	25.739	2.950
1926	875.874	26.714	27.556	3.050
1927	870.000	26.100	26.980	3.000
1928	880.000	27.280	28.160	3.100
1929	870.000	26 1/2	26.880	3.000

La progression dans le rendement est dûe en général à l'utilisation plus rationnelle des progrès scientifiques. Mais, en cette production plus qu'en toute autre, les conditions atmosphériques ont une grande portée.

L'année 1929 a été influencée défavorablement par le mauvais temps persistant. La quantité de lait manquant a dû être tirée de l'étranger, c'est ainsi que pendant cette année les industries alimentaires ont importé 43.000 quintaux de lait.

La consommation directe du lait frais par la population s'est tenue pendant cette période aux environs de 11 millions de quintaux. Mais la quantité de lait transformé dans l'industrie a constamment augmenté. De 10.689.000 quintaux en 1925, elle passe à 12.260.000 en 1928. Mais 1929 a vu ce chiffre fortement fléchir jusqu'à 10.423.000 en raison de la situation générale et aussi du déficit de la production nationale.

Les principales industries transformatrices sont l'industrie du lait concentré, des fromages et celle du chocolat.

2°) *Utilisation du lait.*

a) Lait concentré - Fromages. — La fabrication du lait concentré en Suisse est très ancienne. Déjà en 1892 elle représentait une valeur de 16 millions de francs, son importance ne cessa de croître jusqu'en 1903 où elle atteint 33 millions. Les années suivantes virent une légère diminution jusqu'en 1907. Dès la déclaration de guerre, une forte augmentation se produisit et se monta à 59 millions en 1917; un minimum se produisit en 1919 où la production ne fut pas supérieure à celle de 1898. La période prospère de 1920 lui donna un coup de fouet. En 1928, la production fut égale à celle de 1920 évaluée 43 millions de francs, mais 1930 fut une période de baisse considérable de la production et des prix.

Les débouchés de cette industrie ont été très variables. Tandis que, en 1900 encore, les 9/10 de l'exportation étaient absorbés par l'Angleterre et quelques autres petits pays européens, en 1930 l'Asie constitue un déversoir important; la Suisse lui exporte, malgré la crise économique, pour 24 millions de francs de lait condensé, ce qui représente 60 pour 100 des exportations. La Grande-Bretagne, avant la guerre grande consommatrice du lait suisse, n'en importe plus que pour 4,5 millions de francs. La France avait eu largement recours au lait condensé pendant la guerre; bien que la cessation des hostilités ait fait baisser considérablement cette importation, elle occupe une place plus importante qu'avant la guerre.

Tandis que la consommation du lait condensé suisse en 1913 ne dépassait guère la valeur de 1 million, l'année 1917 qui vit la plus forte importation avait entraîné une dette de 22 millions dans la balance commerciale. Depuis la fin des hostilités, la consommation s'est beaucoup ra-

lentie et, en 1930, elle n'est pas évaluée à plus de 1,8 million de francs.

Devant la carence de ses anciens acheteurs, la Confédération Helvétique a dû rechercher des débouchés ailleurs. L'Orient constituait un marché facile, mais ce n'est qu'avec les progrès scientifiques et l'expérience acquise, notamment pendant la guerre, que la Suisse parvint à écouler ses produits.

La transformation en fromages du lait frais non consommé permet ainsi à cette branche de la production de régulariser le marché et de maintenir la stabilité des prix tout en fabriquant un produit trouvant de larges débouchés dans la consommation nationale et même étrangère.

b) *Chocolat*. — Le lait suisse trouve un débouché extrêmement important et considérable dans la fabrication d'un produit national: le chocolat. Bien que son importance actuelle ne soit pas comparable à celle qu'il eut pendant la guerre, le chocolat est encore un élément actif de la balance commerciale. Tandis que l'étranger ressentait déjà la crise dans cette branche de la production dès le premier trimestre 1929, la vente, dans l'industrie suisse, sur le marché intérieur, ne se ralentit que beaucoup plus tard.

Les exportations se sont élevées normalement à 15.481 quintaux métriques représentant une valeur de 5.8 millions de francs contre une importation de 19.029 quintaux métriques dont la valeur se montait à 7,6 millions de francs pendant les trois premiers mois de 1928.

Cependant, dès le second trimestre de 1929 on enregistrait une diminution notamment dans les commandes passées par l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, l'Ita-

lie qui formaient jusqu'ici les débouchés les plus importants.

Cette crise ne présente pas tout à fait les mêmes caractéristiques que la stagnation des affaires dans les autres branches de production car la Suisse a, en cette partie, un renom mondial et il suffirait d'une entente entre les membres des Syndicats de chocolatiers suisses en vue de l'abaissement des prix pour ranimer les exportations.

Une convention de ce genre, qui avait été signée antérieurement, n'a pas été prorogée à son terme à la fin de l'année 1930.

Aussi, pour les cinq premiers mois de 1931 constate-t-on une diminution de 15,5 pour 100 des quantités exportées.

En ce qui concerne la valeur, cette diminution correspond à 14.5 pour 100 de la valeur des exportations de l'année précédente.

Il serait grandement désirable pour revigorer cette branche où la Suisse jouit d'une réputation mondiale qu'un accord intervienne entre les producteurs en vue de stimuler une exportation dans les pays où les débouchés avaient été conquis aussi péniblement.

C. — *Industries textiles*

1^{re}) *Coton*. — L'industrie du coton est très solidaire des pays étrangers. C'est surtout en raison de l'avilissement des prix particulièrement aux Etats-Unis que l'industrie suisse, dans cette matière, a ressenti fortement la crise.

Déjà dans le premier trimestre de 1929, aucune amélioration à cet état ne pouvait être envisagée, la crise sévissant en Allemagne se prolongeait et l'industrie suisse s'en ressentait déjà.

En raison de la stagnation des affaires, les industriels allemands suffisent à alimenter la fabrique de tissage de leur pays et même, en raison de la dépréciation monétaire, à exporter une partie de leur production.

Ainsi les industries suisses que des barrières douanières élevées rendaient fort difficiles ne purent dès lors plus exporter leurs calicots.

En 1930 et surtout au début de 1931 se produisit une courte élévation des prix de coton, mais cette hausse ne dura que quelques mois. Dès l'annonce de l'énorme production américaine les prix retombèrent à leur niveau antérieur et la situation de l'industrie cotonnière en Suisse ne put dès lors s'améliorer.

Il n'y a guère que dans les tissages de produits fins que l'on enregistre une légère amélioration saisonnière mais sans commandes importantes pour les mois suivants.

Dans les tissages des étoffes ordinaires de qualité moyenne, la quantité de travail demandée ne représente guère que 80 pour 100 de la production normale.

La concurrence étrangère se fait encore sentir d'une façon beaucoup plus accentuée dans le tissage des étoffes de couleur et aucune amélioration actuelle ne semble se faire jour.

2°) *Soie*. — Dans l'industrie de la soie, la Suisse, bien que très concurrencée par la région Lyonnaise, représente encore, dans cette partie, le pays où les acheteurs s'adressent facilement.

Cette industrie, d'ailleurs, connaît d'une façon générale une crise qui s'est accentuée depuis 1929.

En 1930, nous relevions comme chiffres d'importation 6.662 quintaux, en diminution de plus de 100 quintaux sur l'année précédente.

Mais ce déficit n'est rien si on le compare avec la valeur moyenne qui est descendue de 10.500 francs à 5.020 francs par quintal métrique dans la rubannerie de soie. Certainement cette chute est due au développement de la soie artificielle et d'autres produits similaires qui peuvent aborder la concurrence dans des conditions bien meilleures.

Plus spécialement la soie artificielle a atteint le chiffre de 9.664 quintaux métriques représentant une valeur de 10.066.000 francs suisses.

Par contre, l'année précédente avait connu le chiffre de 9.615 quintaux métriques valant 11.008.000 de francs.

Cette accentuation est probablement due à une diminution du prix moyen du quintal coté 1.152 francs et descendant, en 1930, à 1.003 francs.

Le produit suisse est célèbre et est recherché par la clientèle de luxe, mais comme les industries de ce genre, elle connaît le caprice d'une clientèle toujours avide de nouveauté. Ainsi, par exemple, la préférence du public se porte actuellement sur les broderies anglaises et, par voie de conséquence, les industries constructrices de machines ont connu une activité appréciable.

Mais, par contre, cette constatation optimiste se trouve

malheureusement suivie d'un recul dans les autres branches de la production.

Nous constatons malheureusement que la convention de prix intervenue entre la Suisse et le Vorarlberg qui avait pris fin le 2 Mai dernier, n'a pas été renouvelée et cette difficulté devrait se résoudre assez rapidement pour éviter la concurrence des prix étrangers.

Le tricotage et la bonneterie traversent également une crise pénible. Il est vrai que la Suisse n'est pas seule à souffrir de cette situation puisque les industriels français s'en plaignent également.

Dans le tricotage courant les commandes sont pour ainsi dire nulles. Heureusement, dans le tricotage fin le nombre des exploitations qui avait tendance à diminuer jusqu'alors tend à se stabiliser.

L'industrie des bas est plus touchée par la crise, notamment à cause de la concurrence étrangère.

D. — Industries métallurgiques

Le 2^e groupe d'activité industrielle de la Suisse comprend la grosse métallurgie et la petite mécanique de précision.

1^o) *Grosse métallurgie. Céramique.* — Les Suisses ont acquis une réputation dans la confection du gros matériel des chemins de fer, tel que locomotives, wagons, machines à tisser, à filer, à broder, machines à imprimer qui constitue pour la Suisse un des postes actifs et les plus importants de sa balance commerciale.

Mais pour ces confections, la Confédération Helvétique ne possède aucune matière première et dès lors le prix de ses productions dépend grandement du prix des matières premières étrangères, les industriels suisses ne faisant que d'incorporer du travail à la matière première.

Les importations de fer s'élevaient pour 1930 à 6 milliards 137 millions de quintaux pour une valeur de 169 milliards 351 fr., tandis que 2 milliards 200.200.000 seulement étaient réimportés, représentant une valeur de 55 milliards 200 millions.

De plus l'industrie suisse est encore solidaire de l'industrie étrangère en ce qui concerne la houille dont elle ne possède aucun gisement important. Ses productions, jusqu'à la guerre, provenaient particulièrement de l'Allemagne, mais depuis 1920 la concession des mines de fer en France a gardé ses débouchés en Suisse. C'est principalement les mines de la Sarre qui fournissent le fer et la houille dont l'industrie suisse a besoin pour transformer les matières premières qu'elle reçoit.

Ces produits bruts ne sont cependant pas les seuls que la Suisse importe en vue d'y incorporer du travail.

Le cuivre y est utilisé sur le marché intérieur pour environ 100 quintaux métriques, le plomb est importé pour environ 129.309 quintaux tandis que 18.500 seulement quittent le territoire suisse à destination de l'étranger.

Le zinc, l'étain, le nickel forment également un élément important du passif de la balance commerciale suisse.

Par contre, la présence de certains gisements de bauxite sur le territoire permet une exportation de 197.200 quintaux métriques pour une valeur de 55 milliards 673 tandis que les importations ne se montent qu'à 8.000 quintaux pour une valeur de 3.200.000 francs.

Le commerce des métaux précieux ne présente pas dans la balance commerciale un poste très actif, car en général et, à part la constitution des réserves par la Banque Nationale, l'importation de ce produit est généralement réexporté par l'industrie horlogère.

A côté de cette grosse métallurgie la Suisse s'occupe aussi particulièrement d'industrie céramique.

Elle importe l'argile pour environ 305.000 quintaux métriques, représentant une valeur de 6.000.000 tandis que seulement 53.000 quintaux pour une valeur de 333.000 francs sont réexportés.

Dans ce domaine elle importe encore une grande quantité de poteries, de terre et de grès.

2°) *Petite mécanique de précision. Horlogerie. Instruments d'optique. Petites machines. Jouets.* — L'horlogerie a toujours été une des plus grandes industries de la Suisse. La première montre a été créée à Genève.

Cette fabrication célèbre dans le monde entier a connu une prospérité sans précédent et est encore actuellement l'une des plus réputées du monde.

Or, les dernières années ont marqué un recul dans l'activité de cette fabrication ; les cinq premiers mois de 1931 se précisent par 52 millions de francs contre 94 millions pour la même période en 1930.

Toutefois, en ce qui touche le premier semestre de 1931, cette situation paraît améliorée si nous regardons le deuxième semestre de 1930.

Le Gouvernement s'est ému de cette situation. Les autorités fédérales tentent une réorganisation de la production par une concentration qui amènera un raffermissement dans cette industrie.

Nombreuses sont aussi les marques suisses dans le petit outillage de précision, dans les instruments d'optique, appareils photographiques, cinémas, fileteuses, machines à écrire, jouets dans l'art desquels les Suisses sont passés maîtres.

3°) *L'Industrie chimique.* — L'industrie chimique constitue pour la Suisse une des principales branches d'activité.

Il s'agit d'une branche industrielle extrêmement vaste dont il est assez difficile de déterminer la sphère d'activité et par suite il y a toujours quelques imprécisions dans le rôle qu'elle tient dans l'économie nationale.

Malgré les difficultés techniques très nombreuses rencontrées dans cette industrie, les brevets d'invention, que chaque pays garde avec beaucoup de soins en raison de son rôle important dans la défense nationale, obligent les industriels suisses à diriger leur exploitation dans le sens de l'intérêt national. Tandis qu'avant la guerre cette industrie était entièrement solidaire de l'Allemagne, elle est devenue depuis un élément essentiel de la balance commerciale.

La guerre avait eu pour effet d'arrêter subitement toutes les importations de matières premières provenant de ce pays.

De nombreux moyens de fortune ont dû être employés pour conserver aux usines nationales un travail qui leur était indispensable. L'Angleterre particulièrement s'est attachée à fournir à la Suisse les produits bruts que la Suisse ne possédait pas, à la condition que les usines helvétiques réimportent une partie importante de leur production pour la conduite des hostilités.

Ainsi à l'abri de la concurrence économique et sûre de ses débouchés, l'industrie chimique a pu librement se développer en Suisse et acquérir une puissance qui a permis à cette branche de devenir extrêmement florissante.

En même temps l'après-guerre fut caractérisée par une prospérité exceptionnelle; mais depuis l'automne 1920

une crise très aiguë a dû orienter les anciennes productions de guerre vers un but différent. Les matières colorantes, tout particulièrement, qui permettent une transformation rapide des industries en cas de guerre, ont spécialement été étudiées.

Mais comme ces productions constituent la base de la sécurité dans tous les pays, l'industrie chimique tout entière subit momentanément l'effet de la crise provenant d'une énorme surproduction.

Des essais d'entente en vue soit de la création de nouveaux débouchés, soit de la réduction des prix, soit même de la limitation de la production, ont été entrepris dans les branches les plus importantes; des accords sont même intervenus entre les principales industries similaires des pays concurrents. Ainsi une convention de communauté d'intérêts a été passée au printemps 1930 entre l'I. G. Farbenindustrie A. G. Allemand et le Groupe Français Kuhlmann au sujet de la vente de leurs produits sur les divers marchés.

En raison de la crise actuelle il est impossible de juger exactement l'effet de cette convention, mais la concurrence anglaise et américaine sont toujours des plus vives.

Néanmoins le groupe Bâlois a conservé toute son indépendance sans subir la dépréciation générale.

D. — *Energie électrique*

Nous avons vu que la Suisse était pour ainsi dire entièrement dépourvue de houille, mais les découvertes scientifiques du 19^e siècle permettent maintenant de supporter plus facilement la concurrence étrangère en raison de l'exploitation intense de la force hydraulique.

Le problème du transport de l'énergie électrique à

longue distance réalisé dans une mesure très satisfaisante a permis la création de nouvelles branches d'industrie au moyen de procédés électro-thermiques et électro-chimiques.

Par ces procédés modernes sont fabriquées dès maintenant les productions suisses en sodium, chlorure, alliages métalliques.

Grâce à l'extrême dépense de métaux que la guerre avait demandés, la Suisse a pu équiper ses forces hydrauliques en vue d'une production intense.

La République Helvétique possède, de ce fait, un avantage sur les industries étrangères et la production a pu s'écouler à l'extérieur malgré des barrières douanières quelquefois très élevées.

Elle avait eu à lutter dans les années qui ont suivi l'armistice contre le Dumping créé par l'instabilité des changes.

Elle se voit actuellement réduite à la même situation que les industries similaires étrangères mais il ne saurait faire de doute qu'après la dépréciation économique qui traverse le monde, l'industrie chimique suisse occupera un rang très enviable dans le monde, et sera une concurrence très sérieuse pour les pays étrangers.

Industrie hôtelière

L'industrie de l'étranger est une des industries principales de la Suisse. L'abondance des publications en cette matière prouve tout l'intérêt que le peuple helvétique prend à la question.

Cette attention spéciale se conçoit très bien quand on songe à l'ampleur des capitaux investis — 1136 millions en 1912 et environ 1900 millions en 1930 — et à la réper-

cussion que la prospérité de cette industrie a sur les industries du transport et même sur les nombreuses autres industries nationales pour lesquelles les étrangers sont les clients les plus importants. Enfin, le tourisme constitue le compte invisible le plus important de la balance des paiements suisses. (En 1928, le solde actif laissé par les touristes en Suisse était évalué à 41,2 millions de \$).

Cependant, déjà avant la guerre, la situation était loin d'être très florissante. Les banques avaient déjà été sollicitées pour soutenir cette industrie nationale au moyen de prêts hypothécaires et de crédits en compte. La guerre devait faire connaître au tourisme des jours encore plus sombres. Les années qui suivirent immédiatement la guerre n'apportèrent à cette situation aucune amélioration notable. En vue de décharger les hôtels d'une partie de leurs obligations, de nombreuses facilités furent accordées aux hôteliers tant au point de vue financier qu'au point de vue juridique. Aussi, en 1921, après plusieurs tentatives infructueuses d'ailleurs, fut créée une « Société Fiduciaire pour l'Industrie Hôtelière ». Dotée d'un capital de 3 millions dont une partie fut souscrite par le gouvernement, cette nouvelle société se chargea de la garantie de certains engagements contractés en vue de nouvelles constructions et accorda aux hôteliers, en contre-partie de lettres de gage, des prêts amortissables par annuités.

Au point de vue juridique, fut promulguée une « Ordonnance concernant le sursis concordataire et le concordat hypothécaire pour les immeubles affectés à l'industrie hôtelière ». Cette disposition accorde en particulier un sursis pour toutes les créances garanties par les hypothèques. Ce bénéfice qui arrivait à expiration en 1930 fut alors repris sur des bases nouvelles en raison de la crise économique.

Ces dispositions ont permis à l'industrie hôtelière de reprendre quelque activité pendant les années de prospérité, mais elles ont néanmoins demandé un sacrifice énorme auquel les banquiers et les obligataires durent consentir, et constituèrent un acte d'ingérence de l'Etat dans le domaine des transactions privées, lequel pourrait être invoqué un jour comme un précédent fâcheux si un groupe d'industries réclamait l'appui direct de la puissance publique. En raison des circonstances actuelles, ce jour n'est peut-être pas très éloigné.

Si ces mesures tant financières que législatives avaient permis aux industries touristiques de trouver quelque aisance pendant les années 1923 à 1929, depuis cette date la situation s'est fâcheusement renversée et la crise que traverse aujourd'hui l'industrie hôtelière semble aussi grave que celle qui motiva ces dispositions exceptionnelles en 1921.

Les années 1922 à 1929 avaient marqué une réelle progression: particulièrement depuis 1926 l'amélioration avait été rapide et 1929 a pu être considéré comme une année florissante.

La proportion des lits occupés suffira à donner une idée de l'amélioration. Tandis qu'en 1926-1927 la proportion des lits occupés n'atteignait même pas 30 pour 100, elle dépasse 33 pour 100 en 1927-1928, arrive à 34 pour 100 en 1928-1929 et à 35 pour 100 en 1929-1930. Ce qui, au maximum, représente moins de 60 pour 100 en 1926-1927, 73 pour 100 en 1927-1928, pour atteindre le chiffre exceptionnel de 84 pour 100 pendant la saison 1928-1929. Mais dès la période 1929-1930, la dépression économique se manifeste et, pendant la pleine saison, le nombre de lits occupés ne représente plus que 77 pour 100 du total disponible.

Bien que les chiffres de 1930-1931 ne soient pas encore parus, il faut s'attendre à une proportion beaucoup moins forte encore, de l'ordre de 60 à 65 pour 100, et actuellement le fléchissement est encore beaucoup plus marqué.

Dans l'Interlaken, l'une des stations climatiques les plus fréquentées, les touristes se répartissaient en 1929-1930, d'après leur nationalité, de la façon suivante :

Suisses : 19.798 ; Anglais 11.105 ; Américains 26.663 ; Allemands 27.562 ; Français 5.649 ; Hollandais 5.262 ; divers 12.117. Ces chiffres représentent déjà par rapport à ceux de la saison précédente une diminution très sensible, notamment pour les deux catégories des principaux clients (Allemands et Américains). Ils sont cependant estimés à 30 pour 100 environ supérieurs aux chiffres de la saison 1930-1931. Aussi tandis que la période 1929-1930 avait laissé un bénéfice, bien que peu important, la dernière saison fait place à un déficit que la période actuelle ne comblera pas. Cette perte enregistrée en 1930-1931 est évaluée à 1/6 des bénéfices de la saison 1929-1930.

SECTION III

Balance extérieure de la Suisse

A. — *Par ordre d'importance du trafic avec les principaux pays étrangers*

Nous avons étudié dans la partie relative à l'industrie et au commerce les principales branches d'activité pour lesquelles la Suisse entretenait des relations avec l'étranger.

Il convient maintenant d'examiner quels sont les pays qui constituent ses débouchés.

De tout temps l'Allemagne a été le principal client et le fournisseur le plus important de la Suisse. Dès 1913, les importations du Reich en Suisse s'élevaient à 630.860.000 francs contre un montant d'exportation de 305.660.000 francs.

Naturellement, pendant la guerre, les transactions s'étaient tellement ralenties qu'aucune statistique ne peut être d'un enseignement fécond.

Par rapport à l'avant-guerre, en 1923 la part de l'Allemagne dans le commerce suisse avait considérablement diminué, ses importations ne s'élevaient plus qu'à 416 millions 833 et surtout les exportations se montaient seulement à 123 millions 443; mais à partir de 1929 l'Allemagne rattrapait le chiffre de 1913, les importations s'élevant à 698 millions 135, et les exportations à 354 millions 826.

D'ailleurs, cette question étant d'une actualité brulante pour la Suisse nous la reprendrons dans un chapitre postérieur et nous examinerons les mesures que la Suisse a l'intention de prendre à cet égard.

La France, dans le commerce helvétique, arrive au second rang.

Avant la guerre, ses importations en Suisse s'élevaient à 347 millions 985 et les exportations de Suisse en France se montaient à 236 millions 165.

La France avait bénéficié en 1922 de la diminution du commerce Suisse avec l'Allemagne; elle avait exporté pour 394 millions 957 de marchandises contre une importation de 363 millions 385.

Mais dès 1923 l'Allemagne avait reconquis tant en ce qui regarde les importations que les exportations, son rang antérieur et la France n'entraît plus que pour 486 millions 509 dans l'exportation des produits nationaux tandis que les importations ne se montaient plus qu'à 181 millions 831.

Par ordre d'importance viennent ensuite, l'Angleterre avec un chiffre d'exportation de 288 millions 100, les Etats-Unis avec 207 millions 506, l'Italie avec 158 millions 340. Les autres nations principales: l'Autriche, la Hollande, la Belgique, la Tchéco-Slovaquie, l'Espagne ne représentent plus chacune qu'un commerce de 40 à 50 millions.

Nous remarquons donc qu'à part les Etats-Unis d'Amérique, le commerce de la Suisse se fait presque exclusivement avec l'Europe. En effet, les moyens de transport étant particulièrement difficiles pour ses exportations puisqu'elle est obligée de payer le fret à des compagnies étrangères, lui recommandent de limiter son trafic à notre continent.

B. — Commerce par groupement de marchandises

Nous avons examiné la balance commerciale sous l'angle de la distribution par pays. Il est très intéressant d'étudier la répartition par groupes de marchandises qui nous montrera encore mieux la dépendance de la Confédération Helvétique vis-à-vis des autres nations.

Le tableau suivant nous montrera l'évolution de la balance depuis la guerre et les tendances actuelles.

1°) *Importations*: Commerce par groupes de marchandises. Importance relative des valeurs en %.

Importations

Année	Animaux vivants I	Objets d'aliment. et boissons II	Matières brutes ou simple- ment préparées III	Produits fabriqués IV	Or, argent non ouvrés et monnaie V
1925	1,9	27,1	28,5	36,3	6,4
1928	1,7	26,3	27,5	41,6	3,7
1929	0,5	25,3	28,1	41,9	4,2

Ce tableau prouve, malgré l'importance de l'élevage en Suisse, le peu d'ampleur du commerce des animaux vivants. Si, en 1925, l'importation présentait encore quelque valeur, elle a presque totalement disparu en 1929 et tend vers une disparition totale.

De même l'importation des objets d'alimentation semble avoir tendance à la baisse. Mais celle-ci n'est que relative et l'affaiblissement de son pourcentage provient bien plus du développement considérable des autres catégories de produits que sa diminution absolue.

La très grande importance de la colonne des matières brutes dont l'importation se maintient aux environs de 28 % prouve combien la Suisse est tributaire de l'étranger.

L'élévation des prix en Suisse et le dumping au change produit par l'avalissement des monnaies a fait progresser de 36 à 42 % la valeur relative des importations de produits fabriqués. Il y a là un phénomène qui, s'il devait durer longtemps, serait préjudiciable à l'industrie suisse, en raison de l'impossibilité dans laquelle celle-ci se trouve d'offrir une concurrence sérieuse.

Le commerce des métaux précieux ne représente plus guère d'intérêt. Les achats d'or et d'argent effectués par les Suisses ne le sont pas pour thésauriser ou pour la vente à la Banque Nationale Suisse, mais uniquement pour ouvrir et fabriquer les boîtiers de montres réexpédiés à l'étranger ultérieurement.

Exportations

ANNÉES	I	II	III	IV	V
1925	0,3	8,7	8,4	73,1	9,5
1928	0,3	10,0	9,7	77,4	2,6
1929	0,4	9,9	9,0	7,6	3,1

L'étude des exportations de la balance commerciale suisse nous prouve encore l'importance relative des différents comptes.

La rubrique des animaux vivants est toujours aussi peu active et prouve que la production Suisse correspond à très peu près à la consommation intérieure.

Les objets d'alimentation et boissons ne composent guère plus de 9 à 10 %, ce qui était à prévoir puisque

nous savons que le sol Suisse est relativement très pauvre; d'ailleurs ces produits alimentaires consistent principalement en fromages, lait condensé, chocolat, etc., que nous avons étudiés précédemment.

La colonne des matières premières ou simplement préparées n'est pas beaucoup plus active. Nous remarquons encore ici la pauvreté du sous-sol Suisse et nous concevons que l'industrie se sert particulièrement de matières premières étrangères. Ce dernier compte suffirait à nous prouver que la Suisse s'occupe particulièrement des industries de transformation.

La quatrième rubrique dénommée « Produits fabriqués » achèvera de nous convaincre. Constamment en progrès depuis la guerre, cette rubrique atteint de nos jours 77,6 % du total des exportations, ce qui suffit à nous prouver son importance. Ce pourcentage est d'ailleurs plus élevé dans la répartition en valeur que dans la répartition en poids; nous déduirons encore de ce fait que l'industrie suisse fabrique et exporte particulièrement des produits soignés, de grande valeur, et d'un poids relativement faible.

Le compte de l'or et de l'argent est encore moins important en ce qui concerne les exportations que les importations. D'ailleurs, comme nous l'avons dit, il s'agit surtout d'objets fabriqués, spécialement des montres dont la fabrication forme encore une des grandes industries nationales.

Ainsi nous tirerons de cette étude que la Suisse, dépourvue de matières premières, s'adresse à l'étranger pour en approvisionner son marché et y incorpore la main-d'œuvre. Elle exporte particulièrement des produits de grande valeur dans lesquels entre une grande partie de travail.

L'évolution actuelle de la balance commerciale

Déséquilibre de la balance avec l'Allemagne — Dangers

Si ces derniers chiffres nous permettent de constater que la Suisse tient encore une place très prépondérante dans le commerce mondial, elle n'a pas été cependant, à cause même de sa situation spéciale, sans ressentir l'effet de la crise mondiale actuelle.

Particulièrement ces dernières années ont été marquées par la diminution constante des exportations sans diminution corrélative des importations.

L'opinion publique, depuis plusieurs mois déjà, s'est émue de l'évolution nettement défavorable des échanges commerciaux entre la Suisse et l'Allemagne.

Pendant ces dernières semaines plus particulièrement le malaise croissant a incité les autorités fédérales à prendre des mesures d'urgence pour établir une situation plus normale.

En effet, les échanges commerciaux entre ces deux pays montrent suffisamment tout l'intérêt que présente cette question pour l'avenir commercial de la Suisse.

Echanges commerciaux Suisse-Allemagne

(en millions de francs)

	1927	1928	1929	1930	1931
Total des exportations suisses à destination de l'Allemagne	397,8	387,2	354,8	282,5	129,2
Moyennes mensuelles	33,15	32,26	29,57	23,54	18,46
Total des importations d'Allemagne en Suisse	541,7	623,9	698,1	709,1	363
Moyennes mensuelles	45,14	51,99	58,17	59,09	51,86
Solde passif de la balance commerciale germano-suisse, en millions de fr.	143,9	236,9	343,3	426,6	233,8
En pour cent	36 0/0	61 0/0	96 0/0	151 %	181 %

L'examen de ce tableau montre aussitôt toute l'acuité de la question. Tandis qu'en moyenne les importations d'Allemagne en Suisse en 1927 furent de 540 millions de francs et étaient montées en 1930 jusqu'à 709 millions de fr., elles ont fléchi légèrement pendant les sept premiers mois de 1931 à 363 millions de fr. ce qui, à cette cadence, représenterait pour l'année entière un montant de 623 millions environ.

La diminution par rapport à l'année 1930 serait donc assez minime (exactement 86 millions) tandis que les exportations suisses à destination de l'Allemagne tombent

de 282 millions 1/2 en 1930 à 129 millions pour les sept premiers mois de 1931 ; il ressort que la proportion des importations aux exportations qui était en 1927 de 36 % arrive, aujourd'hui, à la proportion impressionnante de 181 % et laisse un passif de la balance commerciale de 234 millions environ pour les sept premiers mois de 1931 seulement.

A cette allure le déficit de la balance commerciale pourrait s'élever, pour la fin de l'année, à environ 200 %, soit le double du chiffre des importations.

Il semble qu'il y ait là une situation qui ne puisse durer longtemps.

Ce sont évidemment des causes indépendantes du Commerce lui-même qui ont permis une telle disproportion entre les entrées et les sorties de marchandises en Suisse.

L'Allemagne se trouve donc actuellement dans une situation très difficile ; pour faire face à ses obligations, elle doit développer dans des proportions considérables ses exportations afin de se procurer à tout prix les devises étrangères qui sont nécessaires au maintien de son change.

Economiquement sa situation n'est pas meilleure ; avec ses chômeurs qui, actuellement, forment 5 millions d'habitants, et qui, à l'approche de l'hiver, pourraient augmenter encore, le Gouvernement allemand doit se procurer les disponibilités suffisantes pour la subsistance de sa population.

L'avalissement de la monnaie permet également aux industries allemandes de fabriquer à des prix sans concurrence et d'inonder les marchés étrangers de leurs produits à des prix dérisoires.

Le Reich a donc cherché à déverser sur ses proches voi-

sins l'énorme production industrielle qui est nécessaire à sa vitalité. La Suisse, tout particulièrement, a eu à en souffrir d'autant plus que ses produits, étant, en général, des produits fabriqués et souvent des produits de luxe, il a été impossible de comprimer davantage les prix de revient.

Remèdes

Les milieux industriels se sont inquiétés de ce déséquilibre actuel et ont demandé aux autorités fédérales d'intervenir en vue de faire disparaître cette sorte de Dumping.

La situation, en effet, pourrait devenir encore plus inquiétante si elle devait durer quelque temps, mais la Suisse se trouve un peu désarmée par suite de conventions qu'elle avait passées antérieurement avec le Reich.

En effet, elle avait déjà fait usage du système de prohibition d'importation au moment de la chute du mark.

En 1921, une décision avait autorisé le Conseil fédéral « à prendre des mesures en vue de restreindre ou de soumettre à une autorisation à titre exceptionnel ou temporairement l'importation de marchandises déterminées qu'il appartient au Conseil fédéral de désigner ».

Le délai de validité de cette autorisation, qui primitivement devait expirer fin 1921, fût prorogé à deux reprises.

Le sens général de cette décision pourrait faire croire qu'il s'agit de prohibitions à l'égard de tous les pays, mais le genre de prohibitions édictées dans toutes les branches de la production agricole et industrielle et sur-

tout la façon dont les textes ont été appliqués, a prouvé qu'il ne s'agissait, en fait, que de mesures dirigées contre la concurrence allemande chez laquelle une prime à l'exportation, consécutive à l'avalissement des changes, avait dépassé tous les faits précédemment connus.

Aussi ces restrictions prirent-elles fin à la suite de conventions germano-suissees du 17 novembre 1924 et du 8 septembre 1925.

Par ce dernier accord la Confédération Helvétique s'engageait à supprimer, à partir du 31 décembre 1925, la prohibition d'importation relative aux marchandises allemandes.

C'est à cause de cette dernière stipulation que la Suisse a dû, ces derniers temps, ouvrir des pourparlers directs avec le Reich en vue du relèvement des droits de douane nécessaire pour éviter la ruine de l'économie suisse.

L'hiver qui commence s'annonce particulièrement pénible pour les populations ouvrières, une action rapide serait nécessaire. La Suisse doit dès maintenant envisager des moyens exceptionnels pour y parer d'autant plus que l'Allemagne exerce sur elle actuellement une double pression qui pèse lourdement sur toute l'économie nationale.

A la pression commerciale s'ajoute, au point de vue financier, les effets du moratoire déclaré par le Reich, moratoire qui impose de grands sacrifices aux pays voisins.

Cette situation n'est pas spéciale à la Suisse, l'Allemagne actuellement reste le seul pays en Europe ayant une balance commerciale nettement favorable.

L'Allemagne exerce ainsi, depuis quelques années une

emprise économique dont la Suisse devrait se départir afin de reconquérir l'indépendance qui a toujours été pour elle un des éléments essentiels de sa prospérité.

*
**

Cette rapide esquisse de la vie économique de la Suisse nous a montré que ce pays vivait principalement des étrangers.

La question financière devient donc pour elle d'une importance plus grande encore que pour les grands pays dont les marchés intérieurs absorbent la plus grande partie de la production.

Il était donc logique que pour développer sa puissance économique la Suisse s'appuie sur une aide très efficace et possède une organisation de crédit convenant particulièrement aux opérations d'exportation.

C'est là, croyons-nous, la raison principale de l'énorme développement des Banques Suisses et de l'intérêt que les autorités fédérales ont presque toujours apporté à l'organisation financière.

La guerre en épuisant les capitaux des principaux pays d'Europe secoués par les conséquences de la tourmente, a fait de la Confédération Helvétique un lieu de refuge tout désigné. Aussi les énormes capitaux que la Suisse possède, provenant tant des nations que des capitalistes étrangers a élargi le cadre de l'activité des Banques et a contribué à placer l'organisation financière de la Suisse sur un plan international.

Nous allons donc maintenant étudier le développement des grandes banques à l'intérieur du pays, l'appui qu'elles ont toujours fourni à l'industrie nationale tant dans les limites du territoire qu'en pays étrangers, et dans une deuxième partie nous essaierons de définir l'importance internationale de la position occupée dans le monde par la puissance financière helvétique.

LIVRE SECOND

Vie financière intérieure de la Suisse

SECTION I

Création des banques

L'économie politique d'un pays comporte toute une série de « départements » et l'extrême complication des relations nationales entre producteurs, négociants, consommateurs, nécessite l'existence de banques pour faciliter les opérations.

Le caractère plus spécial de la Suisse dans sa position géographique comme nous l'avons démontré, l'a amenée à rechercher dans ses compartiments bancaires par quels moyens son activité intérieure pouvait être alimentée, soit par les crédits, soit en contre-partie des dépôts d'argent à faire fructifier ; et par conséquent ils nous appartient de rechercher comment les banques suisses ont opéré depuis un siècle dans tous les domaines normaux de ce genre d'activité économique.

L'examen du chapitre du bilan des banques nous donne une évaluation très intéressante de cette activité.

Nous devons examiner en ce qui concerne les titres et actions, les effets de commerce, la position entre banquiers,

les avances, les placements en participation, les portefeuilles de titres, le compartiment des affaires syndicales.

Mais tous ces chapitres n'ont d'intérêt à être examinés que si nous les voyons surgir d'après leur formation historique et nous ne pouvons concevoir les extraordinaires richesses des banques suisses, surtout depuis la guerre, qu'en recherchant comment le cadre nécessaire à un tel tableau a été depuis longtemps façonné et travaillé.

Nous rechercherons donc d'abord quelle a été l'existence des banques suisses.

Nombreux ont été les banquiers suisses qui au cours du XVIII^{me} siècle se sont installés dans les grands centres financiers de l'époque. Les Necker, Mallet, Mirabaud, Hottinguer, d'origine genevoise, sont des plus connus à Paris. Il n'est pas jusqu'à l'un des fondateurs de notre plus grand établissement de crédit qui ne puisse se recommander de son origine helvétique. On citerait de même les maisons Prévost à Londres, Schickler à Berlin, Gallatin et Iselin à New-York, qui ne prouvent la prédisposition des Suisses pour le commerce de banque.

La plus ancienne des grandes banques suisses qui s'est créée en Suisse suivant le type moderne de la banque est la Banque Leu, fondée en 1755. Certes, avant son existence on peut découvrir d'autres systèmes bancaires mais les efforts isolés ne représentent pas, à notre point de vue, le type de banque dans l'interprétation que nous donnons à ce terme.

La banque Leu est la seule qui conserve la tradition du passé, n'est pas encore en forme anonyme; elle indique plutôt dans sa devise le but de ses opérations: « banque de commerce et banque d'hypothèque ».

D'autres banques furent créées dans la suite avec une

orientation un peu différente mais avec les mêmes principes constituant la base des sociétés de crédit.

Analogie avec la Banque d'Amsterdam

Ses créateurs avaient été frappés du rôle joué à cette époque par la banque d'Amsterdam ; la Hollande, au point de vue géographique, a beaucoup d'analogie avec la Suisse ; elle était entourée, à cette époque, de grandes puissances rivales et elle a profité de cette situation exceptionnelle.

La Hollande placée entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre avec des communications importantes vers les pays scandinaves, devenait le lieu de réunion normal des négociants internationaux et la prospérité de la banque d'Amsterdam prouve combien cette situation était remarquable.

Diversité des banques — Représentation de chaque type dans le Cartel des 8 grandes banques

Le XIX^{me} siècle devait nous révéler, au point de vue bancaire en Suisse, une très grande diversité. Nous y trouvons le système de la banque de la Fédération avec la Banque Fédérale, nous y trouvons la forme de la banque spécialisée dans l'escompte avec le Comptoir d'Escompte de Genève ; la banque spécialisée dans les affaires immobilières avec les banques hypothécaires suisses.

Dans le domaine plus particulier du petit commerce local, le modèle nous est fourni par la banque commerciale de Bâle. Nous remarquons le système de la Banque

Populaire suisse, un genre de consortium de petites banques avec des buts communs avec l'Union des Banques suisses, la Banque Régionale, avec la Banque Vaudoise et nous pourrions continuer cette énumération ; mais déjà ces quelques traits caractéristiques suffisent à situer l'organisation générale bancaire suisse et il nous suffira d'étudier l'organisation intérieure des huit principales banques suisses, ainsi que la Banque Nationale pour nous rendre compte de l'évolution qu'elles ont subie depuis la deuxième moitié du XIX^me siècle.

Les statistiques qui nous sont fournies à ce sujet sont des plus caractéristiques.

Le développement surprenant de tous les compartiments est évidemment hors de proportion avec les dimensions géographiques du pays, car le champ d'origine de leur travail se trouve très circonscrit à côté des débouchés formidables des capitaux qu'ils reçoivent.

Etonnant a été le développement, quand nous songeons que dans quelles villes avec quelques bureaux, le monde financier suisse a pu galvaniser toute la confiance internationale en vue du placement des capitaux et a pu alimenter d'une façon effective de formidables syndicats, de gigantesques entreprises, donnant à l'industrie et au commerce son mouvement perpétuel d'argent qui faisait renaître chaque jour des espoirs nouveaux tout en maintenant un équilibre inébranlable, car il ne faut pas oublier que l'équilibre est au mouvement ce que la confiance est au crédit. Quand le mouvement commence à ralentir, l'équilibre n'existe plus ; quand la confiance manque, le crédit est mort.

SECTION II

Développement depuis la guerre

A. — Actif

1) *Par l'importance du bilan*: Les grands conflits européens de 1914 devaient donner aux banques suisses une impulsion profonde déjà préparée de longue date; pour les opérations commerciales et financières elles avaient à la fois des assises profondes d'organisation méthodique et une souplesse suffisante pour s'adapter à chacun des cas particuliers suivant les régions et suivant les industries.

Non seulement cette impulsion a connu un développement en largeur, j'oserais dire sur un plan en étendue, mais elle s'est fortifiée par l'accumulation de capitaux en des postes déterminés de crédit et également dans la diversité des affaires et ce ne fût pas seulement dans le territoire même que la Suisse connût un tel succès au point de vue bancaire; quand nous étudierons dans le chapitre suivant sous quel angle de son activité financière les grandes sociétés d'argent ont créé, développé, amplifié, secouru les grandes entreprises locales, nous aurons simplement feuilleté quelques pages du livre, les chapitres les plus intéressants traiteront alors du succès prodigieux de l'activité financière de la Suisse à l'étranger.

Aussi la position un peu isolée de la Suisse d'avant-guerre dans le domaine financier s'est-elle transformée en une position internationale soit avec son capital propre soit surtout avec le capital étranger.

La Suisse a détrôné la puissance qui paraissait insurmontable de « Big five » de l'Empire britannique. Jusqu'en 1910 la banque suisse apparaissait comme quantité négligeable à côté de ces Etablissements de premier plan : l'Allemagne avec ses grosses firmes comme la Dresdner Bank, la Donat, qui depuis a sombré dans une faillite retentissante, la Berliner, la Handelsgesellschaft, la Commerz und Privat Bank, la devançait sans conteste.

La France enfin tenait un rôle capital notamment comme banque d'émission et ses banques étaient déjà considérées comme importantes.

Le chiffre d'affaires réalisé par les grandes banques suisses d'avant-guerre ainsi que le capital investi étaient de beaucoup inférieurs au chiffre d'affaires et au capital des banques françaises. Actuellement une grande transformation s'est opérée ; trois banques françaises seulement donnent un bilan supérieur à celui des trois principales banques suisses.

2) *Par l'importance du capital-actions* : Quelques chiffres sont absolument indispensables à examiner ; ils viennent démontrer plus qu'à suffire le prodigieux développement des Etablissements de la République helvétique.

Qu'il nous suffise de préciser notamment en nous exprimant en millions de francs suisses. Le capital-actions versé était représenté au début de la guerre par le chiffre de 383,8 ; ce capital, en 1930 atteignait 907,3 ; le capital des fonds propres a plus que doublé (506,6-1148,8). Quant au total des fonds confiés il passait de 2047,9 à 6.949,9.

3) *Par l'importance du portefeuille et des fonds de réserve* : Dans le compartiment de l'actif, si le total du chiffre portefeuilles titres ne faisait que doubler à peine

(211,9 à 401,5), en revanche le total des disponibilités partie de l'indice 174,3, atteignait le chiffre fabuleux de 1815.

Nous ne devons pas nous arrêter à ces quelques chiffres et nous devons continuer par le détail l'analyse de cette situation exceptionnelle.

Les fonds de réserve se sont fortifiés par des prélèvements or importants sur les bénéfices réalisés.

Pour les fonds propres et pour les différents chiffres de ce bilan il est très intéressant de fournir ci-contre un petit tableau qui suffira à prouver l'extension de ces compartiments bancaires.

	FONDS PROPRES (capital-actions réserves)		FONDS ÉTRANGERS (obligations, dettes, dépôts, créditeurs)		% DES FONDS PROPRES	
	1930		1930		1930	
Banque commerciale de Bâle	135,5		539		24	
Banque Fédérale	130		627		20	
Banque Populaire	215		1.355		15	
Comptoir Escompte de Genève	70,5		337		21	
Crédit Suisse	200		1.188		16	
Leu et Cie	56,7		293		19	
Sté de Banque suisse	211		1.231		17	
Union des Banques suisses	131,5		745		17	
Total	1.148,2		6.318		18,1	

B. — *Passif*

1) *Extension des dettes en banque*: Le passif des Banques nous permet de retenir un chiffre qui a son importance ; il s'agit de ce que l'on appelle « des dettes en Banque ». Représentées par 141 millions en 1914, elles atteignent un milliard de francs en 1930 tout en étant en avance de plus d'un 1/2 million sur les avoirs en banque.

Les dettes à payer ainsi que les acceptations qui étaient de 335 millions en 1930, après avoir connu une courbe descendant jusqu'à 175 millions, dépassent maintenant 600 millions.

Les indications portées dans le tableau ci-contre nous fournissent un exposé récapitulatif des plus instructifs.

	OBLIGATIONS BONS DE CAISSE		DETTES AUX BANQUES		TRAITES ET ACCEPTATIONS	
	1930	1914	1930	1914	1930	1914
Banque commerciale de Bâle	133,4	24	406	50,6	82,5	38,3
Banque Fédérale	126,1	51,2	861	185,8	32,1	13
Comptoir d'Escompte de Genève	—	—	337,1	68,6	24,1	2,2
Crédit Suisse	275,4	117,5	913	227,6	151,2	55,7
Leu et Cie	128,6	128,7	165,1	50,7	23,4	13
Sté de Banques suisses	227,5	66	1.033,8	228,5	119,2	135,6
Union de Banques suisses	179,1	61,5	565,9	47,1	82,7	44,5
Total	1.564,4	670,8	4.754	937,5	601,5	335,6

On peut à bon droit s'étonner de l'augmentation considérable des avoirs en banque qui atteignaient 111 millions avant la guerre et qui, maintenant, dépassent 1 milliard 550.

La simple comparaison de ces deux chiffres permet de juger le développement considérable en si peu de temps.

Le département portefeuille-change réalise toujours de nouveaux progrès triplant en valeur ce qu'il était en 1913; il atteint 1.360 millions de francs suisses.

Quant au portefeuille titres, son progrès continue dans la catégorie des « actions ». Les obligations, par contre, ne manifestent aucun changement.

La progression porte surtout sur les intérêts pris par les banques dans les nombreux trusts et consortiums financiers montés grâce à l'initiative suisse.

Les comptes débiteurs ont progressé d'un demi-milliard.

Voir à titre documentaire les principaux postes des huit grandes Banques Suisses.

	AVOIRS EN BANQUE		PORTEFEUILLE DE CHANGE	
	1930	1914	1930	1914
Banque commerc. de Bâle	114	4,3	150,6	55,3
Banque Fédérale S. A.	252,7	15	138,2	55,9
Banque Populaire suisse	191,5	10,2	208,4	69,1
Compt. Escompte de Genève	110	4,7	46,8	19,6
Crédit suisse	304,5	49,5	288,8	80,7
Leu et Cie	28,1	6	52,3	12,2
Sté de Banque suisse	282,2	21,3	326,9	107,2
Union des banques	226,5	4,6	148,2	31,0
Total	1.550	115,9	1.360,6	431,3

Progression des bénéfices

En résumé, le bénéfice brut global des huit grandes banques s'est élevé à 200 millions contre 60,4 en 1914. Toutes les branches de revenu ont contribué à cette plus-value, à l'exception du portefeuille de titres.

Bons de Caisse

Avant de quitter cette partie de notre travail nous voudrions attirer l'attention sur un compte spécial à la Suisse.

Dans tous les bilans des huit grandes banques suisses il existe au passif, en dehors des rubriques communes à tous les exposés de comptes bancaires, un groupe intitulé

COMPTES BITEURS		PORTEFEUILLE DE TITRES			
		Obligations		Actions	
		1930	1914	1930	1914
	1914				
	79,8	3,1	1,6	19,2	6,1
	136	14,1	6,4	3,5	4,1
	382,9	48,9	8,4	15,7	0,1
	63,3	6,6	3,9	12,8	1,8
	309,8	8,3	3,7	16,6	7,3
	72,3	15,6	2,3	10,7	1,9
	372,0	24,1	12,5	34,4	13,6
	139,2	8,3	4,1	13,8	3,2
	1.155,6	129,3	43,4	127	38,4

« Obligations ou Bons de Caisse ». L'obligation de banque est une valeur essentiellement helvétique : Sa marque caractéristique est d'être un mode de placement à court terme. Evidemment au fur et à mesure que les relations internationales s'intensifient, les lettres de gage pénètrent plus profondément dans l'économie nationale. Cependant, il semble néanmoins que le bon de caisse ne soit en aucune façon détrôné car il constitue un très bon moyen pour les banques de se procurer, au moment opportun, des crédits substantiels dont la rémunération soit très faible. La lettre de gage, au contraire, n'est guère utilisable d'une façon continue que dans les emprunts hypothécaires. Aussi, si dans l'ensemble, la lettre de gage fait des progrès plus rapides que les obligations bancaires, c'est à cause de l'utilisation que les banques cantonales font des

premières. Les lettres de gage étant des prêts à long terme, constituent certainement une meilleure organisation du crédit hypothécaire.

Il ne semblerait donc pas impossible que dans l'avenir on puisse constater une régression du montant des obligations de caisse.

Tel ne paraît pas cependant l'avis des personnalités compétentes. On constate bien plutôt en ce moment l'augmentation anormale de ces crédits, qui pourrait conduire à un déséquilibre entre les postes actifs et passifs des bilans. Mais l'inconvénient de l'obligation de banque réside plus encore dans l'absence d'engagement précis vis-à-vis du souscripteur et par conséquent dans l'absence de contrôle. Si l'on n'y prend garde l'émission quotidienne des obligations pourrait compromettre l'organisation financière et la sécurité du bon développement bancaire. Or, avec l'habitude il est facile de se faire illusion sur les possibilités de l'établissement, surtout lorsqu'il s'agit d'un moyen facile de trésorerie qui risque de se prolonger longtemps et de tomber dans l'oubli. Il semblerait opportun pour obvier à ces risques possibles de n'autoriser les obligations de caisse que pour une période de courte durée de l'ordre de 1 à 2 ans et pour un montant fixé d'avance. Un projet officiel dans ce sens avait d'ailleurs été déposé il y a plusieurs années mais il n'a reçu aucune suite. Les risques signalés sont d'autant plus graves que ces bons constituent des créances qui, en cas de faillite, viennent en concours avec les autres comptes créanciers des banques: comptes courants créditeurs, effets à payer et dépôts. Or, ces derniers postes ne constituent pas un montant fixe et fluctuent selon les conditions psychologiques si capricieuses de notre époque. Au point de vue de la technique bancaire, l'emploi de ces obligations constitue un privilège des banques helvétiques.

Il est normal qu'elles en profitent puisque par ce moyen elles trouvent quand elles en ont besoin les fonds nécessaires. Ces effets ne sauraient cependant supporter un emploi excessif et ne doit être considéré que comme un supplément à côté des disponibilités permanentes. La Suisse en a incontestablement tiré de grandes ressources qui favorisèrent son essor pendant la période de ses débuts et furent d'une aide efficace dans les mauvais jours. Les banques helvétiques en usent d'ailleurs encore dans la crise actuelle. L'émission de ces obligations est un excellent moyen de transformer les immobilisations en disponibilités immédiates dont les banques étrangères sont privées, leurs fonds de roulement étant composés presque uniquement de créanciers et de dépôts. Il convient cependant d'échelonner les remboursements, de ménager la couverture à l'échéance et de ne pas perdre de vue qu'il s'agit simplement d'un moyen de trésorerie qui ne saurait subsister dans les périodes normales.



L'examen des divers postes du bilan des huit grandes banques suisses prouve la solidité de l'organisation bancaire et la confiance justifiée d'ailleurs des étrangers aussi bien que des nationaux.

Mais si forts que soient les principaux établissements de crédit, dans un pays où l'activité bancaire est aussi développée qu'en Suisse et devant une crise mondiale dont l'ampleur dépasse toutes celles que le monde a connues depuis un siècle, la défaillance de quelques établissements de moyenne importance est un phénomène presque inévitable. Cependant si l'on compare la situation de la Confédération Helvétique avec celle des pays d'outre-mer et que l'on examine attentivement les chiffres des bi-

lans, on constate que la situation bancaire suisse est encore une des plus solidement assises. Tandis qu'aux Etats-Unis par exemple plus de 700 banques très importantes ont dû fermer leurs guichets au cours du premier semestre 1931, la République Helvétique n'a eu à enregistrer qu'une seule défaillance parmi les banques importantes.

SECTION III

Banque Nationale Suisse

La diversité des Banques rendait souvent les liens entre elles et les étrangers assez délicats en raison de l'absence d'un Institut d'émission.

Cette lacune a été comblée en 1907 par la création de la Banque nationale suisse.

A. — Création statuts — Union Latine

Cette banque qui a le monopole de l'émission des billets et la garde de sa garantie, exerce sur les marchés suisses une action analogue au contrôle qui revient à la Banque de France sur la place de Paris.

En vertu de textes législatifs elle a pour tâche principale de régulariser le marché des capitaux et de faciliter les opérations de paiement et de crédit ; elle fixe l'intérêt officiel des placements sur les marchés financiers, effectue le réescompte des effets de commerce. Du fait de l'importance de ses pouvoirs il lui est possible de donner des conseils aux Banques avec chance d'être suivie ; elle peut ainsi, en partie, conduire l'évolution générale du pays au point de vue financier.

Sous le régime de l'Union Latine conclue entre la France, la Suisse, l'Italie, la Grèce et la Russie en 1865,

la circulation fiduciaire était garantie par l'or et par l'argent, mais par suite de la dépréciation monétaire dans tous les pays, à l'exception de la Suisse, celle-ci a dû après la guerre dénoncer les conventions antérieures.

Comme, d'autre part, la guerre avait obligé la Confédération Helvétique comme les belligérants, à l'exception toutefois des Etats-Unis, à déclarer le cours forcé, le nouveau régime monétaire que devait instituer, a, naturellement, été étudié spécialement sur le modèle des instituts des banques d'émission existant dans les pays dont la monnaie avait conservé sa valeur entière.

C'est principalement l'Angleterre et les Etats-Unis qui, à la fin de la guerre, avaient servi de modèle dans les pays où le rétablissement des conditions de convertibilité était encore à prendre.

C'est ainsi que tous les Etats qui, après la guerre, ont dû reconstituer la convertibilité de leurs billets ont adopté de préférence le Gold Standard et, pour éviter une transaction trop brusque, provisoirement le Gold Exchange Standard.

En particulier la Suisse qui avait, dès le début des hostilités, été obligée de suspendre la convertibilité or de ses billets, a tardé le plus possible pour prendre modèle sur les grandes nations dans l'élaboration de son institut d'émission.

B. — *Nouveaux statuts*

Dorénavant, en vertu de la loi fédérale du 20 Décembre 1929, l'argent cesse d'être un modèle étalon, il n'est plus mentionné à l'art. 19 qui réglemente la couverture, et est relégué dans le poste des monnaies d'appoint.

La Banque Nationale est cependant tenue de rembour-

ser les billets en monnaie d'or suisse soit à son siège de Berne, soit à son siège de Zurich, soit dans ses principales succursales dans la mesure où l'encaisse et ses propres besoins le permettent mais en tous cas dans un délai qui ne doit pas excéder celui qui est nécessaire pour faire venir les espèces de l'établissement central.

Mais, en raison des circonstances internationales, aussi longtemps que la Banque d'émission des grands pays européens considérés comme importants par les autorités de la Banque Nationale ne rembourseront pas eux-mêmes leurs billets en monnaie or, la Banque pourra se libérer par l'un des moyens suivants: monnaie d'or suisse, lingots d'or sur la base des parités monétaires ou devises or constituées par un versement en Banque ou par un chèque, c'est-à-dire en devises sur des pays ayant un marché libre de l'or.

C. — *Garantie de la circulation fiduciaire*

Les conditions de garantie de la circulation ont été elles-mêmes très minutieusement réglementées. La loi exige la proportion de 40 % d'or, le surplus de la circulation pouvant être garanti simplement par le portefeuille et par les devises étrangères.

Le fait que les devises étrangères n'entrent pas en ligne de compte légalement pour la garantie des billets, est une mesure relativement sévère devant laquelle beaucoup de pays étrangers ont reculé en raison des difficultés souvent assez grandes rencontrées quand il s'agit de transformer ces devises étrangères en or sur le marché international.

A part un passage difficile, en juillet 1920, où les autorités financières ont dû déclarer le moratoire de 30 jours car la proportion d'or aux engagements était tom-

bée à 45, 4 %, la Banque Suisse a toujours suivi une politique de forte garantie métallique en maintenant une provision de métal de 75 à 78 % du montant de la circulation fiduciaire.

D'ailleurs, cette prudence a fait ses preuves; malgré les catastrophes financières de l'Europe d'après guerre, non seulement le crédit suisse n'a pas été fortement atteint mais à différentes reprises le franc suisse a fait prime sur le dollar et la livre.

Le dépôt d'une partie de cet or à l'étranger a souvent enrayé les attaques dirigées contre l'économie helvétique.

Il est particulièrement intéressant de suivre l'évolution qu'a subie la Suisse dans la garantie de sa monnaie. Tandis qu'à la fin de la guerre le franc suisse n'était garanti que dans la proportion de 60 % environ de la circulation totale, depuis la fin des hostilités, on constate chaque année une augmentation très sensible dans les proportions de la garantie; jusqu'en 1930 la garantie pouvait être considérée comme normale; elle dépassait, en effet 70 % et la Banque Nationale estimait elle-même que cette garantie était suffisante.

Elle n'avait plus l'intention d'accumuler de l'or quand la défiance des capitaux vis-à-vis de la £ ont forcé la Banque Nationale suisse à accepter les lingots. Aussi, constatons-nous une augmentation très rapide du stock d'or pendant ces derniers mois. La garantie de 67,13 % en décembre 1930 passe à 78 % en juillet 1931 et à 140 % en octobre. Lorsque tout le stock de devises sera converti — ce qui ne saurait tarder — la garantie atteindra 156,8 %, garantie suffisante pour permettre une émission quatre fois plus considérable. C'est dire que le franc suisse est actuellement la monnaie la plus solide du monde.

D. — *Politique des devises*

Le rapport 1930 fourni par la Banque Nationale suisse s'exprime ainsi sur la politique d'or poursuivie par l'institut d'émission :

« En 1930 la politique des devises et la politique de l'or de la Banque nationale suisse, a eu pour but d'empêcher le franc suisse, qui d'ailleurs faisait déjà prime, de s'élever davantage ; elle a marqué différentes étapes. En mars et avril, puis en juin et juillet, lorsque le franc suisse continuait de hausser, la banque essaya d'intervenir en achetant des devises, mais lorsqu'il eût atteint le poids d'entrée de l'or, elle se déclara prête à acheter de l'or selon ses conditions mais en précisant que toute offre ferait l'objet d'une décision spéciale ».

« (Nous savons, en effet, qu'à l'encontre d'autres banques d'émissions étrangères, la Banque Nationale suisse n'est pas légalement tenue d'acheter à un prix fixe l'or qui lui est offert ; elle n'achète de l'or que selon ses besoins) ».

« Lorsque la Banque d'Angleterre résolut de ne céder que des barres d'or Standard à 916 1/3 millième de fin, la Banque nationale suisse, comme d'autres Instituts d'émission, décida de n'accepter que des lingots de métal fin ; cette attitude eu pour effet d'abaisser le poids d'entrée de l'or vis-à-vis de Londres ».

Lorsque, par suite d'achats d'or se chiffrant à 78 millions, la réserve métallique de la Banque eut atteint 639 millions (elle est actuellement (15 octobre 1931) de 2 milliards 097 millions) et que le billet suisse fût garanti à concurrence de 70 %, les offres d'or n'avaient plus aucun intérêt pour la Banque ; elle ne les reçut plus, mais ce refus entraîna une accumulation assez importante de devises.

La baisse du cours du change qui suivit donna la faculté aux banques d'acheter de l'or pour le faire monnayer.

La Banque d'émission facilita dans une certaine mesure cette opération, mais un autre motif international, d'ordre politique principalement, vint intensifier ce mouvement d'afflux du métal précieux. L'inquiétude qui suivit en Allemagne, répandit encore une défiance à l'égard de la monnaie allemande et suscita de fortes demandes de francs suisses.

L'institut d'émission suisse dû alors envoyer les devises en plus forte quantité pour défendre sa monnaie contre une hausse dont l'effet aurait incité encore le déficit de sa balance commerciale, aussi une partie de ces devises fût convertie en or et son métal fût laissé en dépôt sur les places où il avait été acheté soit à Londres ou à New-York.

E. — *Situation actuelle exceptionnellement favorable*

Les événements qui devaient se dérouler en 1931 ne devaient pas apporter une meilleure répartition des capitaux. La généralisation de la crise, des motifs psychologiques, avait poussé beaucoup de capitalistes à convertir leur avoir, qui jusqu'ici était resté en £, en francs français ou suisses.

Comme toujours, le déplacement de ces capitaux entraîna avec lui un mouvement analogue du métal précieux.

Dans ces dernières semaines, malgré une aide de 50 millions de dollars fournis conjointement par la France et les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ne pût éviter de suspendre la convertibilité or de ses billets.

Bien que cet événement soit préjudiciable à l'économie de tous les pays, ce qui prouve une fois de plus la solidarité nationale, il a contribué à reléguer la £ au 2^m plan

dans bon nombre de transactions européennes où on la prenait pour étalon des valeurs et il a désigné le franc suisse comme nouvel étalon monétaire.

La monnaie helvétique, d'ailleurs, ne cesse, depuis 1930, de faire prime sur le marché des changes allant même jusqu'à entraîner une importation considérable de l'or anglais ou américain à destination de Berne.

La Banque nationale suisse avait pensé parachever sa nouvelle formation et asseoir définitivement la monnaie sur le Gold Standard avec circulation de monnaie d'or. Bien que les autorités de la Banque n'aient jamais jugé le moment actuel très favorable, la crise anglaise a ajourné maintenant pour de longues années cette opération; il est, en effet, trop à craindre que cet or ne disparaisse très vite du marché suisse en vue d'une constitution de métal jaune dans la caisse des banques d'émission étrangères ou ne soit thésaurisé par les particuliers.

Il est nécessaire avant qu'une telle opération puisse être envisagée, que la confiance générale renaisse mais cette question psychologique dépend beaucoup plus des autres nations que de la Suisse.

Ainsi la Suisse se trouve au premier rang des Etats travaillant pour la coopération bancaire internationale et a réussi à maintenir sur son territoire la stabilité politique et économique; elle est devenue digne de la confiance que tous les Etats du monde lui témoignent; elle a compris tous les devoirs que lui imposait la présence sur son sol de la Société des Nations.

A. — *Fonds propres de la Banque*

1) *Capital social.*

L'étude de ce compte nous montre l'extrême division des actions.

Le capital social de frs. 50,000,000 est divisé en 100,000 actions de frs. 500 — chacune dont 50 % versé, soit frs. 250 — par action.

Le capital social se trouvait réparti au 31 décembre 1930 entre :

2.424	actionnaires possédant chacun	1 act.
2.859	» » »	2 »
1.742	» » » de 3 à 5	»
586	» » » » 6 à 10	»
412	» » » » 11 à 25	»
137	» » » » 26 à 50	»
62	» » » » 51 à 100	»
20	» » » » 101 à 200	»
16	» » » plus de 200	»
8.258	action. particuliers possédant ensemble	45.969 act
23	cantons et demi-cantons poss. ensemble	38.284 »
23	banques cantonales possédant ensemble	15.747 »
8.304	actionnaires possédant ensemble	100.000 act.

B. — *Fonds de réserve*

Par suite de la décision de l'Assemblée générale du 8 mars 1930, le fonds de réserve s'élève à frs. 9.500.000

Conformément aux prescriptions de l'art. 28, 1^{er} al., de la loi sur la Banque, le 10 % du bénéfice net accusé par le compte de profits et pertes, au maximum 2 % du capital effectivement versé, est attribué au fonds de réserve frs. 500.000

Après attribution de frs 500.000 prélevés sur le bénéfice net de l'exercice 1930, le fonds de réserve s'élèvera à frs. 10.000.000

L'importance de cette somme par rapport au capital versé et en raison de la création relativement récente de la B. N. S. prouve la sagesse qui a toujours animé ses dirigeants.

C — *Affaires en devises*

(Effets sur l'étranger et correspondants à l'étranger)

Ce compte qui présente un intérêt tout particulier pendant l'année 1930, se décompose ainsi :

Montant au 31 décembre 1929 ..	frs.	362.288.695.49
Entrées en 1930	»	4.680.043.460.75
	frs.	5.042.332.156.24
Sorties en 1930	»	4.688.927.885.57
Montant au 31 décembre 1930 ..	frs.	353.404.270.67

Ce montant se répartit comme suit :

devises or	frs.	343.511.195.93
autres devises	»	9.893.074.74

Les devises or seules ont atteint :

en moyenne	frs.	347.164.000
au maximum : au 30 avril ..	»	391.034.708
au minimum : au 30 juin ..	»	299.664.713

Le rendement des affaires en de-

vises s'est élevé à frs. 7.591.288.74

Ce résultat seul suffit à prouver l'importance de ces opérations.

D. — *Comptes de dépôts*

Solde des comptes de dépôts au

31 décembre 1929 frs. 7.071.315,84

En 1930, les écritures se sont élevées :

au crédit à	frs.	877.955.227,56
au débit à	»	877.170.422,53
Mouvement total	frs.	1.755.125.650,09

Excédent des écritures au crédit	frs.	784.805,03
Montant au 31 décembre 1930 ..	»	7.586.120,87
Le montant de l'avoir des comptes de dépôts s'est élevé.		
en moyenne à	frs.	6.797.000
au maximum: le 4 mars à ..	»	13.408.311
au minimum: le 5 mai à ..	»	2.510.315
Il a été bonifié en intérêts aux		
comptes de dépôts	frs.	105.767,10

*Couverture des billets par rapport aux engagements
en 1930*

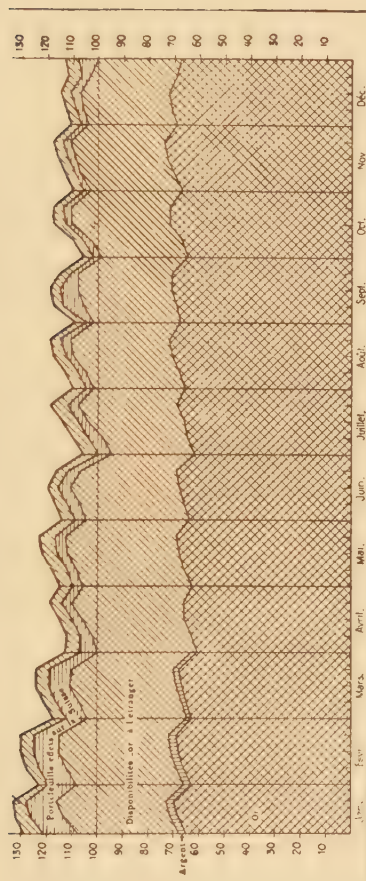
A titre d'exemple et pour prouver la régularité des opérations nous représentons ci-contre le graphique obtenu en 1930.

Nous remarquerons que le bilan s'enfle légèrement pendant le mois pour faire face à l'échéance de fin de mois. Cette dernière d'ailleurs est particulièrement importante en fin de trimestre et encore davantage en fin de semestre.

Néanmoins, pendant toute l'année, abstraction faite de l'échéance de fin juin, le total de l'or en caisse ou en disponibilités à l'étranger a toujours dépassé le montant des engagements. C'est bien le meilleur indice d'une situation particulièrement florissante.



AVANCES SUR TITRES



Couverture des billets en circulation en 1930 d'après les publications de fin d'année de la Banque Nationale Suisse

Situation hebdomadaire de la Banque Nat

ACTIF	1924	1925	1926
Capital non versé	25.000	25.000	25.000
Caisse: or et lingots	48.677	154.000	175.101
Total en caisse	586.533	513.328	472.118
Dépôt or étranger	6.854	44.266	73.971
Frappe	1.000	—	—
Portefeuille total	311.262	338.633	366.504
Effets suisses	159.232	138.752	174.751
Effets étrangers	146.347	196.636	186.199
Obligations escomptées ..	5.682	3.196	5.541
Effets à l'encaissement ..	964	1.018	871
Av. sur nantissement	70.837	72.443	60.601
Compte ouv. billets ..	70.817	72.291	60.571
Autres	20	151	20
Créances à vue sur l'étran-			
ger	46.923	23.814	35.791
Autres correspondants en			
Suisse	38.589	34.361	33.571
Devises			
Chèques postaux	1.961	1.118	1.231
Débiteurs divers	2.850	4.258	4.171
Fonds publics	6.779	6.584	6.401
Coupons	800	652	601
Intérêts courus	112	134	121
Bâtiments	7.075	7.023	6.601
Mobilier	—	—	—
	1.107.540	1.075.136	1.087.581

la plus rapprochée du 31 Décembre des années:

1927	1928	1929	1930
25.000	25.000	25.000	25.000
—	—	583.987	629.683
484.891	528.722	15.126	629.683
84.538	51.650	—	72.706
12.000	—	36.174	15.885
370.731	253.813	—	439.808
200.500	217.811	352.872	86.729
164.024	211.032	4.000	343.511
6.206	6.779	149.367	7.996
971	1.431	134.240	1.572
78.469	82.915	1.158	53.366
—	—	75.248	53.366
—	—	—	—
33.840	1.431	—	—
34.583	40.565	11	32.740
—	4.767	40.175	9.893
1.173	1.102	9.417	1.238
4.759	3.170	1.174	3.283
9.239	18.995	3.715	103.985
787	442	5.439	967
228	228	169	325
6.300	5.400	1.049	3.000
—	—	—	—
1.147.509	1.236.362	1.288.945	1.391.881

Situation hebdomadaire de la Banque Nati

PASSIF	1924	1925	1926
Capital	50.000	50.000	50.000
Réserve	6.440	6.940	7.441
2 ^{me} réserve	2.715	1.888	1.500
Billets en circulation	913.912	875.789	873.941
Avoir comptes virement ..	102.848	113.230	127.046
Administrations fédérales et comptes déposants ..	14.269	10.931	9.747
Créanciers divers	8.706	7.789	8.858
Mandats généraux	1.285	736	1.001
Réescompte	998	1.136	1.280
Dividendes impayés	10	11	10
Bénéfice	6.357	6.686	6.749
	1.107.540	1.075.136	1.087.580

Parmi les autres postes intéressants de la Banque Nationale suisse il y a lieu de remarquer les comptes de dépôts qui s'entlent constamment bien qu'aucun intérêt ne leur soit servi; cet afflux considérable vient de ce que l'argent ne peut être utilisé qu'à des taux d'intérêts extrêmement minimes, de sorte que les capitaux courent plus de risques à s'investir qu'à rester déposés sûrement dans une banque.

Il y a lieu de considérer également l'accroissement continu du total du bilan, alors qu'en 1913 le bilan ne se montait qu'à 785.000.000 frs. nous observons depuis la guerre, chaque année, une progression considérable de sorte que pour 1930 il a atteint le chiffre impressionnant de 1.391.000.000 au 31 décembre 1930. Depuis, les dépôts ont encore augmenté, dans le dernier bilan du 15 octobre 1931 le montant de l'or dans la caisse des banques s'élève à 2 milliards 096.763.000. Les disponibilités or à l'étranger

la plus rapprochée du 31 Décembre des années:

1927	1928	1929	1930
50.000	50.000	50.000	50.000
8.444	8.440	9.000	9.500
1.000	3.562	2.000	2.000
917.394	952.644	999.186	1.062.087
123.794	141.472	171.698	213.223
28.375	54.034	28.527	35.893
	6.650	7.071	
10.038	10.374	11.077	10.325
662	666	996	877
1.039	1.619	2.066	857
9	4	13	10
6.753	6.898	7.311	7.109
1.147.508	1.236.362	1.288.945	1.391.881

s'élèvent à 188 millions en très forte augmentation en raison de la conversion des devises en monnaie or sur les places étrangères.

4) *Montant des billets:*

Le montant des billets qui avait subi une baisse considérable ces dernières années, a dû, à cause même de la demande de francs suisses, remonter vigoureusement jusqu'à 1 milliard 417 millions 197.000 frs. (bilan du 23 octobre 1931).

Les engagements à vue s'élèvent à 929 millions 817 et les devises étrangères qui étaient jusque là d'un chiffre assez considérable, ne s'élèvent plus maintenant qu'à 155 millions 6. Ainsi, cette dernière transformation marque-t-elle la fin de l'évolution financière des devises en Suisse.

Mouvement du service des virements en 1930 (en millions de francs suisses)

	Année	Nombre des Postes				Montants					
		Paiements en espèces	Compensations	Virements sur place	Virements de place à place	Total	Paiements en espèces	compensations	Virements sur place	Virements de place à place	Total
en pour-cent											
Crédit	1929	10.55	25.95	53.51	9.99	100	2.62	15.39	74.91	7.08	100
	1930	10.56	24.77	53.89	10.72	100	2.55	11.08	77.83	8.54	100
Débit	1929	9.12	23.73	58.05	9.10	100	5.46	12.76	74.97	6.81	100
	1930	9.06	22.09	59.39	9.46	100	5.52	8.59	77.92	7.97	100
Total :	1929	9.86	24.89	55.69	9.56	100	4.04	14.07	74.94	6.95	100
	1930	9.85	23.49	56.51	10.15	100	4.04	9.84	77.87	8.25	100

Compte de profits et pertes

Résultat des opérations de la Banque:

Les recettes de la Banque durant l'année 1930 se décomposent comme suit:

Produit du portefeuille suisse	frs.	1.657.725,85
Produit des affaires en devises	»	7.591.288,74
	frs.	9.249.014,59
Intérêts bonifiés par les correspon-		
dants suisses	frs.	448.490,79
Intérêts des avances sur nantisse-		
ment	»	1.675.214,22
Intérêts du portefeuille-titres	»	1.356.056,29
Intérêts sur les comptes de chèques		
postaux	»	19.391,35
	frs.	3.499.152,65
Commissions	frs.	396.598,12
Bénéfices sur lingots d'or	»	54.815,80
Bénéfices de cours sur fonds pu-		
blies	»	2.932,50
Droits de garde, location de coffres-		
forts	»	329.500,74
Divers	»	94.486,63
	frs.	878.333,79
Rendement des immeubles	frs.	193.102,30
Total	frs.	13.819.603,33
Moins: intérêts débiteurs	»	777.752,25
Bénéfice brut	frs.	13.041.851,08
Plus: rentrées de créances amorties		
ou pour lesquelles des réserves		
avaient été constituées	frs.	3.144,22
Bénéfice total	frs.	13.044.995,30

A déduire du bénéfice total:

Frais généraux et d'administration autorités et personnel de la banque	frs.	3.420.791,22
Frais de bureau, etc.	»	389.661,12
Subsides et divers	»	62.806,30
	frs.	3.873.258,64
Frais de confection des billets de banque	»	704.439,95
Amortissements		
sur les monnaies d'or de l'an- cienne Union Latine	frs.	35.346,85
sur les immeubles	»	1.285.202,15
sur le mobilier	»	37.254,95
	frs.	1.357.803,95
Total	frs.	5.935.502,54
Bénéfice net	frs.	7.109.492,76

Elle consacre définitivement le passage du Gold Exchange Standard en Gold Standard.

La couverture des billets ressort donc en excédent à 147 millions 9 et en cas de besoin les devises pourraient encore être converties en or et former un appoint supplémentaire.

Les deux caractéristiques de ces branches est l'extrême liquidité qui en ressort.

Les dépôts à vue, qui s'élèvent à 159 millions, peuvent donc, à n'importe quel moment, être payés par la Banque Nationale Suisse sans aucune transformation.

La question du contrôle des Banques par l'Institut d'émission

1°. — *Rôle international de la Banque Nationale Suisse*

Comme nous l'avons annoncé dans les pages précédentes, la Banque Nationale suisse n'a pas seulement pour rôle de garantir la convertibilité des billets, mais elle doit aussi servir de point d'appui aux Banques particulièrement dans les relations internationales.

Il est donc nécessaire que malgré la bonne situation dans laquelle se trouvent la plupart des Etablissements de Crédit en Suisse, l'Institut d'émission exerce sur eux un contrôle qui permette de se rendre compte à chaque instant de leurs engagements vis-à-vis de l'étranger et qui puisse inspirer aux étrangers une confiance qui seule permette d'éviter les catastrophes qui se produisent dans nombre d'autres pays.

Pour éviter les ravages produits par la crise à l'étranger les Banques doivent redoubler de vigilance et prendre des mesures susceptibles d'empêcher les immobilisations imprudentes, de prévenir les pertes et entraver toute nouvelle défaillance. Il serait très imprudent, dans les moments difficiles que nous traversons, d'attirer la clientèle par une promesse d'intérêts plus élevés que ceux pratiqués sur le marché, ce qui obligerait la banque à rechercher de gros bénéfices dans des opérations comportant forcément de gros risques. Il convient beaucoup mieux de maintenir la confiance du public par une sage et prudente gestion en faisant montre d'habileté et en le persuadant que son intérêt bien compris est bien plus de se contenter d'un rapport réduit que de pousser les banques à une spéculation qui comporte fatalement une grande part de hasard.

Cette politique préconisée par la Banque Nationale Suisse ne saurait être suivie à l'époque présente, dans toute la mesure désirable que s'il existe un contrôle strict, armé de pouvoirs efficaces. Ainsi se trouve d'actualité une vieille question qui, jusqu'ici, n'a pas encore été résolue en Suisse.

2°. — *Divers moyens de contrôle*

Deux sortes de contrôles efficaces se trouvent en présence : le contrôle officiel et le contrôle privé d'une corporation indépendante, revêtue d'une fonction publique et pourvue de moyens de sanction.

a) *Contrôle officiel :*

Le contrôle officiel des banques semble à première vue celui qui présenterait le maximum de garantie. Il convient, cependant, de constater que ce contrôle qui existe déjà dans certains Etats n'a pas empêché de nombreuses et retentissantes défaillances. Ce contrôle, en effet, ne peut que vérifier l'exactitude des opérations administratives, se fier à la destination des fonds que les directeurs lui indique et interdire toute initiative.

Si le service du contrôle était, au contraire, chargé de garantir la bonne situation de la banque, il ne saurait suffire. Il exigerait un développement considérable composé d'hommes sérieux, habiles et probes dont la rémunération coûterait à l'Etat un prix fort cher pour le résultat à en attendre. Rien, en effet, ne saurait remplacer une direction active et prudente à la fois.

S'il s'agit spécialement du contrôle officiel de l'Etat, un autre genre d'objection apparaît aussitôt. L'Etat doit être un stimulateur et un régulateur, mais seulement

dans les directives générales. Dès lors s'il s'immisce dans les détails de fonctionnement, il en résulte pour lui une très lourde responsabilité. La faillite d'un établissement qui aurait suivi les directives de l'Etat retomberait en partie sur ce dernier et les déposants demanderaient la garantie et même l'indemnisation à l'Etat. La question a déjà été soulevée au Conseil Fédéral après la faillite de la Banque d'Escompte suisse et semble devoir être résolue négativement. Au cas de contrôle officiel, l'Etat donnerait au moins implicitement, la garantie de bonne foi des opérations.

En outre, il est bien à redouter que la simple annonce de l'intervention des contrôleurs officiels inquiéterait la clientèle particulièrement étrangère qui attache une très grande importance à la discrétion qui, à elle seule, a déterminé le choix du déposant. Ainsi la fuite des capitaux causerait au pays plus de difficultés que le contrôle ne serait capable d'en éviter.

b) *Contrôle d'une société fiduciaire — Critique:*

Le contrôle d'une société fiduciaire ou une vérification opérée par des contrôleurs diplômés participerait aux avantages du contrôle d'Etat sans présenter les conséquences précédentes. Il resterait néanmoins la première objection que nous avons formulée et l'inconvénient de faire une deuxième fois le travail des inspecteurs auquel toute banque sérieuse attache une grande importance et apporte une grande attention.

c) *Seul contrôle efficace — Surveillance de la B. N. S.* *Avantages:*

Il ne reste qu'un établissement qui puisse exercer un contrôle efficace qui participe à la fois à tous ces avan-

tages et possède les inconvénients à un degré minimum. Il s'agit de la surveillance que la Banque d'émission peut exercer sur les banques. Tous les établissements de crédit, en effet, sont en relations avec la Banque Nationale, soit pour l'escompte ou le réescompte de leurs effets, soit pour les avances sur nantissement, soit pour les virements de comptes à comptes. Tout récemment l'Institut d'émission vient d'entrer dans cette nouvelle voie en prescrivant aux banques de lui remettre chaque mois un bilan sommaire. De plus, chaque trimestre, elles doivent remettre un bilan détaillé suivant un modèle remis par la Banque Nationale qui contient tous les renseignements nécessaires à la surveillance de la liquidité et spécialement au contrôle des transactions avec l'étranger.

Pour aboutir à des renseignements utiles, ce bilan doit contenir non seulement le chiffre de l'encaisse et des avoirs à court terme et à vue, mais encore la composition du portefeuille change en séparant nettement le papier suisse des effets étrangers d'une part, et le papier réescomptable à la Banque Nationale du portefeuille non réescomptable.

Ainsi l'Institut d'émission possède les renseignements susceptibles de le renseigner sur les conditions de liquidité des banques. C'est, en outre, un moyen sûr de contrôler les engagements et de dresser le bilan général des relations financières internationales. Cette pratique permet encore à la Banque Nationale de puiser l'indication indispensable à l'orientation de sa politique générale et de suivre les réactions des mesures qu'elle prend.

Ainsi par cette communication, la Banque Nationale n'intervient pas dans la gestion des banques et n'endosse aucune responsabilité, tout en suivant la marche générale des établissements. Il serait souhaitable d'ajouter à ces

pouvoirs, un droit de communication des écritures de la Banque au cas où un doute plane sur l'exactitude des documents remis.

Aucune sanction n'a été prévue jusqu'ici en cas de mauvaise volonté, mais il semble que l'Institut central aurait le droit de refuser son aide.

Cette nouvelle prescription n'entrant en vigueur qu'au mois d'octobre 1931, il est impossible de savoir l'étendue exacte des services qu'elle rendra à l'Institut d'émission. Il semble cependant qu'on doive en attendre d'heureux résultats. Il aura, en outre, pour nous, le grand avantage de donner des indications sur la composition des divers comptes bancaires; Il facilitera ainsi l'étude financière de la Suisse qui, en certains points, nous a été très difficile par suite du manque de statistiques ou de précisions d'une authenticité indiscutable.

Des mesures semblables entrent en vigueur le 1^{er} octobre en Allemagne. Les dispositions concernant la surveillance des banques laissent aux banques du Reich l'entière responsabilité de gestion de leurs affaires et ne prévoient aucune intervention dans la gestion, mais elles permettent au gouvernement et à la Reichsbank de se renseigner sur la situation des banques allemandes et d'exercer ainsi une influence sur la politique bancaire et notamment la politique des crédits. Le commissaire aux banques a même le droit de demander aux personnes n'exerçant pas le commerce de la banque, des renseignements sur leurs engagements et créances vis-à-vis de l'étranger. Il existe une différence fondamentale entre ces deux pays. Si en Suisse les mesures prises ont simplement pour but un meilleur aménagement des disponibilités et un renforcement de la situation bancaire, le Reich au contraire, doit faire face à une chute verticale de la monnaie et arrêter sa fuite à

l'étranger. Aussi, les pouvoirs sont-ils beaucoup plus violents et étendus. Il est d'ailleurs certain que leur application sera aussi différente que l'a été l'esprit qui anime ces deux textes.

SECTION IV

Balance des comptes de la Suisse

A. — Difficulté de son établissement

La guerre a attiré l'attention du public sur un fait économique de la plus haute importance pour le commerce international et dont peu se souciaient jusqu'au début du XX^m^e siècle : la balance des comptes. Son influence sur le cours des changes, surtout pour les Etats qui sont soumis au régime du papier-monnaie inconvertible, ne saurait être mise en doute.

Cependant, malgré tout son intérêt, il convient de se rendre compte des difficultés énormes de calculs précis en cette matière. Aussi, la valeur du travail réside beaucoup plus dans les principes théoriques qu'il permet de mettre en jeu que dans les résultats plus ou moins aléatoires qu'on obtient.

En vue d'obtenir une plus grande précision et pour permettre entre les différents pays une comparaison utile, la Chambre de Commerce Internationale a, de son côté, décidé, lors de la Conférence de Rome en 1926, de réunir un comité d'experts financiers chargé d'établir un avant-projet d'uniformisation.

B. — *Efforts tentés par la S. D. N.*

Cette étude est d'ailleurs rendue encore plus difficile par l'incertitude d'une partie toujours importante des éléments. Or, nombreux sont les postes pour lesquels la difficulté d'établissement des données enlève presque toute valeur au résultat.

En nulle autre partie, dans l'immense travail entrepris par la S. D. N., l'imprécision n'est plus grande que lorsqu'il s'agit d'évaluer le mouvement des capitaux en Suisse.

Aussi, tandis que nous trouvons dans le «*Mémorandum sur les Balances des paiements et sur les Balances du Commerce extérieur*» les documents relatifs aux principaux pays du monde, aucune communication autre que celle relative au commerce extérieur n'est publiée pour la Suisse.

C. — *Balance des comptes suisses*

D'après les calculs des économistes suisses les plus autorisés, la balance des comptes en 1913 était favorable à la Suisse. Comme dans tous les pays arrivés à un certain stade d'évolution, le passif du commerce extérieur dépassait le total de l'actif, mais ce solde était plus que compensé par les importations invisibles de capitaux constituées particulièrement par l'industrie du tourisme et les revenus du portefeuille. Non seulement les voyageurs font vivre les hôtelleries, mais ils alimentent encore le budget des chemins de fer et emportent avec eux beaucoup de produits de luxe qui font prospérer ce genre d'industries très florissant sur le territoire helvétique.

D. — *Position de la Suisse en 1913*

A ce premier facteur de prospérité dont l'étranger est l'artisan s'ajoute l'apport que procurent l'important portefeuille étranger dont la Suisse disposait avant la guerre

et divers services internationaux dont sa position centrale au milieu de puissants pays faisait un lieu de passage.

Ces services étaient et restent très nombreux, allant de l'intérêt purement économique constitué par le transit à l'avantage consistant en la sécurité des transactions et des capitaux (banques, assurances).

E. — *Influence de la guerre*

La guerre a profondément modifié ces conditions favorables d'une part, puisqu'elle a permis de réduire dans une très forte proportion la dette extérieure; elle a, comme chez les belligérants, bouleversé les conditions extérieures en portant atteinte au commerce, en diminuant les avoirs des nationaux à l'étranger. De plus, la dépréciation des changes à l'extérieur, l'instabilité du commerce et la situation précaire du tourisme ont réduit dans de fortes proportions l'avantage que la Suisse tirait auparavant de sa position.

F. — *Composition actuelle de la balance des comptes suisses*

La balance des comptes s'établit d'après les données de la *balance du commerce* qu'il convient de corriger par la balance du tourisme, celles des services et des revenus.

La balance du commerce a été étudiée dans notre première partie. Pour 1929 par exemple, le montant des importations s'est élevé à 516 millions de \$ pour un total des exportations de 401 millions de \$, soit un solde passif de 115 millions de \$ ou 596 millions de francs suisses contre un excédent des importations de 543 millions en 1913. La comparaison marque donc simplement une légère augmentation.

Il convient d'ailleurs de remarquer que, malgré tout le soin que le bureau de la statistique officielle du com-

merce extérieur Suisse apporte à ce travail, et bien que la balance du commerce forme l'élément le plus sûr de la balance des comptes, les prix auxquels sont calculées les marchandises ne peuvent être considérées comme tout à fait exacts. Il faut tenir compte encore de la contrebande que les tarifs douaniers très protectionnistes ont rendus plus rémunérateurs et des exportations invisibles particulièrement favorables à la Suisse.

Commerce des métaux précieux

A côté du commerce des marchandises, le trafic des métaux précieux forme un facteur important de notre étude. On estime pour 1929 l'excédent des importations à 648 millions de francs. Ceci résulte de la politique suivie par la Banque Nationale Suisse en vue de renforcer la garantie or de ses billets.

A ces facteurs de la balance des comptes qui se trouvent dans tous les pays, la Confédération Helvétique possède des éléments d'actif qui lui sont propres. Parmi les principaux, on peut citer l'exportation d'énergie électrique et l'industrie du tourisme.

Energie électrique

L'influence de l'exportation d'énergie électrique sur la balance des comptes grandit chaque année. Peu importante avant la guerre, elle a rapporté 6 millions en 1920, 17 millions 3/4 en 1926, malgré un léger fléchissement du prix de vente, et 25 millions en 1929.

Industrie hôtelière

Beaucoup moins favorable est l'évolution de l'industrie hôtelière. En 1913, les évaluations indiquent un solde actif de 215 millions, la guerre et les troubles monétaires d'après-guerre ont raréfié les touristes.

Pour 1924, le bénéfice peut être estimé à 150 millions ; mais la crise mondiale qui s'est fait sentir déjà sur l'exercice 1929 a réduit ce chiffre à 100 millions environ et les résultats pour 1930 et 1931 sont encore beaucoup plus défavorables.

Services divers

Bien que généralement les éléments précédents forment la partie la plus importante de la balance des comptes, dans le cas de la Suisse, les recettes nettes du transit, le solde des primes d'assurances que les Sociétés suisses perçoivent sur l'étranger, les bénéfices que les banques et les trusts retirent du commerce international, apportent à la balance des comptes un appoint appréciable.

Malgré l'imprécision qui règne sur ces matières, on peut affirmer que, si les dernières années avaient enregistré dans ce domaine une amélioration sensible, 1929 et 1930 ont vu l'ampleur du trafic fléchir en raison des conjonctions économiques. Seules les nombreuses et florissantes compagnies d'assurances et de réassurance semblent garder leur avance. En 1930, le solde actif de cette balance semble pouvoir être apprécié aux environs de 110 millions, correspondant à peu près au chiffre de 1926

Balance des revenus

Dernier facteur important, la balance des revenus est bien encore la plus difficile à déterminer

Le solde de cette balance est la différence entre, d'une part les revenus nets des valeurs mobilières étrangères détenues par les Suisses sous forme d'actions, avoirs étrangers, de participations industrielles, commerciales, et d'autre part, le revenus des fonds étrangers investis en Suisse dont le retrait affecte la balance des comptes. Il convient de ne pas les confondre avec le montant des coupons ou dividendes touchés en Suisse par les étrangers.

LIVRE TROISIÈME

Vie internationale financière de la Suisse.

SECTION I

Masse des capitaux étrangers sur le territoire suisse

CHAPITRE I

Absence de renseignements statistiques

L'étude des principaux postes des grandes banques nous a permis de constater le développement surprenant de l'activité financière de la Suisse. Nous avons remarqué spécialement la progression de certains comptes. La rubrique Hypothèques par exemple qui, en 1913 ne s'élevait pas à plus de 4.200 millions se monte en 1930 à 7.400 millions de francs suisses se décomposant en: 6.575,5 millions prêtés par les Banques, 5787 millions prêtés par les compagnies d'assurance sur la vie et 256 millions par les autres sociétés ou les particuliers.

Le compte intitulé Titres représente à la même date une somme de 1.500 millions. Les comptes courants et les correspondants débiteurs s'élèvent à 8.600 millions et le portefeuille change à 2.000 millions. Le total du bilan représente ainsi un chiffre de 22 milliards de francs. Or,

d'autre part, la fortune totale du peuple suisse est évaluée à environ 50 milliards; ainsi, si l'actif des banques suisse ne comprenait que des capitaux provenant de ses ressortissants, plus des 2/5 de la fortune nationale seraient confiés aux banques, ce qui est impossible en raison de l'ampleur des autres branches d'activité, des nombreuses immobilisations et de la part que chacun doit se conserver par devers soi sur ses revenus. En effet, dans le commerce et l'industrie, seuls les fonds de roulement et quelquefois des hypothèques peuvent entrer dans le commerce des banques et encore ces sommes ne peuvent-elles représenter qu'une partie de leur valeur totale.

Nous avons vu également que les émissions absorbent une partie très importante des capitaux. Enfin, il y a lieu d'ajouter les sommes que chacun réserve à sa disposition pour parer à l'imprévu, les nombreux objets non susceptibles d'intéresser les banques et une masse de capitaux très importants mais qui, par leur clandestinité même, échappent à toute investigation, nous voulons dire les coffres-forts et la thésaurisation.

S'il est impossible qu'une telle partie de la fortune de la population suisse soit confiée à ces banques, l'importance de ces sommes ne s'expliquent qu'en raison de l'afflux d'importants capitaux étrangers qui sont venus chercher un refuge sur territoire neutre.

Tous les journaux en ont parlé et ont attribué à cette accumulation de disponibilités une bonne partie des maux qui s'abattent actuellement sur l'Europe. Le fisc des différents pays n'a cessé de protester contre l'évasion des capitaux et les législateurs ont souvent édicté des mesures très sévères d'interdiction contre leur exportation. Il est vrai, d'une part, que ces prohibitions n'ont pas porté les fruits que les Etats en attendaient et qu'elles ont même

contribuer à précipiter le mouvement et à faire disparaître la confiance de telle sorte qu'il est impossible, aujourd'hui de la faire renaître, même lorsque la raison ne peut laisser planer aucun doute sur la solvabilité des établissements de crédit étrangers.

Néanmoins, il est juste de reconnaître d'autre part que l'importance des fonds étrangers en Suisse a été singulièrement amplifiée. Ce qui laisse libre cours à toutes les attaques, c'est précisément l'absence de documentation. Tandis que la S. D. N. a publié dans son « Mémoire sur le Commerce International et sur les balances des paiements 1931 » où sont relevés pour chaque pays traité les principaux éléments de la balance commerciale et surtout le mouvement des capitaux et la balance de la dette internationale, aucune étude n'a été publiée sur la Suisse.

L'appréciation la plus digne de foi est incontestablement celle de Monsieur Bachmann qui est actuellement le distingué directeur de la Banque Nationale Suisse et, par là même, le plus compétent et le mieux renseigné pour se livrer à de telles appréciations. M. Bachmann estime le montant des capitaux étrangers déposés en Suisse en Décembre 1929 entre 1 milliard et 1 milliard 3 de francs suisses. L'écart considérable que le Directeur de la Banque Nationale Suisse laisse entre ces deux chiffres donne une idée de la difficulté rencontrée.

Mais aussi, malgré tout l'intérêt qu'une approximation pourrait présenter, il nous a semblé impossible de resserrer de plus près les données de M. Bachmann. Nous avons préféré montrer toute l'importance que la présence de ces capitaux représentait pour la Suisse, les avantages qu'elle apporte avec eux, mais aussi les nouveaux devoirs qu'elle impose à la Confédération Helvétique dans l'ordre international et les dangers que l'utilisation de ces

capitaux étrangers pourrait entraîner pour la Suisse si augmentait la défiance, inspirée par un doute planant sur la convertibilité des billets ou sur la « liquidité » des banques, ou, ce qui est encore plus capricieux par des événements politiques graves surgissant dans les pays où une partie importante des disponibilités avaient été placées.

CHAPITRE II

Modifications apportées par la guerre dans les conditions économiques

A. — Théorie classique

L'économie politique classique qui croit toujours à un rétablissement automatique des situations financières est basée sur les faits d'avant-guerre. Il faut lui rendre justice d'ailleurs. Elle expliquait d'une façon très satisfaisant les phénomènes économiques d'alors. La période de guerre en outre a été pour elle une confirmation éclatante de ses lois.

B. — Importance actuelle des éléments psychologiques .

Mais il convient de se persuader que, à notre insu, elle reposait sur des postulats que l'après-guerre a complètement modifiés, en sorte que les grands principes de la doctrine classique, tout en restant théoriquement justes, ne trouvent plus leur champ d'action par suite de l'intervention de considérations que la stabilité du début du siècle permettait de considérer comme très négligeables, et que les périodes troublées ont amplifiée jusqu'à la

hisser au premier rang et à en faire le principe directeur de l'économie moderne. Nous voulons parler de ces éléments psychologiques, impondérables.

Ces facteurs ont essentiellement variables et consistent en faits économiques internationaux, en événements politiques dans une partie quelconque du monde ou même quelquefois trouvent leur source dans l'attente d'une décision ou la répercussion d'un discours dont l'importance est amplifiée jusqu'à ébranler la confiance que le public avait placée jusque là dans telle ou telle branche d'activité.

1^o) *La confiance* : Ainsi apparaît toute l'importance de ce facteur en période d'instabilité dont le brusque revirement suffit à déterminer la prospérité ou la ruine d'un pays ou même à décider, comme semble le prouver l'époque actuelle, de l'orientation et de l'avenir du monde entier.

Le facteur confiance est à la fois l'un des postes actifs les plus fructueux et celui dont le renversement si prompt, puisqu'il s'agit d'un sentiment de l'opinion publique, est le plus déprimant et devient le poste passif le plus désastreux.

L'époque actuelle illustre cet aspect d'une façon saisissante. Le manque général de confiance entraîne de nombreuses faillites, la fuite de capitaux à la recherche de la place qui semble la plus sûre et dont l'exemple de la Grande-Bretagne prouve la fragilité malgré une expérience séculaire.

2^o) *Stocks potentiels* : Parmi les impondérables existe encore la spéculation qui s'est exercée sur les nombreux stocks financés et non payés et dont le prix pèse constamment sur la balance commerciale du débiteur sans pou-

voir être considérée comme élément certain dans l'actif du créancier. La superposition du crédit ainsi échafaudé devient d'autant plus fragile qu'il est plus enchevêtré. Son extraordinaire développement dans la période d'après-guerre avait pu laisser penser que l'on avait trouvé là un remède aux crises économiques; la période actuelle prouve surabondamment que si celles-ci ont été retardées, elles ont gagné en intensité ce qu'elles perdaient en temps. Ce procédé a simplement contribué à propager les crises dans le monde entier, pour toutes les branches d'activité et à prouver davantage les liens de solidarité qui unissent plus étroitement les Nations.

Mais ces impondérables ne sont aussi puissants que parce qu'ils amorcent des faits matériels de déplacements des capitaux qui éveillent l'attention des autres capitalistes et arrivent ainsi à créer le phénomène que l'on redoutait, alors que peut-être il ne se serait pas produit.

SECTION II

Importance des capitaux à court terme

Ces faits matériels de déplacements des capitaux ne sont possibles qu'en raison de l'abondance de disponibilités non investies ou engagées seulement dans des emplois à court terme. En effet, les capitalistes qui, dans les périodes anormales, recherchent l'emploi qui est le plus rémunérateur pour leurs disponibilités, puisque la solvabilité des débiteurs est placée sur un pied d'égalité. Il suffit donc dans ce cas d'une hausse dans le taux officiel de l'escompte pour attirer les capitaux étrangers et d'une baisse lorsque l'afflux trop considérable risque d'engendrer une inflation.

La simple observation des taux pratiqués sur les différents marchés nous prouve suffisamment qu'il n'en est plus ainsi.

B. — *Causes de leur brusque déplacement*

1°) *Variation des taux de l'intérêt*: Il suffit de comparer les taux d'escompte pendant les quelques dernières années dans les principaux pays pour se rendre compte de leur diversité.

Si nous examinons les taux d'escompte pratiqués en France depuis le début de 1928, ce taux officiel est resté de Janvier 1928 jusqu'à Juillet 1929 à 3 1/2 %. Tombé à 3 % à cette dernière date, puis à 2 1/2 en Octobre de la même année, puis à 2 % au début de 1931, il n'a repris une allure ascendante que dans ces derniers mois.

Le taux réel a été encore beaucoup plus bas: Aux environs de 2,75 en janvier 1928, il s'est abaissé jusqu'à près de 2 pour 100 en avril et mai, puis il est brusquement remonté au début de 1929 pour atteindre le taux officiel jusqu'en juin 1929. Pendant les années 1930 et 1931, le taux pratiqué ne cessa de fléchir, atteignant parfois moins de 1 pour 100; cependant les événements de ces derniers mois l'ont relevé jusqu'à environ 2 1/2 %.

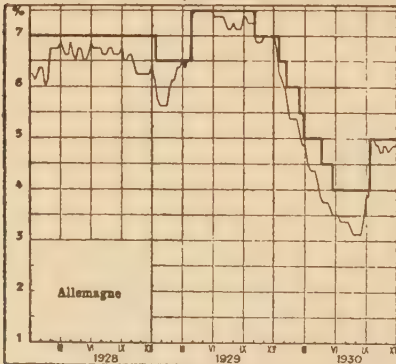
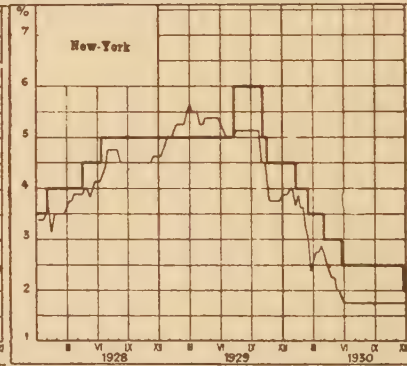
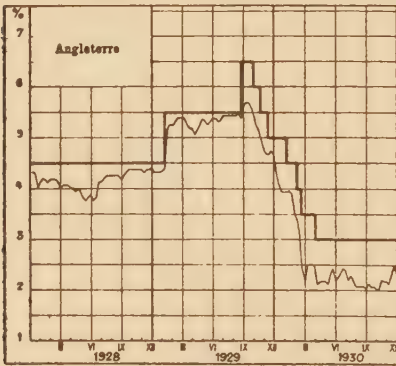
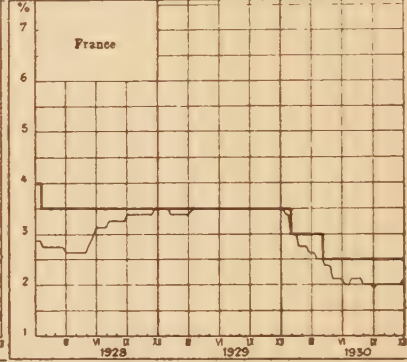
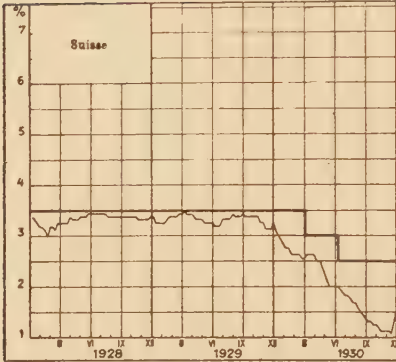
Si les variations ont été peu accentuées en France, il n'en est pas de même sur les autres grandes places financières.

En raison d'une situation difficile, le taux de l'argent en Grande-Bretagne est toujours resté pendant cette période au-dessus du taux pratiqué en France, ce qui en temps normal est l'inverse car, en raison de sa position internationale, une variation minime était suffisante pour attirer beaucoup de capitaux. Maintenu à 4 1/2 % depuis janvier 1928 jusqu'en février 1929, le taux officiel

Taux officiels d'escompte et taux hors banque

— Taux officiel d'escompte

— Taux hors banque



s'est élevé à 5 1/2 % puis en Septembre à 6 1/2 pour 100, taux que les Anglais n'avaient pas connu depuis la fin des hostilités. Cette période de septembre-octobre 1929 marque le maximum du taux britannique qui s'abaissa graduellement et régulièrement jusqu'à 3 % depuis fin avril 1930. Mais les graves événements politiques et financiers qui ont assailli l'Angleterre ont contribué à faire hausser le taux d'escompte à son chiffre actuel (6 %).

La variation du taux de l'escompte pendant cette même période à New-York présente la forme d'une courbe ascendante depuis 3 1/2 % en 1928 jusqu'à 6 % en septembre 1929 et d'une courbe descendante après de sorte qu'il n'était plus qu'à 2 % à fin 1930.

Avec quelque atténuation, la place d'Amsterdam a suivi les variations de Londres jusqu'en mars 1930. Depuis cette époque, le taux effectif n'a cessé de baisser allant jusqu'à 1/4 % en Novembre 1930.

Si le taux pratiqué sur la place néerlandaise est extrêmement bas, l'Allemagne donne au contraire l'exemple d'un taux exagérément élevé. Le taux officiel a oscillé de janvier 1928 à janvier 1930 entre 6 et 7 1/2 %. Il était tombé graduellement jusqu'à 4 % en août 1930 (le taux privé fléchit jusqu'à 3 %), mais la situation embarrassée du Reich devrait faire hausser le loyer de l'argent de sorte que les industriels ne trouvent pas d'argent actuellement à moins de 8 à 9 %.

Au milieu de ces changements, la Suisse représente l'élément de stabilité. Le taux officiel est resté à 3 1/2 % de 1928 à Mars 1930 sans être influencé par les pointes de hausse qui ont marqué la fin de 1929 dans les pays Anglo-Saxons. Depuis avril 1930, le taux officiel a été abaissé à 2 1/2 % et à 2 % au début de 1931 (parce que la B. N. S. a érigé en principe de ne pas descendre au

dessous de ce chiffre) pour revenir à 2 1/2 % dans les dernières semaines.

Le loyer de l'argent a suivi l'allure générale du marché officiel sauf en novembre 1930 où le taux de 1/8 % a été pratiqué.

Le taux le plus bas a donc été celui des marchés helvétiques et cependant les capitaux n'ont cessé d'affluer sur les places Suisses. C'est donc que d'autres éléments ont motivé ce choix.

3°) *Raisons véritables de l'afflux des capitaux sur les marchés suisses:* a) Confiance dans la solidité de l'organisation bancaire.

Quand un capitaliste cherche un placement pour ses capitaux, il examine les débouchés possibles à deux points de vue: il serait très heureux si son capital pouvait fructifier et s'il estime que toutes les autres considérations se balancent, il placera ses fonds de préférence sur le marché qui lui offre le plus gros intérêt. C'est l'analyse de l'élément quantitatif. Mais à notre époque où la défiance règne partout, il se préoccupera avant tout de savoir si la qualité du placement est bonne. Il est en effet inutile de toucher un gros intérêt si son capital doit perdre une partie importante de sa valeur. C'est ce qui explique que, malgré des taux très élevés, le Reich n'arrive pas à attirer les capitaux qui sont inutilisés en Suisse. Du point de vue de l'intérêt général, cette situation présente des inconvénients: les capitaux manquent dans les pays où ils seraient utiles au développement de la puissance économique, tandis que l'excès des disponibilités dans les pays considérés comme stables pourrait à la longue créer de graves difficultés et nécessite dès maintenant une attention soutenue. Il y a à la base de cette anomalie économique

une raison analogue à celle qui empêche d'écouler le surplus de la consommation dans les pays qui sont restés à l'état barbare: la confiance n'existe pas.

Si ce seul facteur a déterminé le sens et l'ampleur de l'accumulation des fonds, il est utile de rechercher vers quelle base cet élément si fragile repose et par voie de conséquence, quels sont les dangers à éviter pour épargner un retard brutal.

Nous avons vu que la confiance était un facteur essentiellement variable qu'un rien suffisait à faire disparaître mais qu'il était très difficile de la faire renaître. Si les personnes compétentes ne croient vraiment pas à l'approche d'une ère de prospérité, opinion basée sur des faits palpables, il convient donc d'essayer de capter la confiance des pays étrangers et surtout de conserver cette confiance. Il faut être juste et convenir que la Confédération Helvétique y a admirablement réussi. A cause de l'accord qui règne entre les différentes classes de la Société, de la stabilité politique dont elle peut hautement s'honorer, de l'état florissant de ses finances publiques, de l'activité du commerce et de l'industrie malgré l'effet de la crise — qui, naturellement, ne l'a pas épargné plus que les autres pays — par la solidité de sa monnaie enfin, la Suisse s'est montrée digne de la confiance qu'elle inspire et capable de remplir consciencieusement les devoirs que lui impose la présence sur son sol, de grands organismes internationaux.

b) *Neutralité perpétuelle*: Notons que la neutralité perpétuelle dont elle jouit et l'inviolabilité dont elle est entourée en cas de conflit sont encore une cause qui a déterminé nombre de capitalistes à placer leurs disponibilités sur ce territoire privilégié.

c) *Libéralité du fisc*: Enfin, nous ne serions pas complet sur ce point si nous ne mentionnions la délicatesse et la discrétion avec lesquelles le fisc opère les vérifications des avoirs des banques. On comprend toute la valeur de cette dernière cause lorsqu'on considère les administrations financières des autres pays réglementant minutieusement les interdictions de capitaux, déterminant un chiffre légal d'imposition d'après les indices extérieurs quand une vérification détaillée ne peut être exigée et enserrant toutes les possibilités dans un réseau enchevêtré de textes d'où il est impossible de s'échapper.

SECTION III

Importance des capitaux étrangers en Suisse

Nous avons étudié dans notre seconde partie les principaux postes des banques, nous avons conclu que les exercices de la décade qui vient de s'écouler ont été exceptionnellement favorables aux grands établissements bancaires suisses. Le trait caractéristique de ce développement est l'ampleur prise par les affaires avec l'étranger.

A l'heure actuelle où la situation financière de tant de grands Etats étrangers est ébranlée, il semble nécessaire de connaître exactement le montant des engagements suisses à l'étranger. Ces opérations se sont spécialement développées dans la dernière décade qui vient de s'écouler; les Banques Suisses ont tiré un grand profit de ce commerce tant en ce qui concerne le financement à long terme que le placement des capitaux à courte échéance à l'étranger.

A. — *Financement à long terme*

a) *Emissions étrangères sur le marché suisse*: Le financement à long terme a été particulièrement actif en ce qui concerne les émissions étrangères en Suisse; tandis que, avant la guerre, ces émissions étrangères sur les places Helvétiques ne dépassaient pas l'importance moyenne des transactions sur les autres places, la guerre a particulièrement développé cette dernière branche d'activité qui a contribué à faire du marché Suisse un centre financier européen.

Particulièrement au cours des huit dernières années, de 1924 à 1931, il a été émis sur les places Suisses un total de 3 milliards 865 d'obligations à long terme dont plus du quart soit 1 milliard 110 était représenté par des obligations étrangères. Malgré toute la difficulté que présente l'appréciation de l'origine des capitaux, il semble que l'on puisse les répartir suivant leur nature en trois groupes principaux: les emprunts peuvent être émis soit par les collectivités privées, soit en vue de remédier aux destructions qu'avait nécessitées la guerre, soit enfin en vue d'équilibrer le budget des Etats. Les émissions privées étrangères sur le marché suisse se montent pour cette même époque aux environs de 580 millions, les emprunts internationaux de reconstruction ont considérablement baissé par rapport à la décade précédente et ne s'élèvent plus qu'aux environs de 180 millions, enfin les emprunts publics ont été assez actifs et représentent environ 350 millions. Ce total de 1.110 millions a été divisé en 56 emprunts étrangers dont 31 % avaient été émis pour le compte de l'Allemagne, 26 % environ pour le compte de la France, 35 % environ pour celui des autres pays européens et 9 % pour pays d'Outre-mer parmi lesquels figurent en bon rang les Etats-Unis d'Amérique.

Nous reviendrons d'ailleurs dans une autre partie sur cette question de l'émission des valeurs mobilières étrangères car elle constitue actuellement l'un des modes les plus fréquents et les plus perfectionné pour conquérir la suprématie du marché industriel sans engager des capitaux excessifs.

Particulièrement dans les 5 dernières années, l'activité des émissions étrangères a eu constamment tendance à diminuer en raison de la crise économique qui faisait sentir toujours davantage son empreinte et a permis la création de nombreux capitaux flottants non investis. Ces capitaux constituent une réserve de puissance au cas où un élément de reprise se manifesterait, mais ils peuvent aussi, dans le cas de méfiance, constituer un grave danger pour l'économie suisse. Néanmoins, tandis qu'en 1927 encore les émissions étrangères s'élevaient à 207 millions de francs, l'année 1928 a vu fléchir considérablement ce montant jusqu'à 93 millions de francs; 1929 a vu une légère reprise pour atteindre 115 millions de plus, mais l'année suivante a vu la proportion d'émissions étrangères baisser encore davantage jusqu'aux environs de 85 millions. Quant à 1931, les résultats pour les 7 premiers mois ont donné environ une émission de 55 millions, ce qui, malgré l'absence presque totale d'émissions d'Etat, représente un marché presque inactif.

Les émissions de ces dernières années ont été naturellement très facilement absorbées sur les marchés suisses, sans causer aucune perturbation du marché monétaire et ont trouvé ainsi immédiatement à se «classer»; il n'en avait pas toujours été ainsi auparavant. Très souvent les banques s'étaient emparé pour leur propre compte des titres à émettre et n'avaient déversé ces valeurs que graduellement sur le marché, réalisant ainsi un bénéfice

considérable, mais régularisant le marché des valeurs. D'ailleurs les Banques suisses ont pris l'habitude de consulter la Banque Nationale Suisse avant l'émission de toutes valeurs étrangères et ne consentent à en prendre pour leur propre compte ou même à les répartir dans leur clientèle que si elles obtiennent de l'institut d'émission le « Gentleman agreement ».

b) *Hypothèques*: Bien que les émissions de valeurs immobilières étrangères soient la principale source des capitaux étrangers en Suisse, il existe encore une manière d'investissement des capitaux européens au moyen des hypothèques consenties sur les biens suisses. Ces opérations demandent, pour être fructueuses pour le débiteur, de comporter un très long terme. Dans des époques comme la nôtre où les capitaux trouvent difficilement à s'investir en prêts sûrs et avantageux, il était logique que les capitaux étrangers cherchent leur intérêt dans les hypothèques. Ce placement comporte, en effet, une garantie certaine pour le créancier puisque le bien assure à celui-ci son remboursement à l'échéance. D'autre part, le débiteur trouve ainsi de gros capitaux pour longtemps et à un intérêt relativement minime, ce qui a pour effet, surtout à notre époque, d'augmenter considérablement la rentabilité des entreprises agricoles.

En ce qui concerne les prêts hypothécaires sur immeubles l'examen des comptes de la « Banque hypothécaire suisse » suffira à prouver l'extraordinaire développement qu'elles ont prises pour la Confédération. La régularité dans la croissance prouvée par le tableau ci-après montre bien la prospérité de cette forme de prêts et la sécurité avec laquelle sont pratiquées ces opérations.

Tableau synoptique des opérations de la Ba

ANNÉE	PRÊTS HYPOTHÉ- CAIRES	OBLIGATIONS PAR SÉRIES	BONS DE DÉPOTS	CARNE D'ÉPARC
	Soldes au 31 décembre	Soldes au 31 décembre	Total au 31 décembre	Soldes a décemb
1889	754.776,40		103.500	
1890	2.189.891,75	1.000.000	192.400	
1891	4.118.288,13	2.990.000	268.100	13.083
1892	4.634.954,93	4.084.000	472.150	55.392
1893	5.961.061,18	4.919.000	605.350	88.274
1894	7.035.598,58	5.464.000	823.850	118.161
1895	8.695.376,63	5.805.000	1.437.250	190.037
1896	9.902.382,88	6.733.000	1.846.750	167.618
1897	10.005.409,58	6.738.000	1.980.750	233.656
1898	9.787.660,80	6.711.000	1.993.350	230.779
*1899	10.408.549,45	6.618.000	1.973.000	177.784
1900	10.265.593,35	6.521.000	1.868.900	195.330
1901	10.561.777,45	6.417.000	1.995.200	206.358
1902	9.986.073,30	6.320.000	2.080.600	362.428
1903	11.524.407,25	6.982.000	1.805.800	474.508
1904	11.805.620,45	7.855.000	1.746.800	620.172
1905	11.524.555,05	7.712.000	1.691.200	603.277
1906	12.243.712,30	7.563.000	1.985.200	750.971
1907	11.871.652,75	7.408.000	2.462.150	660.496
1908	13.022.949,10	7.247.000	2.935.650	658.039
1909	12.526.282,50	7.080.000	2.790.650	718.882
1910	11.943.764,35	6.908.000	2.922.800	748.725
1911	11.609.073,30	6.728.000	2.955.000	696.623
1912	11.445.508,90	6.542.000	2.952.400	628.020
1913	11.367.054,85	6.348.000	2.733.400	611.483
1914	10.985.859,31	6.146.000	2.682.800	587.117
1915	10.381.981	5.937.000	2.619.700	591.314
1916	9.656.235,45	5.720.000	2.455.280	581.389
1917	8.803.704,10	5.496.000	2.477.280	561.887
1918	7.698.894,80	5.262.000	2.454.180	577.127
1919	7.723.514,20	5.017.000	2.370.080	570.951
1920	8.339.265,15	4.762.000	2.154.080	569.397
1921	7.725.361,65	4.077.000	1.967.080	601.178
1922	7.000.638,45	3.825.000	2.310.630	647.883
1923	7.532.703,75	3.567.000	2.225.380	669.734
1924	7.591.395,20	3.300.000	2.429.430	613.857
1925	7.690.508,75	3.021.000	2.999.930	630.541
1926	7.968.519,25	2.737.000	3.694.530	674.081
1927	8.611.204,40	2.438.000	3.787.230	723.157
1928	9.059.015,30	2.129.000	4.577.980	687.143
1929	10.191.574,55	1.804.000	5.659.180	689.101
1930	12.075.078,50	2.457.000	7.400.580	871.678

* Le Capital a été porté en 1899 à frs 2 millions.

othécaire suisse depuis sa fondation

RÉSERVES	BÉNÉFICES	DIVIDENDES	
Total au 31 décembre		Versements	%
	2.075,90		
1.060	21.110,66	20.000	2
2.934	37.358,72	20.000	3
5.230	42.295,40	36.000	3,6
7.300	40.600,61	37.000	3,7
10.075	55.486,25	42.500	4,25
13.140	61.280,70	45.000	4,5
16.640	69.980,02	47.500	4,75
20.540	77.947,41	50.000	5
24.200	73.067,07	50.000	5
28.500	84.901,44	50.000	5
34.542	120.856,21	95.000	4,75
41.000	124.761,61	100.000	5
50.000	124.936,91	100.000	5
60.000	150.958,50	100.000	5
80.000	144.676,45	100.000	5
100.000	144.370,28	100.000	5
130.000	161.150,61	100.000	5
180.000	169.664,04	100.000	5
220.000	175.438,58	105.000	5,25
250.000	163.851,06	105.000	5,25
260.000	114.080,39	105.000	5,25
285.000	145.270,86	105.000	5,25
315.000	150.221,47	105.000	5,25
345.000	160.646,65	110.000	5,5
375.000	143.791,69	100.000	5
405.000	144.094	100.000	5
440.000	155.211,97	100.000	5
475.000	155.125,36	100.000	5
510.000	148.223,79	100.000	5
540.000	154.049,57	110.000	5,5
550.000	150.319,54	120.000	6
550.000	146.988,90	120.000	6
550.000	140.050,83	120.000	6
550.000	107.729,93	100.000	5
550.000	104.845,63	100.000	5
550.000	109.089,80	100.000	5
550.000	116.645,15	100.000	5
550.000	119.734,55	100.000	5
550.000	126.958,72	110.000	5,5
550.000	129.830,72	110.000	5,5
550.000	129.083,35	110.000	5,5

La même impression se dégage de l'étude du bilan de la Banque Populaire Suisse.

Cette Banque a pris une nouvelle extension pendant les dernières années. De nouvelles agences ont été créées à Lenzbourg, Reinach, puis au Pâquis (Genève). D'autre part la banque a acquis la majorité des actions de la Caisse d'Epargne et de Prêts d'Einsiedeln. En ce qui concerne la question des prêts hypothécaires, la Banque Suisse a acquis pour 400.000 francs d'actions de francs suisses, de lettres de gage des Caisses Hypothécaires suisses. Le bilan atteint la somme de 1.683.933.000 francs en augmentation de 70.668.000 francs: les 5 dernières années représentent d'ailleurs des progressions encore plus importantes.

Le Capital social s'élève à 181.121.000 francs. Les sociétaires viennent plus nombreux pour un nombre de 1.637 personnes. L'accroissement des capitaux confiés s'est augmenté de 78.757.000 francs. Le placement des capitaux contient quelques chiffres intéressants, notamment les créances hypothécaires en augmentation de 7.073.000 fr.

Les avances engagées par la banque dans divers groupements économiques atteignent le chiffre de 1.290.129.000

Ces chiffres doivent retenir notre attention. Tout d'abord le montant des prêts s'est élevé dès l'origine à une somme intéressante. 1889, 754.776,40, l'année suivante 2.189.891,75.

La courbe représentative de ces différents placements a fini par dépasser 131.908 francs. Ce fut un succès d'ailleurs maintenu dans les années qui suivirent.

La guerre arrêta l'évolution de ces opérations, mais le dernier bilan nous révèle par le chiffre de 12.075.078,50 francs suisses que cette banque va connaître non seulement le succès de 1908, mais le dépassera.

Pour les obligations par séries, même observation. Bien que ce compartiment ne connaisse pas le même rétablissement que le compartiment précédent et que les obligations s'élèvent à 2.457.000 francs suisses fin de Décembre 1930 sont loin d'atteindre les 7.855.000 francs suisses.

Les bons de dépôt par contre voient s'accuser une progression formidable puisqu'ils s'élèvent d'après le dernier recensement à 7.405.580 francs suisses, chiffre qui n'a jamais été plus atteint ou même approché pendant les années les plus fécondes.

Le compartiment des Carnets d'Epargne établit son chiffre record également à fin 1930 par un somme de 871.678,45.

Les dividendes versés ont évolués de 2 à 5,5 % ce qui fait actuellement encore, un revenu des plus raisonnables.

Le département des bénéfices attire moins notre attention bien que le chiffre de 129.083,35, quoique inférieur à quelques bilans antérieurs, soit encore un chiffre à retenir.

Les réserves enfin, atteignent un chiffre de 550.000 francs, qui n'a d'ailleurs pas varié depuis 1918.

Une telle activité ne saurait se limiter à la Suisse. Il est certain que de très gros prêts hypothécaires ont été consentis à l'étranger. On a beaucoup parlé de prêts sur les usines allemandes. Sans méconnaître l'importance des autres investissements, que commande le principe de la répartition des risques, il semble bien que de grosses sommes aient été engagées sur le territoire du Reich.

Placements à court terme

Mais si les opérations à long terme ont été fructueuses financièrement et économiquement pour toutes les entre-

prises Suisses, le bénéfice qu'elles ont retiré des placements à courte échéance a été encore beaucoup plus considérable. C'est précisément ce dernier genre d'opérations qui a permis aux Banques toute l'expansion qu'elles ont prises dans ces dernières années.

Tandis que les opérations à long terme constituent un placement sûr mais dont la recherche s'effectue une fois pour longtemps, les opérations à court terme présentent un caractère sporadique et, alors qu'à notre époque les opérations de change, qui étaient passées au premier plan pendant les années d'ébranlement monétaire consécutives à la guerre, ont perdu progressivement de leur valeur, les opérations proprement à court terme sont devenues progressivement une des branches essentielles de l'activité bancaire Suisse. Elles ont fourni à la Suisse une base d'expansion qu'elle n'aurait jamais trouvée dans l'économie internationale si les graves événements de ces dernières années n'étaient venus lui en offrir l'occasion.

D'ailleurs nous reviendrons sur cette question dans la suite de notre ouvrage.

Arbitrage

Cette opération au moyen de laquelle les Suisses ont utilisé une partie des capitaux étrangers pendant la période troublée d'après-guerre a été une des causes pour lesquelles les Bourses Suisses ont été abondamment pourvues de devises étrangères et a beaucoup contribué au renom des places de Bâle, de Zurich et de Genève pour les opérations de change, d'arbitrage et de spéculation.

La Suisse avait d'ailleurs été le lieu de conclusion des marchés et de règlement entre les puissances centrales et les Neutres pendant la guerre. Ce rôle, d'ailleurs, n'a pu tenir une si grande place qu'en raison de l'émission en

Suisse de beaucoup de valeurs étrangères et principalement de valeurs internationales. Ceci ne veut pas dire cependant que tous ces titres aient été souscrits par la population helvétique; une bonne part certainement est encore aujourd'hui la propriété des étrangers. Il est naturellement impossible de déterminer même approximativement l'importance respective de la proportion souscrite par la Suisse et par l'étranger.

Reports - Acceptations

Parmi les principales utilisations des capitaux sur le marché monétaire, il n'en est pas de plus importantes actuellement que le marché à court terme des acceptations.

A côté du marché de l'argent à vue ou marché de l'escompte hors banque et du marché des reports qui, actuellement, en raison de la crise économique, constitue une faible partie de l'utilisation des capitaux suisses, les acceptations forment une partie importante des investissements suisses à court terme. D'une façon générale, l'acceptation d'un fonds de commerce consiste dans l'engagement formel pris par l'accepteur de faire les fonds à l'échéance.

Ce marché possède de très grands avantages: aucun décaissement matériel d'espèces n'est effectué, et la facilité de remettre à l'escompte des acceptations de banques d'origine commerciale, et de reprendre après un délai de quelques jours ces effets avant l'échéance constitue un moyen très pratique pour atténuer l'ampleur des oscillations qui tendent à imprimer au loyer de l'argent la demande et l'offre brusques des capitaux. Mais, pour produire tous les effets qu'on peut en attendre, il convient de favoriser la naissance d'un large marché d'acceptations internationales.

Le marché de Londres est le marché classique de l'acceptation jusqu'en 1914. Londres possédait à cet égard un quasi-monopole de ce genre d'opérations. A ce fait, il faut trouver plusieurs raisons : Londres était sans conteste avant la guerre la place sur laquelle le crédit était le plus facilement convertible en or, on conçoit dès lors que les effets libellés en £ aient été recherchés sur toutes les places du monde ; mais cette première cause ne saurait expliquer suffisamment la suprématie de la Grande-Bretagne, il convient de remarquer encore que Londres était autrefois le centre commercial où la plupart des matières premières étaient négociées et que les bateaux anglais se chargeaient du trafic en tous sens.

Les tirages sur Londres comportaient ainsi toujours une contre-partie et les innombrables créances de l'Angleterre formaient une base solide aux acceptations des banquiers.

Mais la période d'après-guerre a été marquée par des phénomènes très graves ; le déclin progressif de l'hégémonie anglaise dans le trafic d'acceptations dû à la baisse de la £ vint faciliter la concurrence du dollar, puis des deux seules monnaies européennes ayant conservé leur cours d'après-guerre : le florin hollandais et le franc suisse.

Amsterdam se pose en concurrence de Londres depuis quelques années par suite du transfert en Hollande de nombreuses succursales que les banques allemandes possédaient autrefois en Angleterre ; de même les places suisses ont hérité des avantages qui autrefois étaient réservés à la place de Londres. Mais, malgré les efforts des milieux bancaires, la Banque Nationale Suisse ne pourrait pas voir d'un œil favorable le développement de ce genre de commerce et elle n'admet au réescompte les tirages sur les banques que si les crédits d'acceptation représentent véritablement le solde du compte des exportateurs suisses.

Aussi ces circonstances ont-elles empêché les banques suisses de jouer jusqu'ici un rôle très actif dans le trafic international des acceptations; cependant celles-ci possèdent déjà de gros clients: l'Allemagne, l'Europe centrale, les Balkans, et depuis quelque temps l'Amérique latine.

Techniquement les acceptations suisses se font principalement par le mécanisme du dueroire qui comporte un double tirage. Les Banques suisses en effet ont toujours eu le grand souci de limiter leurs risques et de borner le plus possible leur rôle à celui d'intermédiaires. Malgré ces difficultés provenant surtout de la Banque Nationale Suisse, en 1930 le montant des acceptations en francs suisses a pu être évalué aux environs de 700 millions de francs.

Il semble qu'il y ait là une possibilité de développement et d'utilisation des capitaux qui peut devenir très florissante si la Suisse, après la crise que nous subissons, envisage les moyens d'intervenir plus directement dans l'acceptation des effets internationaux. Elle sera d'ailleurs favorisée par la déchéance qui vient de frapper l'Angleterre du fait de l'abandon de l'étalon or.

Ainsi se trouvera complété le rôle que possèdent déjà les Banques de la Confédération dans la distribution internationale des capitaux; il permettra ainsi de résoudre indirectement et, nous semble-t-il, favorablement une question à laquelle les autorités financières helvétiques ont toujours été défavorables: la question depuis longtemps pendante de la création d'une Export-bank.

Etude de la « liquidité » des fonds en banque

En étudiant successivement les comptes des Banques dans notre seconde partie, nous avons remarqué, principalement dans quelques-uns, un développement tel que

s'il n'était effectué qu'avec des capitaux suisses, il eût été impossible d'observer une telle proportion.

Pour résumer les observations que nous avons faites dans la deuxième partie, rappelons simplement que, de 1906 à 1930, le chiffre global des bilans des huit principales Banques suisses est passé de 6 à 22 milliards, tandis que leur bénéfice croissait de 94 à 372 millions. Ces 22 milliard se décomposaient de la façon suivante :

	En millions de fr.
1. Hypothèques	7.400
2. Titres : Confédération, cantons, communes, obligations de banques	1.500
3. Prêts aux communes	200
4. Avoir en caisse, comptes-virements	500
5. Portefeuille change	2.000

Total partiel : 11.600

Les 7 milliards 400 millions que la Suisse possède en hypothèques nous semblent un chiffre tout à fait extraordinaire en raison de l'exigüité du territoire. Naturellement malgré l'importance des fonds placés dans la terre suisse, il est impossible qu'une pareille somme soit placée entièrement en Suisse; ceci vient de ce que les anciennes banques hypothécaires qui existaient de longue date dans la Confédération Helvétique ont été suppléées dans leur activité en Suisse par l'apparition des Banques cantonales Suisses, pour pouvoir continuer leurs opérations, elles ont dû diriger leur activité vers d'autres champs d'action, en particulier elles ont cherché à placer leurs capitaux en hypothèques sur les usines allemandes, en Autriche dans la production agricole autrichienne, et surtout dans les grandes républiques de l'Amérique du Sud. Nous n'en voulons pour preuve que l'importance qu'a acquise en Suisse l'une des grosses Sociétés spécia-

lisées dans le domaine des hypothèques dont le titre à lui seul est significatif : la Société Hypothécaire Suisse-Argentine.

La deuxième rubrique des bilans des grandes banques comprend les titres émis par la Confédération, les cantons, les communes, et également les obligations de banques. Ce groupe représente donc un actif qui, pour ne pas toujours conserver une exacte valeur, ne représente pas moins un compte dont la réalisation est extrêmement facile et rapide et constitue ainsi un poste qui peut être considéré comme d'une liquidité très grande.

Les avoirs en caisse et comptes virements représentent environ 500 millions de francs, ils nous donnent un aperçu du degré de prudence que les Banques Suisses se sont toujours attachées à garder dans les affaires.

Mais l'un des comptes les plus considérables dans l'actif bancaire est incontestablement le portefeuille change. Il est certain que, en raison même de la nécessité dans laquelle se trouve la Suisse de pratiquer le commerce extérieur, de nombreuses devises doivent être constamment demandées et offertes et qu'ainsi il est nécessaire que les Banques se constituent une puissante réserve ; néanmoins ce chiffre est trop considérable pour ne représenter que les opérations commerciales, une bonne partie constitue des fonds placés dans des opérations à très court terme en attendant que, la confiance renaissant, une meilleure utilisation puisse permettre de les investir pour plus longtemps.

Ce chiffre qui représente en grande partie les devises et traites à court terme a été principalement constitué par l'étranger et, à plusieurs reprises, il a causé une hausse du franc suisse que la Banque Nationale était obligée de maintenir à sa parité pour sauvegarder les industries nationales.

Les 5 postes que nous venons d'analyser constituent un actif de premier ordre et représentent à eux seuls plus de la moitié des capitaux confiés aux Banques. Nous observons encore, dans les créances des banques, des comptes tels que comptes courants garantis qui représentent 5 milliards 300 millions et comptes courants en blanc qui se montent à 900 millions, enfin les correspondants débiteurs qui forment un actif de 2 milliards 040 millions. Ainsi ces 8 milliards 600 millions de fr. prêtés à des particuliers par les Banques, ajoutés aux créances que nous venons de voir précédemment, forment un total de 20 millions équivalant à la totalité de la contre-partie de toutes les sommes confiées aux Banques sous forme de dépôts, d'épargne, de bons de caisse, d'obligations et de comptes courants. En contre-partie d'une telle somme, il semblerait que les fonds propres doivent représenter une partie considérable de la fortune publique, cependant les banques n'ont pas augmenté leurs fonds propres en proportion de l'augmentation des dépôts qu'elles recevaient.

En effet, tandis que les fonds propres représentaient avant la guerre environ 25 % des capitaux confiés aux Banques, cette proportion est tombée après guerre à une moyenne de 18 %, atteignant à certains moments 15 % seulement. D'ailleurs, ce n'est là qu'une question relativement secondaire, dès lors que les Banques, par suite du bon aménagement de leurs comptes, possèdent une liquidité suffisante pour faire face aux prévisions des rentrées.

Ainsi la forte augmentation de la somme du bilan au cours de ces dernières années a préoccupé à plusieurs reprises les Conseils d'Administration. La proportion des fonds propres, en effet, se montant, pour le Crédit Suisse par exemple, à 203 millions de francs contre des enga-

gements de 1 milliard 582 millions, ne correspond naturellement pas à des conditions normales et n'est pas conforme à la tradition des Banques Suisses

Mais il faut bien se persuader que la forte proportion du chiffre d'affaire et la forte augmentation de la somme du bilan qui, pendant les années 1928 à 1930, est passée de 7 milliards 161 millions à 8 milliards 667 millions, soit une différence de 1 milliard 500 millions environ, sont des phénomènes tout à fait extraordinaires et, à cause même des circonstances internationales actuelles, ne s'expliquent que par l'inactivité des gros capitaux due à la crise économique.

Mais si cet afflux des capitaux augmente le prestige de la Suisse, il n'en comporte pas moins un danger très grave; le retrait soudain de ces capitaux à la suite d'une amélioration de la situation économique est tout à fait possible. Il faut donc compter avec ce dernier facteur et, dans l'intérêt même du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, il convient de souhaiter une meilleure utilisation des capitaux.

Cette possibilité doit toujours être présente à la mémoire des administrateurs des Banques et il convient, semble-t-il, de ne pas envisager l'augmentation du capital-actions tant qu'une situation normale ne sera pas rétablie. Le seul remède à ce retrait des capitaux qui peut se produire à un moment inopportun est donc, pour les Directeurs de Banques, de tenir constamment à une extrême liquidité de leurs disponibilités et d'être toujours prêts à répondre en tous temps aux exigences que la vie économique peut avoir d'inattendu.

Naturellement, en tenant ainsi à leur disposition immédiate les gros capitaux, les Banques consentent un énorme sacrifice, d'autant plus que l'utilisation des fonds en

vue de l'escompte des effets se fait à un taux extrêmement bas (le marché s'équilibre à un intérêt de 1 %), de sorte que les bénéfices des établissements de crédit qui, jusqu'à ces dernières années, avaient été constamment en proportion, semble cette année devoir fléchir sérieusement.

Mais ce sont certainement des garanties indispensables pour maintenir la confiance de l'étranger, à notre époque où les capitalistes ne donnent plus l'impression de considérer aucune place stable. Si, de ce fait, les bénéfices sont beaucoup moins grands, l'inconvénient qui résulterait du retrait des capitaux serait certainement encore beaucoup plus grave et pour l'industrie nationale et pour le change suisse.

D'ailleurs la situation solide de la Banque Nationale Suisse et les grandes réserves des Banques privées suisses en devises or, notamment sur les deux pays qui à l'heure actuelle sont considérés comme les mieux équilibrés : la France et les Etats-Unis, semblent être une garantie suffisante pour maintenir la confiance des capitalistes étrangers.

SECTION V

Exportation des capitaux

CHAPITRE I

Nécessité pour la Suisse de l'exportation des capitaux

A cause de cette énorme accumulation de capitaux, il serait dangereux pour la Suisse de replier l'activité des Banques exclusivement sur l'intérieur du pays. Elle doit donc suivre une politique d'exportation des capitaux, mais en évitant sérieusement d'exagérer sa participation dans des affaires étrangères dans lesquelles la sécurité du capital ne serait pas assurée, malgré l'attrait souvent puissant d'un intérêt élevé. Si, au contraire, les fonds sont placés en des emplois sûrs, le pays reçoit à périodes fixes des intérêts qui rémunèrent le capital, apport indispensable pour compenser en grande partie l'important déficit de la balance commerciale.

Les circonstances actuelles ont prouvé surabondamment la sagesse que la Suisse avait apportée dans ses placements. Les banques helvétiques en effet, ont placé leurs fonds principalement aux Etats-Unis. La dernière appréciation des organismes américains nous montre ainsi que, tandis que les placements à long terme des Etats-Unis en Suisse ne sont que de 62 millions de dollars soit un peu plus de 320 millions de francs suisses, cette dernière a fait dans la grande République américaine des in-

vestissements se montant à plus de 220 millions de dollars, soit 1.144 millions de francs suisses, somme presque correspondante au montant des fonds détenus par les Banques helvétiques pour le compte de l'étranger (1).

Par contre, « La somme globale engagée à l'étranger tant sous forme de prêts à long terme qu'à court terme, ne doit pas dépasser 15 % de la totalité de leurs engagements à long et à court terme ».

On retrouve en effet, cette prudence dans le peu d'importance des engagements à court terme en Allemagne. En mars 1931, ces créances étaient de 786 millions de francs suisses. A mi-juillet, elles étaient ramenées à 581 millions, depuis lors elles ont certainement encore diminué.

CHAPITRE II

Moyens d'utilisation des capitaux suisses à l'étranger

Devant l'ampleur des disponibilités et le peu de placements étrangers faits par les banques à l'étranger, on peut se demander comment les statisticiens américains ont pu évaluer à 200 millions de dollars la participation suisse à leur activité nationale.

C'est que, en effet, les établissements de crédits helvétiques ne prêtent généralement pas directement aux entreprises étrangères. Quand elles veulent prendre une

(1) *Appréciation pour 1930 de l'« Estimation des Mouvements de capitaux des Etats-Unis »*. Publication officielle rédigée d'après les rapports des consuls américains

participation, elles acquièrent des titres pour les garder en portefeuille où elles constituent un syndicat. Mais le procédé le plus courant revêt un caractère spécial que la situation des industries suisses seule permet; Les banques prêtent à une Société suisse qui subventionne à son tour ses succursales ou maisons affiliées à l'étranger, ou bien la Société débitrice de la banque n'est qu'une Holding Compagnie qui pourvoit au développement de ses Sociétés avec les fonds que la banque suisse met à sa disposition.

Il existe en outre, un deuxième moyen qui sert à la fois à alimenter la place en capitaux étrangers ou, au contraire, incite les capitaux nationaux à s'investir en entreprises étrangères, mais leur fonctionnement est techniquement beaucoup moins parfait et moins précis: ce sont les bourses et les syndicats d'émission.

Enfin ces dernières années ont forcé certains Etats, en raison de la solidarité internationale, à participer à la création d'organismes internationaux ou au renflouement d'Etats qui menaçaient de sombrer dans une faillite qui, par répercussion, aurait rejailli sur les autres Etats.

Nous étudierons successivement ces divers modes d'investissement.

CHAPITRE III

Emigration des Industries suisses et financement au moyen des capitaux placés en Suisse

La question de l'émigration des industries helvétiques n'est pas une question née de la Guerre. De tous temps elle a existé. Elle résulte des conditions particulièrement

défavorables au développement de l'industrie que nous avons examinées dans notre première partie.

Rappelons simplement que le coût de production est particulièrement élevé parce que la Suisse est obligée de recourir aux marchés extérieurs pour son approvisionnement en matières premières, à cause des hauts salaires demandés par la main-d'œuvre dûs au maintien du *Standard of life* de l'ouvrier suisse à un niveau élevé, et aussi au développement des charges financières imposées par une législation ouvrière avancée. Ces conditions défectueuses de la production sont rendues encore plus difficiles par la restriction des débouchés auxquels il manque un marché intérieur important, des terres d'expansion telles que colonies ou puissances associées, et enfin des voies d'accès à la mer.

Aussi dit-on que l'industrie horlogère qui s'est établie en Franche-Comté et l'industrie de la soie dont Lyon est le centre français doivent leur apparition à l'exode d'industriels genevois.

Cette émigration peut se faire de bien des manières différentes. D'abord, elle peut être complète ou partielle. Dans le cas particulier de la Suisse, elle est souvent le seul moyen de conserver les débouchés que l'élévation des barrières douanières risquait de compromettre.

L'émigration partielle se présente sous des aspects très divers. Ils peuvent revêtir la forme de la succursale, de la maison affiliée, de la participation, ou de la concession d'une licence de fabrication.

Bien que, pratiquement, la distinction entre ces divers types soit souvent très délicate, nous essayerons de dégager les différences théoriques qui les séparent.

A. — *Forme dans laquelle le contrôle appartient toujours à la Suisse: Succursale*

La succursale est liée par définition à la maison-mère ayant son siège en Suisse. Juridiquement, elle est une entreprise suisse sur un terre étrangère, mais de fait, il est bien évident que tout dépend du degré d'autonomie dont elle jouit et de la façon dont sont répartis les organes de contrôle entre la firme et sa succursale.

B. — *Disparition du contrôle suisse*

1°) *Maison affiliée*: Le terme de maison affiliée s'applique au contraire à des sociétés étrangères juridiquement autonomes, mais liées par des intérêts communs. Pour montrer l'importance de ces Sociétés, nous citerons l'exemple d'une firme très connue en France: la Société Suisse Bally dont le siège est à Schönenwerd possède en Europe la direction des Etablissements Bally Camsat S. A. à Lyon, Bally's Haran Shoe Company Ltd à Londres, The C. F. Bally Shoe Factory Ltd à Capetown et W. M. Cuthbert et C^o Ltd, également à Capetown.

2°) *Participation à une maison étrangère*: L'aide financière par une Société à une autre est désignée sous le nom général de « participation ». La définition la plus précise que nous croyons pouvoir donner serait libellée ainsi: on appelle participation toute contribution financière d'une entreprise donnant droit à une part des bénéfices d'une autre entreprise. Il s'agit évidemment là du type le plus courant, puisqu'il suffit d'acheter des actions d'une autre Société. Ce procédé ne devient dangereux que si une part importante est ainsi prise dans l'industrie dont il s'agit. Cette participation est assez souvent difficile à rechercher en raison du laconisme voulu des bilans et de la vitesse de circulation des titres.

3°) *Concession de licences*: Cette difficulté confine à une impossibilité d'investigation dans le cas de concession d'une licence; bien que souvent secrète, cette pratique est fréquente et entraîne des redevances appréciables.

Ainsi une des rares Sociétés qui publient la rubrique « Redevances pour droits de licence », la Société Anonyme des Automobiles Industrielles Saurer à Suresnes, indique à l'exercice de 1930 une somme de 68.285 francs suisses due à la Société Saurer de Zurich.

C. — *Réapparition du contrôle suisse dans l'organisation financière moderne: Holding Companies*

Lorsque la participation devient prépondérance et englobe plus de la moitié du capital de la firme, le contrôle entier de l'entreprise appartient à la Société créancière. On est alors en présence d'une Holding Company. Ces sortes de sociétés ont pris une importance extraordinaire sur leur terre d'élection, les Etats-Unis.

Désignées sous le nom de Holding, Sociétés financières Omniums, leur but est analogue: contrôler et diriger les Sociétés. En Suisse, ces sociétés étaient à fin 1930 au nombre de 283 possédant un capital de plus de 1 milliard. Elles se sont volontiers établies en Suisse en raison de la neutralité perpétuelle qui garantit les valeurs privées, en cas de guerre, en raison de la stabilité monétaire et les privilèges fiscaux concédés par certains cantons.

Impossibilité d'évaluation des capitaux ainsi placés

Malgré les efforts très louables de MM. Rambert et Toggweiler, il a été impossible d'établir, sur ce nouveau genre d'utilisation des capitaux, des statistiques donnant les éléments nécessaires à une étude sérieuse.

Néanmoins l'agrandissement toujours plus accéléré des entreprises, la concentration constamment plus poussée des capitaux contribuent à donner à cet aspect une importance primordiale.

Développement considérable

Le tableau suivant donnera une idée de l'importance relative des capitaux investis dans les Etablissements suisses et étrangers de la « Nestlé and Anglo-Swiss Condensed Milk.

Intérêts à l'étranger en % des intérêts en Suisse :

1905	85	1914	150
1906	74	1915	170
1907	76	1916	150
1908	83	1917	150
1909	91	1918	700 plus Amérique.
1910	90	1919	750
1911	104	1928	890
1912	128		
1913	140		

Il est vrai que cette Société possède en dehors de ses 80 fabriques, plus de 300 dépôts, agences et maisons de vente; elle s'est en outre assuré la prépondérance dans 12 Sociétés subsidiaires ou associées.

En Europe, elle possède des fabriques en Suisse, Angleterre, Espagne, Hollande, Norvège, Suède et France. Elle avait dû liquider les intérêts qu'elle possédait en Allemagne et en Autriche et possède encore des participations importantes en Afrique du Sud et au Brésil.

Avantages des Holding Companies

Cette sorte de Sociétés a de gros avantages: elle supprime la concurrence des Sociétés affiliés, permet l'intégra-

tion, unit les industries similaires des pays lointains et conserve les débouchés contre toutes les embûches que les Etats peuvent dresser. C'est une forme supérieure particulièrement souple et puissante de concentration.

Au point de vue financier, elles facilitent la répartition des risques et, par voie de conséquence, stabilisent les revenus et permettent une économie appréciable de capitaux. Elles mettent en évidence les facteurs d'intelligence et de direction qui forment une des qualités maîtresse du peuple suisse.

Du point de vue national, les Sociétés contrôlées peuvent être considérées comme des entreprises suisses en exil et, si elles fécondent les industries étrangères, les intérêts et dividendes qu'elles rapportent constituent un élément actif de la balance commerciale et un soutien puissant du change.

Trusts

La progression très rapide des trusts et Holding trusts nous semble suffisamment prouvée par la comparaison des deux chiffres suivants :

Tandis qu'en 1929 la Suisse comptait 770 Sociétés financières possédant un capital de 1.961.113.000 francs suisses, en 1930 leur nombre atteint 985 et représente un capital de 2.547.654.000 francs suisses.

Leurs sièges sociaux se concentrent pour la plupart dans les grands centres où la facilité des communications permet des transactions rapides. Genève arrive en tête avec 176 sociétés, suivie de près par Zurich avec 160 sociétés et Glarus avec 153. Ensuite leur nombre tombe aussitôt au-dessous de 100 (Bâle : 97), puis au-dessous de 50.

CHAPITRE IV

Les Bourses

Importance internationale

Cette forme de contrôle des sociétés n'est souvent que la contre-partie d'une mise de fonds, par l'intermédiaire des bourses, sous forme de titres dont les droits trop longtemps divisés s'étaient estompés (1).

Les bourses de valeurs sont très nombreuses en Suisse. Trois seulement se sont développées jusqu'à remplir un rôle international, ce sont celles de Zurich, Genève et Bâle placées sur les confins du territoire.

Bien que essentiellement différentes dans leur organisation, leur but poursuivi est le même et leur développement n'est pas influencé par des différences de constitution. Nous ne voulons ici que montrer l'importance des bourses dans le cadre international.

Il suffit de consulter un journal financier pour voir que les Sociétés dont nous avons parlé au chapitre précédent sont cotées. Nous verrons également de très nombreuses sociétés, villes et Etats Etrangers.

(1) *Les Holdings sont donc encore un moyen de défense contre les libertés prises par les Sociétés Anonymes dont les actionnaires dispersés se bornaient trop souvent à toucher les dividendes.*

*Répartition des émissions en émissions intérieures et
émissions étrangères*

Le tableau suivant donnera pour ces 3 dernières années une idée de l'importance et de la progression des émissions nationales et étrangères.

Emissions intérieures et étrangères en Suisse

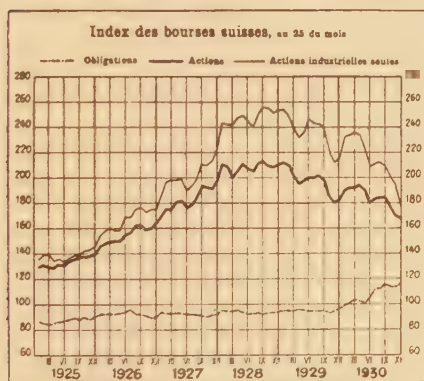
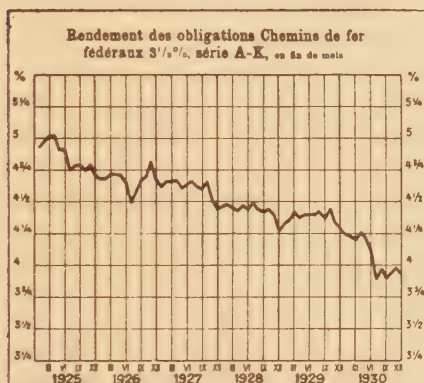
(Millions de \$)

	1928	1929	1930
Emissions intérieures	57	131	61
Emissions étrangères	18	21	60
Pourcentage ...	24,0 %	13,9 %	49,6 %

Nous remarquerons également un bon nombre de valeurs internationales sur lesquelles il est fructueux de faire l'arbitrage.

Mais surtout nous constaterons que les bourses suisses, malgré la position très solide de leurs industries subissent actuellement une dépréciation semblable à celle qui s'est emparée des autres marchés mondiaux.

Si l'on prend pour base la valeur d'émission (100), le nombre indice est, en septembre 1931, de 108,5 pour les actions, tandis que, malgré la baisse de l'intérêt, les obligations (Confédération et C. F. F.) oscillent aux environs de 96. Néanmoins, l'ampleur des transactions est donnée par le nombre d'affaires traitées.



A la bourse de Genève, le nombre d'affaires traitées s'est élevé en 1928 à 69.764, en 1929 à 61.783, et en 1930 à 59.560.

A Zurich, l'année 1928 a vu 101.735 transactions contre: 1929, 83.318 et 1930, 78.325 pour des montants respectifs de 10.121,3 millions, 6.769,3 et 5.284,5.

La Bourse de Bâle avait fait pendant le même temps des virements pour des sommes de 2.632,3, 1.409,3 et 1.121,2.

Ces chiffres suffisent, croyons-nous, à prouver l'importance des bourses suisses tant dans le cadre national que dans l'intérêt général.

Naturellement, les cours cotés ont considérablement diminués depuis 1929. Cette chute provient cependant exclusivement de l'étranger et laisse une situation nette et propice pour le moment si longtemps attendu où enfin la confiance renaîtra.

Le tableau ci-contre donne une idée des pertes subies par les différentes valeurs.

Marché de quelques valeurs suisses et étrangères cotées aux bourses suisses

COURS AU		31 Décembre 1930	31 Juillet 1931	30 Septembre 1931	DIFFÉRENCE EN %	
					sur 31 Dé- cembre 1930	sur 30 Juillet 1931
Banques	Comptoir d'Escompte de Genève	544	334	195	64	41
	Crédit Suisse	912	772	550	38	23
	Sté de Banque Suisse .	827	725	195	33	24
	Union Financière	455	323	560	57	39
Valeurs Indus- trielles	Motor-Columbus	780	635	325	58	49
	American Securities ..	93	100	54	42	46
	Franco-Suisse d'Elec- tricité	480	370	290	39	21
	Kreuger	540	370	125	77	66
	Sté Italo-Argentine ...	249	173	100	59	42
	Lonza	527	140	100	47	29
	Nestlé	630	518	383	40	26
	Sté chimique de Bâle .	2.600	2.505	2.010	23	20
	Schappe (Zurich)	1.990	1.175	1.100	45	7
	Brown-Boveri	428	345	205	52	40

Syndicats

Les grandes banques ont encore cherché l'utilisation des capitaux dans l'émission des titres en prenant à leur propre compte les titres qui doivent être introduits en Bourse et elles se chargent de l'écoulement régulier sur le marché des capitaux.

C'est un moyen très employé et commode pour les Banques de favoriser l'exportation des capitaux sans engager beaucoup leur responsabilité.

Banque Populaire Suisse

La Banque Populaire Suisse est une de celles qui ont prêté le plus grand concours à ce genre d'opérations.

Nous reportant au nombre des titres fin 1930, nous remarquons: obligations d'Etats, villes, Banques, chemins de fer étrangers, 12.476.000 francs. Les participations syndicales, cartel de banques et autres s'élèvent à la somme de 57.036.000 francs. Cette participation n'est pas seulement faite à des valeurs suisses mais aux valeurs étrangères suivantes:

Etranger

12.000.000	6 %	Badische Landeselektrizitätsversorgung Karlsruhe	25 8
40.000.000	5 1/2 %	Rheinkraftwerk Albbriick-Dogern A. G. Waldshut à/Rh	30/5
92.000.000	5 1/4 %	du Reich	35
25.000.000	7 %	de la République Autrichienne	27
10.000.000	6 %	O. Englebert Fils et C ^o Liège	28/5

20.000.000	5 1 2 %	des Glaceries de Saint-Roch S. A. St-Roch Auvelais	25/15
15.000.000	6 %	de la Bafr. Nationale d'Ar- mes de guerre S. A. Herstal- Liège	30/7
15.000.000	7 %	lettres de gage de la Ban- que Commerciale Hongroise de Pest	20/6
Hfl.			
25.000.000	5 %	de la S. A. des Aciéries Réu- nies de Burbach-Eich-Dude- lange	50/6
		favrielen Eindhoven (Hollande)	25/6
		vrielen Eindhoven (Hollande)	25/6
15.000.000	4 1/2 %	du Royaume de Belgique .	55/6
Dollar			
15.000.000	5 %	Berliner Stadt. Eletrizitats- weeke A/G Berlin	25/5
30.000.000	5 %	N. V. Philips' Gloeilampen-	

Société de banque suisse

Prenons une autre banque très intéressante par l'ensemble de ses travaux. La Société de Banque Suisse dont le siège est à Bâle. Cette importante firme nous indique dans son dernier rapport les résultats obtenus et constate au point de vue international que la vie économique de la Suisse — également de la Banque — dépend de la crise boursière des Etats-Unis de l'Amérique du Nord qui a entraîné une faiblesse générale des pouvoirs d'achat amenant un déséquilibre formidable de l'accumulation et de la dépréciation des stocks de marchandises: surcroît d'offres, carence d'achat. On constate également une progression tout à fait intéressante. Le bilan passe de 1.591

millions de francs l'an dernier à 1.636 millions cette année avec de très fortes disponibilités de caisse à cause de la difficulté de trouver un emploi possible de l'argent à court terme.

Le produit des coupons des monnaies étrangères et des immeubles a également progressé. La banque a amorti de nouveau un demi million sur ses hôtels de banque, si bien que le rapport pour le nouvel actif s'élève à 17.081.678.35.

Mais si cette constatation représente pour nous quelque chose d'intéressant, combien sommes-nous curieux d'examiner dans quelques chiffres du budget certains nombres. Je retiens seulement en ce qui concerne le placement en participation permanente 150.000 francs suisses au Crédit Commercial de France. Notre attention se porte davantage sur les actions en portefeuille et nous nous apercevons que sous la rubrique « banques » ce chiffre s'élève à la somme de 18.427.426.30 pour lequel l'investissement suisse atteint à peine 8.900.000 francs, tandis que l'étranger possède deux chiffres intéressants :

Grande-Bretagne	249.975
Autres pays	9.277.079.30

Pour les actoins de transport nous relevons même observation. Leur chiffre s'élève à 800.346 francs dont 602.081 pour les entreprises de transports étranger.

Les entreprises industrielles figurent dans le portefeuille « actions » pour 12.191.836.05 dans lequel 4 millions 512.486.05 sont investis dans les entreprises étrangères.

Enfin, pour la rubrique des obligations, nous donnons le tableau suivant :

B. — *Obligations*

Etats et ville

Suisse	frs.	693.541.65	
Grande-Bretagne	»	2.557.918.75	frs. 7.597.316.50
Autres pays	»	4.345.856.10	

Entreprises de transport

Suisse	frs.	707.581.05	
Grande-Bretagne	»		frs. 1.461.902.05
Autres pays	»	754.321	

Banques

Suisse	frs.	1.360.126.60	
Grande-Bretagne	»		frs. 3.585.850.10
Autres pays	»	2.225.723.50	

Entreprises industrielles

Suisse	frs.	452.844.45	
Grande-Bretagne	»	378.039	frs. 4.609.852.70
Autres pays	»	3.778.969.25	

Obligations diverses

Suisse	frs.	5.503.228.85	
Grande-Bretagne	»		frs. 5.617.629.60
Autres pays	»	114.400.75	
			22.872.550.95

Ces chiffres n'ont pas besoin de commentaire. Ils prouvent combien cette banque importante a investi de capitaux à l'étranger.

Notons les émissions faites pendant les derniers exercices seuls ou avec le concours d'autres banques et nous noterons comme placement à l'étranger :

Emprunt extérieur 4 1/2 % du royaume de Belgique.

Emprunt extérieur 6 % de la République du Chili.

Emprunt international 5 1/2 % du Reich Allemand.

Emprunt international 7 % de la République Autrichienne

Emprunt extérieur garanti 6 % or de la ville de Santiago du Chili.

Emprunt 5 % de la Cie du Chemin de fer de Paris à Orléans.

Emprunt 7 % lettres de gage de la Banque Commerciale Hongroise de Pest à Budapest.

Emprunt 4 1/2 % de la Sté Anonyme Brown Boverie et Cie à Baden.

Emprunt 5 % de la S. A. des Aciéries Réunies de Burbach Eich Dudelange (Arbed).

Emprunt 6 % de la Badische Landeselektrizitätsversorgung A/G.

Emprunt 6 1/2 % de la Deutsche Rentenbank-Kreditanstalt à Berlin.

Emprunt 6 % de la Fabrique Nationale d'Armes de guerre S. A.

Emprunt 5 % de la S. A. des Fours à Coke de Selzaete

Emprunt 5 1/2 % de la S. A. des Glaceries de St-Roch.

Emprunt 5 % de la N. V. Philips « Gloeilampensabriken »

Emprunt 5 1/2 % les rives de Pangins A.

Emprunt 4 1/2 % de la Kraftwerk Reckingen Aktiengesellschaft.

Emprunt 6 1/2 % de la Società Idroelettrica Piemonte.

Emprunt de conversion 5 1/2 % du Gouvernement Impérial Japonais.

Baltimore et Ohio Railroad Company 4 1/2 % 31-Year convertible Gold Bonds.

Chesapeake et Ohio Railway C^o 4 1/2 % Refund and Improv. Mortg. Gold Bonds Series B.

Chicago Rock Island et Pacific Railway C^o 4 1/2 % 30-Year Gold Bonds.

Pennsylvania Railroad 4 1/2 % Gold Deb Bonds.

American Téléphone et Télégraph Co 5 % 35-Year Debentures.

International Téléphone et Télégraph Corporation 5 % 25-Year Debentures.

Royal Dutch Company 4 % 15-Year Debentures with Warrants.

Western Union Télégraph Company 5 % Gold Bonds.

Banque Fédérale Suisse

La Banque Fédérale Suisse a participé, en 1930, principalement à l'émission des titres suivants :

4 1/2 % Emprunt de la Confédération Suisse, fr. 250.000.000 de 1930.

4 % Emprunt de la Confédération Suisse fr. 150.000.000 de 1930.

4 1/2 % Emprunt du Canton d'Argovie, fr. 15.000.000 de 1930.

4 1/2 % Emprunt du Canton de Bâle-Ville, fr. 25.000.000 de 1930.

4 1/2 % Emprunt du Canton de Berne, fr. 10.000.000 de 1930.

4 % Emprunt du Canton de Berne, fr. 25.000.000 de 1930.

4 1/2 % Emprunt du Canton de Genève, fr. 18.000.000 de 1930.

4 3/4 % Emprunt du Canton des Grisons, fr. 12.000.000 de 1930.

4 1/2 % Emprunt du Canton de Neuchâtel, fr. 30.000.000 de 1930.

4 3/4 % Emprunt du Canton de Thurgovie, fr. 18.000.000 de 1930.

4 1/2 % Emprunt du Canton de Zurich, fr. 25.000.000 de 1930.

- 4 % Emprunt de la Ville de Berne, fr. 25.000.000
 de 1930.
- 4 3/4 % Emprunt de la ville de Lausanne, fr. 8.000.000
 de 1930.
- 4 % Emprunt de la ville de Lausanne, fr. 30.000.000
 de 1930.
- 4 1/4 % Emprunt de la Commune du Locle, fr.
 2.000.000 de 1930.
- 4 1/4 % Emprunt de la ville de Vevey, fr. 4.000.000 de
 1930.
- 4 % Emprunt de la ville de Winterthour, fr.
 10.000.000 de 1930.
- 4 1/2 % Emprunt de la ville de Zurich, fr. 30.000.000
 de 1930.
- 4 % Emprunt de la ville de Zurich, fr. 25.000.000
 de 1930.
- 5 1/2 % Emprunt de la Société Continentale de Valeurs
 bancaires et industrielles, Bâle, fr. 40.000.000
 de 1930 (émission de fr. 12.500.000).
- 4 1/2 % Emprunt du Crédit Foncier Vaudois, Lausan-
 ne, fr. 35.000.000 de 1930.
- 5 % Emprunt de la banque hypothécaire Suisse
 Argentine, Zurich, série K, fr. 10.000.000
 de 1929.
- 4 1/2 % Emprunt des Forces Motrices Bernoises S. A.,
 Berne, fr. 15.000.000 de 1930.
- 4 % Emprunt des Entreprises Electriques Fribour-
 geoises, Fribourg, fr. 15.000.000 de 1930.
- 5 % Emprunt de la Kraftwerk Ryburg-Schkorstadt
 S. A., Rheinfelden, fr. 30.000.000 de 1929.
- 5 % Emprunt des Kraftwerke Oberhasli S. A., In-
 nertkirchen, fr. 18.000.000 de 1930.

- 4 % Emprunt des Kraftwerke Sernf-Niederebach S. A., Schwanden, fr. 11.000.000 de 1930.
- 5 % Emprunt des Nordostschweizerische Kraftwerke S. A., Baden, fr. 10.000.000 de 1930.
- 4 1/2 % Emprunt des Nordostschweizerische Kraftwerke, S. A., Baden, fr. 10.000.000 de 1930.
- 5 % Emprunt de la Aktiengesellschaft für Unternehmungen der Textilindustrie, Glaris, fr. 12.500.000 de 1929.
- 5 % Emprunt de la Société Anonyme Adolphe Saurer, Arbon, fr. 10.000.000 de 1930.
- 4 1/2 % Emprunt de la Société Anonyme pour l'industrie de l'aluminium, Neuhausen, fr. 25.000.000 de 1930.
- 5 1/2 % Emprunt de la Ebauches S. A., Neuchâtel, fr. 8.000.000 de 1930.
- 5 % Emprunt hypothécaire de la Société de la Station Climatique de Leysin, fr. 5.000.000 de 1930.
- 4 1/2 % Emprunt extérieur du Royaume de Belgique, tranche suisse de fr. 31.200.000 de 1930.
- 5 1/2 % Emprunt international du Gouvernement Allemand, tranche suisse de fr. 92.000.000 de 1930.
- 7 % Emprunt international du Gouvernement Autrichien, tranche suisse de fr. 25.000.000 de 1930.
- 4 % Government of the Dominion of Canada, 30-year Gold Bonds, 1930, \$ 100.000.000.
- 6 % Emprunt extérieur de la République du Chili, tranche suisse de fr. 15.000.000 de 1930.
- 6 % Emprunt extérieur de la ville de Santiago du Chili, fr. 25.000.000 de 1929.
- 5 1/2 % Emprunt du Gouvernement Impérial du Japon, £ 12.000.000, tranche anglaise de 1930.

- 6 1/2 % Emprunt de la Deutsche Rentenbank-Kreditanstalt (Landwirtschaftliche Zentralbank), Berlin, fr. 25.000.000 de 1930.
- 7 % Lettres de gage de la Banque Commerciale Hongroise de Pest, Budapest, fr. 15.000.000 de 1930.
- 6 % Emprunt de la Badische Landeselektrizitätsversorgung Aktiengesellschaft (Badenwerk), Karlsruhe, tranche suisse de fr. 8.000.000 de 1930.
- 4 1/2 % Emprunt de la Kraftwerke Reckingen Aktiengesellschaft Reckingen (Bade), fr. 15.000.000 de 1930.
- 5 1 2 % Emprunt hypothécaire de la Rheinkraftwerk Albbruck-Dogern Aktiengesellschaft, Waldshut s. Rh., fr. 40.000.000 de 1930.
- 6 % Emprunt de la Rheinisch-Westfälische Elektrizitätswerk A. G., Essen, \$ 20.000.000 de 1930.
- 7 % Emprunt du Ruhrverband, Essen, hfl. 5.000.000 de 1930.
- 6 1/2 % Emprunt de la Societa Idroelettrica Piemonte, Turin, tranche suisse de fr. 25.000.000, série B de 1930.
- 5 % Emprunt de l'Energie Electrique du Littoral Méditerranéen, Paris, fr. 150.000.000 de 1930.
- 5 % Emprunt de la Société d'Electro-Chimie, d'Electro-Métallurgie et des Aciéries Electriques d'Ugine, fr. 120.000.000 de 1930.
- 4 % Emprunt de la Compagnie des Chemins de fer du Midi, Paris, Fr. 140.000.000, série étrangère de 1930.
- 5 % Emprunt de l'Energie Electrique du Rhin, Mulhouse, Ffr. 250.000.000 de 1930.

- 6 % Emprunt de l'Union Minière du Haut-Katanga, Bruxelles, hfl. 10.000.000 de 1930.
- 5 1/2 % Emprunt de l'Union Chimique Belge S. A., Bruxelles, tranche suisse de hfl. 7.500.000 de 1930.
- 6 % Emprunt de la Fabrique Nationale d'Armes de guerre S. A., Herstal-lez-Liège, fr. 10.000.000 de 1930.
- 6 % Emprunt de la O. Englebert Fils et C°, Soc. en com. par actions, Liège, fr. 10.000.000 de 1930.
- 5 1/2 % Emprunt de la Société Anonyme des Glaceries de St-Roch, St-Roch-Auvelais (Belgique), fr. 20.000.000 de 1930.
- 5 % Emprunt de la Société Anonyme des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange (Arbed) Luxembourg, tranche suisse de hfl. 5.000.000 de 1930.
- 5 % Emprunt des N. V. Philips' Gloeilampenfabrieken, Eindhoven, tranche suisse de hfl. 10.000.000 de 1930.
- 4 1/2 % Baltimore et Ohio R. R. C° 30-year Convertible Bonds, 1960, \$ 63.031.000.
- 4 1/2 % Pennsylvania Railroad Company 40-year Gold Debentures 1970, \$ 60.000.000.
- 5 % American et Foreign Power C°, Inc. Gold Debentures, 2030, \$ 50.000.000.
- 6 % Northwestern Power Company Ltd First Mortgage Sinking Fund Convertible Bonds Series A, 1960, \$ 10.000.000.
- 4 1/2 % The Shawinigan Water and Power Company First Mortgage and Collateral Trust Sinking Fund Gold Bonds Series D., 1970, \$ 20.000.000

- 5 % Western Union Telegraph Company Gold Bonds
 1960, \$ 35.000.000.
- 5 1/2 % Paramount Public Corporation 20-year Sinking
 Fund Gold Bonds, 1950, \$ 15.000.000.

Le total des versements opérés sur le solde des engagements au 31 décembre 1930 s'élève à la somme de fr. 4.565.728,20.

„Ces chiffres peuvent prouver combien cette banque importante a investi de capitaux à l'étranger.

Banque Leu

La Banque Leu et Cie fondée en 1755 nous apporte également le témoignage d'une grande activité et si nous ne rentrons pas dans le détail des bilans qui est beaucoup moins important que dans la banque précédente, qu'il nous soit permis tout de même de noter que la participation de cette Banque dans le Syndicat d'Emissions d'Affaires Etrangères se présente de façon assez variée

- Emprunt 5 1/2 % Anleihe Sudamerikanische Elektrizitäts Gesellschaft Zurich.
- » 5 1/2 % Continentale Gesellschaft für Bank u. Industrierwerke Basel.
- » 4 1/2 % A. G. Brown Boveri et Cie, Baden.
- » 5 % Nordestschweizerische Kraftwerke A. G. Baden.
- » 5 % A. G. Adolph Saurer Arbon.
- » 5 1/2 % Intern. Anleihe des Deutschen Reiches.
- » 6 % Anleihe République Chile.
- » 5 % Cie du Chemin de fer de Paris à Orléans.
- » 7 % Internat. Anleihe der Republik Österreich.

- » 6 1/2 % Anleihe Deutsche Rentenbank und Kreditanstalt Berlin.
- » 6 1/2 % Anleihe Sta Idrolettrica Piemonte Turin.
- » 5 1/2 % Anleihe S. A. Glaceries de St-Roch à Saint-Roch Auvelais.
- » 7 % Pfandbriefanleihe Pester Ungar, Commercialbank Budapest.
- » 6 % Fabr. Nationale d'armes de guerre S. A. Herstalles, Liège.
- » 6 % Badische Landeselektrizitätsversorgung A. G. Karlsruhe.
- » 5 % Sté des Fours à Cokes de Selzaete Brussel.
- » 4 1/2 % Kolifreicj Belgien.
- » 5 % S. A. des Aciéries Réunies de Brubach Eich Dudelange Luxembourg.
- » 5 1/2 % Union Chimique Belge S. A. Brussel.
- » 5 % Philips Gloulampenfabrek, Eindhoven.
- » Aktien Sta Méridionale di Electricita Napoli.
- » Aktien Compania Italo-Argentina de Electricidad Buenos-Ayres.

Crédit Suisse

Le bilan du Crédit Suisse indique tout d'abord un mouvement général de fonds beaucoup plus important de frs: 75,258,224,516,40 contre frs: 68,095,018,549,42 de l'année précédente. Rien que ces chiffres nous prouvent quelle est l'activité formidable des banques suisses.

Le capital de cette banque est de 150,000,000. Ses réserves sont de 50,000,000, le capital-obligations est de 321,100,600 francs.

Le total des engagements s'est élevé à 1.580.000.000 mais c'est surtout la rubrique « Portefeuille et syndicats » qui retient notre attention. Dans cette rubrique nous retenons notamment quelques précisions sur la spécification des titres et placements permanents à l'étranger.

		Valeur	
Taux d'Int.	OBLIGATIONS	Cours d'Invent.	
6	S. A. Usines Electriques du pays de Bade de 1928	70	168.000
6	Industrial Mortgage Bank of Finland de 1930	70/35	350.000
4 1/2	Service contractuel des Messageries Maritimes S. A. Paris 1930	80/2	424.000
5 1/2	Sté Métallurgique de Sambre et Moselle 1930	80/2	600.000
4	Dominion of Canada Gold Bonds per 1960	80/5	112.000
5 1/2	American Metal Co Gold Notes per 1954	80/5	496.000
6	Van Sweringuen Corp Gold notes per 1855	70/5	619.500
6 1/2	Piedmont Hydro Electric Co Firts Mortgage and Refunding Gold Bonds per 1960 Série « A »	65/5	393.250
ACTIONS			
2.000	Banque Hypothécaire Suisse Argentine	500	1.000.000

500 l'Intercontinental Sté			
de placement	500	250.000	
60 Association Pererhof	8.000	480.000	
25 Cie Européenne Gle de			
Réassurance 25 %			
versés	2.000 /	12.500	
Montant Nominal	OBLIGATIONS	Cours	Net
\$ 50.000 City of Antwerp 1958			
5 %	60 %	150.000	
" 100.000 City of Budapest			
1962 6 %	60 %	300.000	
" 40.000 City of Copenhagen			
1953 4 1/2 %	60 %	120.000	
R. M. 1.100.000 Deutsche Gold Pfand-			
briefe	80 %	1.056.000	
900.000 Deutsche Gold Pfand-			
briefe 7 %	75 %	810.000	
\$ 100.000 Commerz und Privat-			
bank A. G. Notes			
1937 5 1/2 %	60 %	300.000	
" 50.000 Gelsenkirchner Berg-			
werks Gesellschaft			
1934 6 %	60 %	150.000	
" 100.000 Harpener Bergbau A.			
G. 1949 6 %	60 %	300.000	
" 40.000 Ilseder Hutte 1948 6			
%	60 %	120.000	
" 50.000 Siemens et Halske Sie-			
mens SchuckertWer-			
ke 6 1/2 %	65 %	175.000	
" 60.000 Vereonigte Stahlwer-			
ke Dusseldorf 1951			
6 1/2 %	65 %	195.000	

	»	90.000	Vereinigte Industrie Unternehmungen			
				Berlin 6 1/2 %	65 %	292.500
	»	100.000	Shell Pipe Line C ^o			
				1952 5 %	65 %	325.000
L.		10.000	Deutsches Kalisyn- di- kat G. M. b. H. 1929			
				6 1/2 %	60 %	150.000
R. M.		500.000	I. G. Farbenindustrie (convertissable en ac- tions)	6 %	80 %	480.000

Nombre de titres ACTIONS

246	Banque Hypothécaire Suisse-Argentine		
		400	98.400
200	Sté Internationale pour entreprises chimi- ques S. A.		
		500	100.000
500	Sté Anonyme du Li- noléum à Giubiasso		
		80	40.000
1.000	Linoléum-Aktiebolaget Forshaga Stockholm		
		100	100.000
625	Ateliers de construc- tion Oerlikon		
		400	250.000
2.000	Delaware et Hudson C ^o		
		10/5	1.000.000
3.000	New-York Central R. R. C ^o		
		100/5	1.500.000
3.000	Pennsylvania R. R. C ^o		
		43/5	675.000
2.500	Union Pacifique R. R. C ^o Common Stock		
		150/5	1.875.000
1.000	Consolidated C ^o of New-York		
		50/5	250.000

1.000 North America Com-		
mon Stock	50/5	250.000

La Banque Fédérale nous communique son 67^e rapport et elle pose comme principe le caractère vraiment international de la question bancaire dans l'investissement des capitaux.

Elle déplore la répercussion de la crise sur l'économie nationale suisse car elle a vu le recul à la fois des exportations et de la balance commerciale.

Avec cette conviction le rapport insiste sur la liquidité extraordinaire du marché monétaire suisse et on note en ce qui concerne les emprunteurs cette remarque particulière: les nouvelles demandes des emprunteurs suisses tiennent dans les mêmes limites que l'année précédente avec 278.000.000. Nombreuses ont été les émissions d'emprunteurs étrangers qui ont su profiter des bonnes dispositions du marché.

Le bénéfice net pour l'année 1930 s'élève à la somme de 9.449.922,13 fr., déduction faite de la somme de 1 million 101.390,71 pour les amortissements.

Cet important établissement de crédit nous donne dans la rubrique « Etat des fonds publics » quelques détails que nous reproduisons à titre de référence.

Etat des fonds publics au 31 décembre 1930

400 Compania de Electri-		
city	300	120.000
250 Missouri Pacific R. R.		
C ^o preferred shares	80	100.000
200 New-York Central R.		
R. C ^o	80	80.000

6.000	Sté Nationale des Che-		
	mins de fer Belges,		
	actions privilégiées	50	300.000
350	Sté Générale de Bel-		
	gique, parts de ré-		
	serve	400	140.000
R. M.	500.000 Gemeinschaftsgruppe		
	Deutscher Hypothe-		
	ken banken	80	480.000

Remarquons en terminant le chiffre formidable de 540.000 francs suisses pour l'emprunt hypothécaire des banques allemandes.

La participation dans les syndicats affecte une somme de 4.659.728,20 fr. Nous tenons la liste des Syndicats et il n'y a qu'à la parcourir rapidement pour nous rendre compte de l'extraordinaire proportion des fonds affectés à l'étranger.

Mais le travail le plus important est réalisé par la Banque Nationale Suisse. C'est elle qui maintenant va devenir comme l'établissement type qui renseignera toutes les personnes susceptibles de s'occuper de cette documentation avec plus de fruits.

Depuis 1918, les banques suisses remettent trimestriellement leur bilan à la Banque Nationale Suisse. Dorénavant ce bilan sur formule uniforme sera remis tous les mois afin que cette grande banque puisse en opérer les publications régulières. Nous avons vu dans notre deuxième partie tout l'avantage que l'on peut en tirer.

*Influence sur l'évolution financière de la Suisse des
organismes internationaux*

Il n'existe pas de problème politique dont la solution ne soit dictée par des considérations économiques et financières. Si l'idée du rôle économique, à côté de ses devoirs politiques, que devait jouer la Société des Nations était tout à fait étrangère aux conceptions premières du Président Wilson, les principaux auteurs du pacte et les représentants des différentes Nations ont vite été des partisans convaincus de l'extension des pouvoirs de la Société Internationale. Il ont compris que pour servir utilement les intérêts de la paix, ils devaient attaquer la guerre dans ses causes profondes et non seulement dans ses menaces immédiates. Pour atteindre ce but, il fallait, par des ententes entre Etats concurrents, chercher à atténuer les antagonismes, dangereux pour la paix, qui naissent de la rivalité commerciale et de toutes autres oppositions d'intérêts économiques.

D'autre part, il fallait accoutumer les Nations à conjuguer leurs efforts et leurs difficultés communes en vue de les surmonter de concert. Ainsi se créent, dans une atmosphère de confiance mutuelle, des habitudes de collaboration internationale. Ainsi, en luttant contre les fléaux qui, ne respectant aucune frontière, les menacent tout entière, l'humanité serait conduite à prendre plus nettement conscience de ses intérêts collectifs et de la solidarité réelle entre tous les peuples dont elle se compose.

Par le fait même de sa position géographique et de la présence sur son sol de cet organisme, la Suisse ne pouvait rester indifférente aux travaux entrepris.

Société des Nations

Malgré l'aide très efficace que ses représentants ont apportée aux organismes politiques, notamment aux comités techniques de la Société des Nations, c'est certainement l'organisation économique et financière aux travaux de laquelle la Suisse a collaboré le plus activement et le plus efficacement.

Bien que la Suisse ait tenu une part très prépondérante dans les Assemblées économiques, nous ne traiterons ici, pour ne pas sortir de notre sujet, que de son activité financière. Ce qui intéresse la Suisse au plus haut point est incontestablement la question de la double imposition. Le rôle de la Confédération Helvétique au sein de cette commission fut assez délicat. Elle ne saurait s'engager par un accord international à prendre à l'égard des capitaux étrangers des mesures de répression sans se heurter à l'opposition systématique de beaucoup d'administrations cantonales et sans provoquer la fuite de ces capitaux attirés précisément par cette sorte de clandestinité. D'autre part, un refus de collaboration à l'œuvre entreprise contre l'évasion fiscale entretiendrait les suspicions qui pèsent sur la Suisse en tant que receleurs de capitaux tenant à échapper à l'emprise fiscale de la nation à laquelle ils appartiennent. Bien que la question ne soit pas encore complètement résolue, il semble que l'on ait trouvé un texte transactionnel susceptible de concilier tous les intérêts en jeu.

Mais la Suisse n'a pas borné son activité à ce rôle passif de l'élaboration de conventions. Elle a coopéré au sauvetage de nombreuses monnaies.

La nouvelle Autriche était sortie très affaiblie de la guerre. Une grande partie de son territoire lui avait été

enlevée, elle ne comportait plus que les énormes plaines agricoles du Tyrol dont la seule production réside dans l'agriculture: il s'agit en particulier de terres dont la richesse n'était pas suffisante pour permettre une réadaptation aux circonstances nouvelles. Aussi, dès 1920, ce nouveau pays se trouvait-il dans une situation extrêmement précaire.

Il fit appel à la Société des Nations qui lui consentit deux milliards de francs environ d'avance en vue de permettre une restauration de son économie. La Suisse trouva là un débouché facile pour ses capitaux et coopéra au sauvetage de l'ancienne monarchie par un crédit de 25 millions de francs.

Mais ces avances ne furent pas suffisantes. Un nouvel effondrement eut lieu en 1922, plus grave encore que le premier, et les principales nations européennes lui accordèrent un emprunt de 600 millions de couronnes or. La Suisse ne participa pas d'ailleurs à cette nouvelle émission, mais elle contribua cependant à son succès en offrant ses places bancaires pour le placement des titres. D'autre part, elle avança 20 millions de couronnes et consentit un emprunt de 1 million à court terme en février 1923.

Sur les 600 millions de couronnes or de l'emprunt de 1922, une tranche de 25 millions fut réservée à la Suisse.

Ces crédits allégèrent le poids des charges que devait assumer la nouvelle Autriche, mais ne furent cependant pas suffisants pour en faire un pays répondant aux conditions économiques nouvelles.

L'autre partie de l'ancien Empire, la Hongrie, subit à peu près le même sort: un peu plus tard, en 1923, elle eut recours à la Société des Nations comme l'avait fait l'Autriche en 1920. Cette fois encore, la Suisse ne parti-

cipa pas directement et activement à l'émission des nouveaux titres mais réserva pour ses marchés une tranche de 30 millions de couronnes.

D'ailleurs, la situation de la Hongrie, pays industriel, est beaucoup moins précaire que celle de l'Autriche. La Hongrie, adaptée maintenant aux conditions économiques, constitue un pays assez florissant.

La coopération de la Suisse au redressement financier des troubles qu'avait causés la guerre ne se borna pas à ces deux emprunts. Toujours sous les auspices de la Sociétés des Nations, un emprunt fut émis en faveur de l'Office Autonome des réfugiés grecs auquel la Suisse coopéra pour 10 millions de livres.

Ces faits nous prouvent suffisamment, semble-t-il, que si la Suisse entend demeurer militairement neutre, elle ne nie pas les devoirs de solidarité économique qui lient sa prospérité à celle des autres nations européennes.

Banque des règlements internationaux

La Société des Nations avait été créée dans un but politique. A l'usage, on s'était aperçu que les questions économiques et financières étaient également très importantes; en vue de coordonner les efforts des différentes banques d'émission, un nouvel institut international vient d'être créé, la B. R. I.

La première tranche du capital composée de 112.000 actions de 2.500 francs suisses vient d'être placée dans les principaux pays à raison de 16.000 actions pour chacun. En outre un poste de 4.000 actions a été attribué à la Suisse et un poste semblable à la Hollande qui les ont placés dans le portefeuille de leur Banque d'émission.

La tranche de 4.000 actions réservée à la Suisse peut d'ailleurs être portée à 8.000 au maximum, soit une par-

ticipation de 10 à 20 millions de francs suisses pour un si petit pays. D'ailleurs, actuellement, le premier quart seulement a été versé, soit 2 millions 1/2.

La Suisse tire de la présence de ce nouvel établissement sur son territoire un nouveau prestige international. Mais les effets matériels ne peuvent encore en être appréciés, d'ailleurs il convient de bien se persuader que les revenus à en tirer ne s'adresseront pas directement à un Etat déterminé, mais à la collectivité tout entière, ainsi s'affirme une fois de plus la force des liens de solidarité qui unissent, à notre époque plus que jamais, les différentes nations.

Vue d'ensemble général

Nous voici parvenu au terme de cette étude. Il convient maintenant de dégager l'impression d'ensemble.

Nous avons constaté plusieurs fois au cours de notre ouvrage les fâcheuses répercussions de la crise mondiale sur l'activité suisse.

Ainsi, dans notre première partie, nous avons décrit avec un peu d'inquiétude le déséquilibre croissant de la balance commerciale et nous avons montré que l'opinion publique commençait à s'en émouvoir. Mais il convient de remarquer que cette disproportion entre les importations et les exportations a existé de tous temps. C'est une conséquence inéluctable de l'exiguité et de la pauvreté du sol. Si la balance est, en 1931, plus déficitaire que dans les années précédentes, c'est à cause de troubles exceptionnels en Europe et un meilleur équilibre se fera jour dès que ces circonstances passagères auront disparu.

En ce qui concerne l'activité financière, au contraire, le résultat est encore plus satisfaisant.

Le fléchissement ininterrompu de certaines devises considérées jusqu'ici, à juste titre, comme indissociables de l'étalon-or a immédiatement fait douter de la stabilité des autres monnaies. Beaucoup de capitalistes se sont demandé si le franc suisse, maintenu à la parité depuis de longues années, n'allait pas lui aussi être atteint par la crise qui ne connaît plus de frontières. Malgré le brusque renversement des situations les plus florissantes, nous croyons pouvoir affirmer que la monnaie suisse résistera victorieusement à toutes les rafales.

La position des Banques suisses reste forte à côté de la situation de beaucoup d'établissements étrangers et la sagesse que les dirigeants ont montrée dans cette période difficile nous semble une garantie suffisante pour l'avenir.

Les années 1927, 1928 et 1929 ont été, comme nous l'avons montré, très prospères pour l'industrie suisse. Aussi la Confédération Helvétique a-t-elle résisté longtemps à la crise alors que les pays anglo-saxons étaient déjà fortement atteints.

Cette période a permis aux cantons d'équilibrer leur budget jusque là souvent déficitaires et de réduire leurs dettes dans des proportions appréciables. Dans le même temps les banques ont porté leurs réserves de 429 millions de francs à 645 millions, soit une augmentation de 50 pour 100. Les dépôts d'épargne sont passés de 3,4 milliards à 4,7 milliards. Tandis que de nombreuses banques américaines durent fermer leurs guichets, la Suisse n'enregistre que quelques défaillances dont une seule a quelque importance.

Les retraits inexplicables dûs au premier moment de nervosité ont vite cessé et, aujourd'hui la population reste calme et attend avec sang-froid le moment où l'activité pourra reprendre. Pour parer aux retraits imprévus, les

banques avaient, dès le début de la crise, fait de gros sacrifices pour augmenter leurs disponibilités.

Aujourd'hui une trésorerie normale suffit aux besoins quotidiens. La monnaie suisse actuellement garantie à concurrence de 156 % confère à la Banque Nationale la position la plus forte de toutes les banques d'émission du monde.

En outre, la sagesse manifestée dans les placements des fonds étrangers a renforcé encore la solidité de la position bancaire internationale de la Suisse, alors que tant de grands Etats alléchés par un intérêt élevé s'étaient imprudemment aventurés.

Enfin, l'époque n'est plus où la richesse acquise pouvait être considérée comme immuable. Le temps balaye d'un coup de faux ces trésors amassés petit à petit et représentant le travail de nombreuses générations.

Le règne appartient aujourd'hui à la richesse circulante. Le travail, l'intelligence, l'activité de l'esprit et la rapidité des décisions constitueront, à l'avenir plus que dans le passé, la base de la richesse des individus comme de celle des nations. Cette constatation ne saurait que réjouir le peuple suisse qui a montré de tous temps la volonté et la ténacité dont il était animé pour faire de ce pays aride et pauvre le refuge vers lequel les yeux de tous les capitalistes convergent jusqu'à en faire la « plaque tournante des capitaux européens ».

CONCLUSION

Cette étude nous a donné l'exemple d'un pays que presque aucune disposition naturelle ne servait. Si les Suisses sont arrivés à se créer une si belle place dans le monde, c'est grâce à un travail opiniâtre de tous et parce qu'ils étaient unis dans un même sentiment de volonté pour s'opposer aux périls communs, dans l'oubli des rancunes qui pouvaient les avoir séparés, et insensibles aux sentiments de supériorité de race, aux divergences d'idées, de religion ou de langue qui ont causé ailleurs de si grandes perturbations.

A notre époque, où l'Europe en est encore à chercher ses bases, où l'on parle tant de Confédération Européenne, et où chacun s'évertue à élaborer un plan, un modèle qui a l'immense avantage d'être réalisé nous est fourni en miniature par la Confédération Helvétique où toutes les nuances qui différencient les hommes sont réunies.

A l'heure où les Etats cherchent à s'enfermer dans un nationalisme étroit et hérissent le continent de barrières douanières et de prohibitions de toutes sortes, les conjonctures économiques actuelles poussent les peuples à faire abstraction de leur personnalité et à s'entendre en toute franchise en vue d'une coordination de leurs efforts et d'une plus grande efficacité de leurs moyens de lutte. La Suisse peut s'honorer d'avoir été l'une des premières à comprendre la solidarité qui lie les différentes puissances et, animée d'un esprit sincère et conciliant, à lutter de concert pour régler d'un commun accord les difficultés

économiques qui, inexorablement, ne connaissant aucune frontière, ont envahi le monde.

C'est par application des principes de solidarité internationale que les puissances trouveront un remède aux maux qui les assiègent. C'est en luttant dans toute la mesure de leurs forces contre les maux qui guettent les puissances voisines que les Etats parviendront à éviter leur propre malheur.

Un grand pas a été fait dans cette voie pendant ces dernières années. Nous sommes heureux de penser que la France et la Suisse ont été parmi les plus actifs partisans du rapprochement des peuples dans un sentiment de fraternelle amitié, justifiant ainsi la belle parole de Vauvenargues que nous avons choisie pour devise : « C'est « un grand spectacle de considérer les hommes méditant « en secret de s'entrenuire et forcés néanmoins de s'en- « tr'aider contre leurs inclinations ou leurs desseins... »

Vu: le Président,

William OUALID.

Vu: Le Doyen,

H. BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer:

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- ALLIZE. — L'organisation des banques en Suisse.
LANDMANN. — Der Schweizerische Kapitalexport.
LEVINSOHN. — Histoire de l'inflation en Suisse.
LUSCHER-BURCKHARDT. — Die Schweizerischen Borsen.
MANASTA. — L'émigration des industries suisses.
MONTGOMERY. — Politique financière d'aujourd'hui spécialement en considération de la Suisse Lausanne.
SAYONS. — De la création en Suisse d'une banque centrale d'émission.
LEGRAIN. — Les Banques suisses.
VADE-MECUM. — Des Bourses de Zurich, Bâle, Genève, publié par le Crédit Suisse. Zurich.
VOGT. — Industrie politik der Schweizer. Grossbanken.
ZOLLINGER. — Fremdenverkehr und Zahlungs bilanz. Bilanz International. Wertubertragunger.
La Suisse géographique, politique et économique.

Publication des Banques

- Banque Nationale Suisse : Journal de statistique et Revue économique Suisse.
Le système monétaire de la Suisse.
Les chambres de compensation en Suisse.
Rapports de la Direction.
Société de Banque Suisse : Bulletins mensuels.
Crédit Suisse : »
Union des Banques Suisses : »

Schweizerische Kreditanstalt. Monats Bulletin.

» Volksbank: Monats Berichte.

Basler Handelsbank — Monats-Zirkulare.

Aktiengesellschaft Leu et Cie — Vierteljahrberichte.

Banque populaire suisse: Rapports.

Périodiques: Publications régulières non journalières.

Revue économique et financière suisse.

Revue économique franco-suisse.

Bulletin Commercial et Industriel Suisse, Genève.

Comptes-rendus de:

Association suisse des Banquiers.

Wirtschaft und statistik.

Statistische Quellenverkeder Schweiz, par le Bureau
fédéral de statistique.

Jahrbücher für National Oekonomie und statistik.

Zeitschüft für Schweizerische statistik und Volkswirtschaft

Annuaire statistique de la Suisse.

Contribution à la statistique Suisse.

Publications de la Société des Nations

Annuaire statistique international.

Mémorandum sur les balances des paiements et sur les
balances du commerce extérieur.

Mémorandum sur le Commerce international et sur les
balances des paiements.

Mémorandum sur la production et le commerce.

» sur les Banques centrales.

» sur les monnaies.

Journaux

A) Suisses.

New Zürcher Zeitung Zürich.

Journal de Genève, Genève.

Gazette de Lauzanne.

National Suisse.

Télégraaf und Zeitschrift für Schweiz.

B) Etrangers:

Le Temps — Paris.

L'Information — Paris.

La Journée Industrielle — Paris.

Journal des Economistes — Paris.

L'Economiste Français — Paris.

L'Economiste Européen — Paris.

Commercial and financial Chronicle — New-York.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
Considérations générales	8
Annonce du plan	9

LIVRE PREMIER

Section I — Aptitudes naturelles — Utilisation ...	11
--	----

Chapitre I — Eléments défavorables à l'évolution financière de la Suisse	11
A) Structure géologique	11
B) Sous-sol, climat	13
C) Absence d'unité de race, de religion, de langue	14

Chapitre II — Eléments favorables au développe- ment mondial de la Suisse. Elément naturel; Position géographique; Utilisation de cette po- sition	15
1°) Facteur matériel: Développement des voies ferrées	15
3°) Facteurs moraux; a) Force de l'union — Souplesse et solidité du lien fédéral	19
b) Clause de neutralité perpétuelle	19
c) Choix du territoire suisse comme siège des grands organismes internationaux	20

Section II — Etude de l'activité économique du point de vue du commerce extérieur.	
---	--

Chapitre I — Agriculture.

A) Culture.	
1°) Rareté du sol propre à la culture	21
2°) Intensification du rendement	22

3°) Rente de la fortune agricole après paiement des dettes	24
4°) Œuvre de la S. D. N. - Création de l'Institut international de crédit agricole	25
B) Industrie laitière.	
1°) Lait	27
2°) Utilisation:	
a) lait condensé, fromages	29
b) chocolat	30
C) Industries textiles:	
1°) Coton	31
2°) Soie	33
D) Industries métallurgiques:	
1°) Grosse métallurgie - Céramique.	
2°) Petite mécanique de précision - Horlogerie - Instruments d'optique - Petites machines	34
C) Industrie chimique	37
D) Energie électrique	38
E) Industrie hôtelière	39
Section III — Balance extérieure de la Suisse.	
A) Par ordre d'importance du trafic avec les pays étrangers	43
B) Par groupes de marchandises:	
1°) Importations	45
2°) Exportations	46
C) Evolution actuelle de la balance commerciale	
Déséquilibre de la balance avec l'Allemagne	
Dangers	48
Remèdes	51

LIVRE SECOND

Vie financière intérieure de la Suisse

Section I — Création des banques	55
Analogie avec la banque d'Amsterdam	57
Diversité des banques	57
Représentation de chaque type dans l'ensemble des 8 grandes banques	57

Section II — Développement depuis la guerre.

A) Actif.

1°) Par l'importance du bilan	59
2°) Par l'importance du capital-actions	60
3°) Par l'importance des fonds de réserve, portefeuille-titres	60

B) Passif.

1°) Extension des dettes en Banque	63
2°) Traités et acceptations	64
3°) Comptes débiteurs	65
Résultat: Progression des bénéfices	66
Appendice: Bons de caisse	66

Section III — Banque Nationale Suisse

A) Evolution.

a) Création - Statuts - Union latine	70
b) Nouveaux statuts	71
c) Garantie de la circulation fiduciaire	72
d) Politique des devises	74
e) Situation actuelle exceptionnellement fa- vorable	75

B) Etude des divers comptes

a) Fonds propres de la Banque	76
b) Affaires en devises	78
c) Comptes de dépôts	78
d) Couverture des billets	79
e) Bilan aux 31 juillet 1931 et décembre 1930	80
f) Mouvements du service des virements	86
g) Comptes de profits et pertes	87

Section IV — La question du contrôle des banques par l'institut d'émission.

1°) Rôle international de la Banque Nationale Suisse	89
2°) Divers moyens de contrôle	90
a) Contrôle officiel - Critique	90
b) Contrôle d'une Société fiduciaire - Cri- tique	91
c) Seul contrôle efficace: Surveillance de la B. N. S. - Avantages	91

Section V — Balance des comptes de la Suisse.	
A) Difficulté de son établissement	94
B) Efforts tentés par la S. D. N.	95
C) Balance des comptes suisses	95
D) Position de la Suisse en 1913	95
E) Influence de la guerre	96
F) Composition actuelle de la balance des comptes Suisses	96
Balance du commerce	96
Commerce des métaux précieux	97
Energie électrique	97
Industrie hôtelière	97
Services divers	98
Balance des revenus	98

LIVRE TROISIÈME

Vie internationale de la Suisse

Section I — Situation actuelle.	
Chapitre I — Masse des capitaux étrangers sur le territoire Suisse	99
Absence de renseignements statistiques	99
Chapitre II — Modifications apportées par la guerre dans les conditions économiques antérieures ..	102
A) Théorie classique	102
B) Importance actuelle des facteurs psycholo- giques	102
1°) La confiance	103
2°) Les stocks potentiels	103
Section II — Capitaux à court terme.	
A) Importance des capitaux à court terme	104
B) Causes de leur brusque déplacement	105
1°) Depuis la guerre variation des taux de l'intérêt	105
C) Raisons véritables de l'afflux des capitaux sur les marchés suisses	108
Confiance dans la solidité de l'organisation bancaire	108
Neutralité perpétuelle	109

Section III — Importance des capitaux étrangers en Suisse	110
A) Financement à long terme	
Emissions étrangères sur les marchés suisses	111
Hypothèques	112
B) Placements à court terme	117
Arbitrage	118
Reports - Acceptations	119
Section IV — Etude de la liquidité des fonds en banques	121
Section V — Exportation des capitaux.	
Chapitre I — Nécessité pour la Suisse de l'exportation des capitaux	127
Chapitre II — Moyens d'utilisation des capitaux suisses à l'étranger	128
Chapitre III — Emigration des industries suisses et financement au moyen des capitaux placés en Suisse	129
A) Forme dans laquelle le contrôle appartient toujours à la Suisse:	
Succursale	131
B) Disparition du contrôle suisse:	
1°) Maison affiliée	131
2°) Participation à une maison étrangère ...	131
3°) Concession de licences	132
C) Réapparition du contrôle suisse dans l'organisation financière moderne:	
Holding Companies	132
Impossibilité d'évaluation des capitaux ainsi placés	132
Développement considérable	133
Avantages des Holdings	133
Trusts	134
Chapitre IV — Les Bourses	135
Importance internationale	135
Répartition des émissions intérieures et des émissions étrangères	136
Variation des cours pendant ces derniers mois	139

Les Syndicats

Banque populaire suisse	140
Société de banque suisse	141
Banque Fédérale suisse	145
Banque Leu et Cie	150
Crédit suisse	151
Section VI — Influence sur l'évolution financière de la Suisse des organismes internationaux	157
1°) S. D. N.	158
2°) B. R. I.	160
Vue d'ensemble général	161
Conclusion	164
Bibliographie	166
Table des Matières	169

Imprimerie LANGLOIS
ARGENTON (Indre)

1931

